

France Forum

- *La Politique de Défense*
- *Libérez le socialisme !*
- *Les rapports Est-Ouest
après Brejnev*
- *La Chine d'aujourd'hui*
- *Actualités économiques
et sociales*
- *Arts et lettres*
- *Raymond Aron :
quelle philosophie ?*

Maurice SAINT-CRICO - Jean-Marie DOMENACH - Pierre HASSNER - François FEJTO -
Jean BOISSONNAT - Jean LALOY - Jean-Claude LAMBERTI - Joseph MACE-SCARON
Philippe SENART - Yvan CHRIST - Jean CHELINI - Emile ARRIGHI DE CASANOVA -
Henri BOURBON - Maurice SCHUMANN - Etienne BORNE

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel 100 F

Abonnement de soutien 120 F

Sommaire 207 - 208

Novembre - Décembre 1983

20 F

DOSSIERS ET ETUDES

- LA POLITIQUE DE DÉFENSE :
AMBITIONS ET RÉALITÉS**
PAR MAURICE SAINT-CRICO p. 2
- LIBÉREZ LE SOCIALISME !**
PAR JEAN-MARIE DOMENACH p. 10
- LES RAPPORTS EST-OUEST APRÈS BREJNEV**
PAR PIERRE HASSNER p. 17
- LA CHINE D'AUJOURD'HUI SELON SIMON LEYS**
PAR FRANÇOIS FEJTO p. 27
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT** p. 29
- UNE SOMME DU XX^e SIÈCLE :
LES MÉMOIRES DE RAYMOND ARON**
PAR JEAN LALOY p. 34
- POUR LA PHILOSOPHIE,
CONTRE LES NOUVEAUX INQUISITEURS**
PAR JEAN-CLAUDE LAMBERTI p. 37
- MAIS QU'EST-CE-QUI FAIT COURIR BAUDRILLARD ?**
PAR JOSEPH MACE-SCARON p. 41
- ECHANGE DE VUES SUR TOCQUEVILLE**
AVEC MAURICE SCHUMANN
ET JEAN-CLAUDE LAMBERTI p. 44
- ## ARTS ET LETTRES
- LA VIE LITTÉRAIRE**
PAR PHILIPPE SÉNART p. 46
- LE CHATEAU DES TUILERIES ET SA MÉMOIRE**
PAR YVAN CHRIST p. 52
- CULTURE ET FOI :
EN MARGE DU FESTIVAL D'AVIGNON**
PAR JEAN CHELINI p. 54
- TURNER**
PAR HENRI BOURBON p. 56
- ## NOTES DE LECTURE
- DU COTÉ DE PROUDHON AVEC BERNARD VOYENNE**
PAR JOSEPH MACE-SCARON p. 59
- TOCQUEVILLE ET LA NATURE
DE LA DÉMOCRATIE DE PIERRE MANENT**
PAR JEAN-CLAUDE LAMBERTI p. 61
- N'AYEZ PAS PEUR, DIALOGUE ENTRE
JEAN-PAUL II ET ANDRÉ FROSSARD**
PAR EMILE ARRIGHI DE CASANOVA p. 63
- A L'EST DU MONDE DE GILLES ETRILLARD
ET FRANÇOIS SUREAU**
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 64
- L'URSS VUE DE GAUCHE**
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 65
- LE JUSTE POUVOIR D'YVES CANNAC**
PAR GÉRARD STEPHANESCO p. 67
- ## PROPOS DU TEMPS
- RAYMOND ARON : QUELLE PHILOSOPHIE ?**
PAR ETIENNE BORNE p. 70

LA POLITIQUE DE DÉFENSE AMBITIONS ET RÉALITÉS

par Maurice SAINT-CRICQ

Les interventions françaises au Liban et au Tchad ont eu comme première conséquence de porter à quelques dix mille hommes - militaires professionnels ou sous contrat - les effectifs, essentiellement de l'Armée de Terre, servant à l'extérieur de la métropole et des départements d'Outre-Mer.

Si on tient compte en outre des réserves nécessaires en métropole, soit pour assurer les relèves, soit pour répondre, dans des délais appropriés, à une aggravation de la situation ou à une nouvelle tentative de déstabilisation en Afrique ou ailleurs, on est en droit de s'interroger sur les capacités réelles de nos Armées, en matière de budget de fonctionnement, d'équipements spécialisés et enfin d'effectifs professionnalisés, à supporter pour une durée pouvant se compter en mois, sinon en années, le poids de conflits périphériques, même limités, déclarés ou non, dont la probabilité est pourtant, comme l'admettent tous les experts, infiniment plus élevée que celle d'une agression majeure en Europe, tant que celle-ci restera protégée par l'équilibre relatif de la dissuasion nucléaire.

Ainsi se trouve mis en évidence un des aspects, et non le moindre, du problème, jamais débattu au fond, de l'adéquation des moyens aux missions, ou plutôt de nos ambitions aux réalités.

Maintenir un ensemble de forces équilibrées et polyvalentes comportant des forces nucléaires garantes de l'intégrité de notre territoire, des forces d'action rapide, et une puissante Marine, capables de défendre nos intérêts et nos alliances dans le monde et enfin des forces aéroterrestres comparables à celles des autres grands pays européens, telles sont en effet nos ambitions.

En même temps que se trouvent réaffirmés, d'une part

la volonté d'indépendance nationale, conditionnée, entre autres par le maintien à un niveau de technologie compétitif d'une industrie d'armement de plus de 300.000 personnes, et d'autre part l'attachement au principe du service militaire obligatoire et à son corollaire, une politique traditionnelle des réserves.

En reprenant ces objectifs, la loi de Programmation 1984-1988 ne se distingue guère de ses précédentes et il convient de lui reconnaître la vertu - ou le défaut - de la continuité. Elle sous-entend implicitement qu'il nous est possible de continuer à "tout faire" dans le cadre de ressources et de structures à peu près inchangées.

Les critiques qui ont pu lui être adressées dans un débat écourté et décevant, aussi bien à l'Assemblée Nationale et au Sénat que dans la presse, n'ont porté que sur des modalités de réalisation, sans soulever la question fondamentale : nos ambitions sont-elles désormais compatibles avec nos possibilités financières, techniques et humaines, compte tenu de l'évolution des menaces, des technologies et des coûts des armements modernes ?

L'EFFORT FINANCIER. LIMITES ET INCERTITUDES

Fixée à 830 milliards de francs - courants - sur cinq ans, l'enveloppe des crédits de la Défense témoigne du même souci de continuité, en se situant à peu près au niveau précédent, c'est-à-dire légèrement au dessus de 3,9 % du Produit Intérieur Brut Marchand (P.I.B.M.), dans la mesure bien entendu où cette hypothèse se vérifie à l'occasion de chacune des Lois de Finances annuelles.

On peut d'ailleurs entretenir quelques doutes à ce sujet, car il ne semble pas avoir été tenu compte ni du plan de rigueur, ni des conséquences possibles d'une

Les deux porte-avions français : le "Foch" et le "Clémenceau".

inflation éventuellement supérieure au taux espéré. De même, doit-on s'interroger sur le bien fondé des prévisions qui, reportant à 1986 et au-delà les commandes les plus importantes, et par conséquent à partir de 1988, le poids des paiements correspondants, constituent un véritable pari sur le rétablissement de notre économie à cette échéance.

C'est avec un égal scepticisme que l'on relève l'équilibre parfait prévu, sur les cinq ans, entre investissements et dépenses de fonctionnement... performance inégalée dans le passé, que ce soit en France ou à l'étranger ! Comment ce tour de force pourra-t-il être accompli en conservant, malgré une légère diminution d'effectifs, les structures anciennes, le service à 12 mois (tout en améliorant son contenu), et en maintenant au niveau actuel, considéré comme un minimum, la mise en condition et l'entraînement des forces ?

En dépit de ces réserves qui laissent craindre de graves difficultés dans un proche avenir (1), il ne peut être raisonnablement envisagé un effort financier supplémentaire dans le contexte actuel. C'est pourquoi on ne peut guère accorder de crédibilité aux propositions qui relèvent de la simple polémique ou d'une méconnaissance des réalités, lorsqu'elles consistent soit à augmenter de façon significative le budget de la Défense, soit à programmer un volume d'équipements plus important à l'intérieur de la même enveloppe.

L'expérience passée devrait conduire à plus de réalisme.

LES LOIS DE PROGRAMMATION ANTÉRIEURES

De 1960 à 1982, quatre lois de Programmation se sont succédées, marquant, de façon schématique, trois périodes assez distinctes.

Entre 1960 et 1968, le budget de la Défense se situe constamment entre 6 % et 4,6 % du P.I.B.M. et au-dessus de 20 % du budget de l'Etat. Cette période est marquée, sous l'autorité vigilante du Général de Gaulle, et malgré les difficultés de la fin de la guerre d'Algérie, par le lancement des grands programmes de la Force Nucléaire, mais au détriment des forces conventionnelles, tout particulièrement de l'Armée de Terre.

Entre 1969 et 1976, l'"après 1968" se caractérise par la baisse relative, rapide et continue, des dépenses militaires qui tombent à 3,4 % du P.I.B.M. et à 17 % du budget de l'Etat. Les programmes militaires, notamment les missiles du Plateau d'Albion et les Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins (SNLE) sont poursuivis avec détermination mais avec comme résultat un décalage accentué des forces conventionnelles, tant au point de vue des équipements que des conditions de vie et d'entraînement, à telle enseigne qu'il faut voir là une des

causes, sinon la principale, de la grave crise matérielle et morale des armées en 1974 et 1975.

La loi de programmation 1977-1981, mais surtout les nouveaux statuts de la fonction militaire à partir de 1976, mettent un coup d'arrêt à cette dégradation, et redressent progressivement le budget de la Défense jusqu'à 3,85 % du P.I.B.M., après que le Gouvernement ait abandonné l'objectif initial de revenir au niveau de 20 % du budget de l'État.

L'accent est alors mis, au moins implicitement, sur la revalorisation de la condition militaire, jusque-là parent pauvre de la Fonction Publique, et sur la modernisation des forces conventionnelles, notamment de l'Armée de Terre, qui fait adopter un plan de 16 Divisions, supprimant la distinction antérieure, jugée dommageable, entre Forces de Manœuvre mécanisées et blindées, et Forces de D.O.T. plus légères (Défense Opérationnelle du Territoire).

Très vite cependant apparaissent conséquences et limites. Le plan de développement de la Force Nucléaire Stratégique (F.N.S.) est freiné : la troisième tranche des missiles d'Albion est arrêtée en cours de travaux, le 6^e S.N.L.E. connaît quelques difficultés et retards et le projet de refonte et de modernisation des bombardiers Mirage IV est pratiquement abandonné, tandis que des économies sont faites sur leur mise en condition opérationnelle.

Mais cela ne suffira pas. La dérive monétaire, plus importante que les 7 % prévus, les conséquences des chocs pétroliers successifs et les difficultés techniques et financières de certains programmes, entraînent des retards importants, le Mirage 2000 par exemple, et le report à plus tard de décisions relatives à de nouveaux équipements.

Ainsi l'expérience des vingt dernières années met-elle en évidence la difficulté, sinon l'impossibilité, de poursuivre, au rythme souhaitable, à la fois le développement et la modernisation des forces nucléaires et ceux des forces conventionnelles, sans un effort financier nettement plus important, que les plus optimistes fixent au moins à 4,5 % du P.I.B.M.

LES EXEMPLES COMPARABLES DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Seules en Europe, ces deux grandes puissances présentent des points de comparaison valables en matière de Défense.

En dépit de la prudence dont il convient de faire preuve dans de tels rapprochements, on peut estimer que l'effort de la France, par rapport au P.I.B.M., est inférieur à celui de la Grande-Bretagne mais supérieur à celui de la R.F.A. En revanche il se situe, en valeur absolue, à un niveau proche de celui de la R.F.A. et supérieur à celui de la Grande-Bretagne. En première approximation, il semble bien cependant que les dépenses militaires consenties par les trois principaux

Le char lourd A.M.X.30 dont une version moderne est en cours de réalisation.

pays européens restent dans des ordres de grandeur assez voisins.

Par contre l'utilisation des crédits est fort différente.

La R.F.A. maintient une Armée de Terre en volume comparable à la nôtre, mais où la proportion de blindés est nettement plus importante, une aviation de combat globalement comparable à la nôtre, sinon légèrement supérieure en nombre; mais la R.F.A. ne possède ni armement nucléaire propre, ni véritable marine, ni force d'intervention extérieure. Elle se fournit en outre aux Etats-Unis pour une part importante de ses équipements.

La Grande-Bretagne de son côté, dispose d'une force stratégique limitée à quatre S.N.L.E. dotés d'engins d'origine américaine, mais n'a pas d'armement nucléaire tactique national; elle met en ligne une excellente aviation comparable à la nôtre, mais équipée en partie d'appareils américains, une marine en diminution, ayant renoncé aux gros porte-avions, enfin une armée de terre entièrement professionnalisée, comme les autres armées, mais réduite à un peu plus de la moitié de la nôtre.

Seule dans le monde, les deux Super Grands mis à part, la France a su se doter, en pleine indépendance, d'une F.N.S. comportant les trois éléments de la "Triade": bombardiers - missiles et sous-marins, et de forces nucléaires tactiques aériennes, terrestres et navales. Elle maintient des forces conventionnelles

égales, sinon supérieures, à celles de ses voisins et fait réaliser la quasi totalité de ses équipements par son industrie nationale d'armement. Les Armées françaises entretiennent en outre, sur leur budget, la Gendarmerie Nationale, soit 85.000 hommes, tous officiers et sous-officiers, à l'exception de 7.000 appelés volontaires, effectifs qui continueront comme par le passé, à croître régulièrement, tant est grande et constante la confiance placée par les Gouvernements dans ce corps de métier d'élite et commode sa modalité de financement.

Il n'est pas inutile de rappeler ces quelques éléments de comparaison lorsqu'on réfléchit aux possibilités de maintenir au niveau voulu les capacités opérationnelles de notre Défense dans toutes ses composantes actuelles en tenant compte en outre de l'évolution des technologies des armes de demain comme de leurs coûts.

UNE ÉVOLUTION RAPIDE ET PROFONDE

Au printemps dernier, le Ministère de la Défense a opportunément organisé des Journées Nationales sur le thème "Science et Défense, clés de l'Indépendance Nationale". Ce fut l'occasion de rappeler l'effort consacré par les Armées à la Recherche et au Développement (R.D.), soit 30 % des dépenses globales d'armement, soit encore 35 % des crédits budgétaires totaux de R.D. dans notre pays.

Leur effet d'entraînement n'est généralement pas contesté sur des domaines aussi étendus et aussi ouverts vers les applications civiles que l'aéronautique, l'espace, l'informatique, l'électronique, les matériaux composites, l'optronique et naturellement le nucléaire, pour ne citer que les principaux.

Cet effort d'investissement, dont les retombées à l'exportation restent les bienvenues sous tous les gouvernements (2), est à peu près comparable à celui de la Grande Bretagne et supérieur à celui de la R.F.A. qui, rappelons-le, ne finance aucune recherche nucléaire sur le budget militaire et achète nombre de ses systèmes d'armes à l'étranger. Il reste naturellement sans commune mesure avec celui des Etats-Unis. Le problème qui se pose aujourd'hui est de savoir s'il est suffisant, au moment où on assiste à une véritable mutation technologique qui entraîne déjà, et devrait entraîner dans les années à venir, une évolution considérable de la plupart des armements et par voie de conséquence des stratégies et des tactiques opérationnelles.

Ces mutations sont tellement diverses et foisonnantes qu'elles se prêtent difficilement à une tentative de synthèse.

LES ARMES NOUVELLES

Un de leurs aspects les plus spectaculaires est sans doute la mise en œuvre, dans un délai de dix à quinze ans, d'armes à rayonnement, laser ou X par exemple, en vue de la destruction de satellites ou d'engins balistiques, dans une véritable guerre de l'espace dont les premières expériences se déroulent sous nos yeux incrédules.

Un système de défense, basé sur de telles armes, est-il de nature, comme le prétendent certains commentateurs, à modifier fondamentalement le concept de dissuasion en mettant un terme à la quasi invulnérabilité des engins balistiques sur leurs trajectoires ? Il serait imprudent de l'affirmer, comme il le serait tout autant d'en nier la possibilité et de n'en tenir aucun compte dans nos propres plans.

On sait aussi que la précision des missiles balistiques ou de croisière, à des milliers de kilomètres de portée, est passée en quelques années, de quelques centaines à quelques dizaines de mètres, à la condition toutefois d'être munis de systèmes élaborés de recalage sur trajectoire et de guidage terminal sur l'objectif.

D'autre part, l'invulnérabilité relative actuelle des S.N.L.E. en plongée et celle de leurs transmissions, vitales pour l'accomplissement de leur mission, pourraient être mises en cause par le développement considérable des moyens de détection et de lutte anti-sous-marines, grâce notamment aux nouvelles générations de sous marins nucléaires d'attaque (S.N.A).

Dans le domaine des armements classiques, les derniers conflits du Moyen Orient et des Malouines, l'intervention israélienne au Liban, ont été l'occasion de la mise en œuvre d'armes nouvelles, ou tout au moins non encore utilisées en opérations, d'une efficacité sans précédent. Les engins tactiques en service, lancés soit de la surface, soit d'une plateforme aérienne, sont capables d'atteindre leurs objectifs, fixes ou mobiles, avec une précision extrême et par n'importe quel temps, grâce aux progrès des divers systèmes de guidage, inertiel, infra rouge, électromagnétique ou laser. Cette précision, jointe à une puissance unitaire et à une portée considérablement accrues - "les engins trans horizons" par exemple - augmente singulièrement la vulnérabilité de certains objectifs, comme les grands navires de surface, au point que la survie de ces derniers exige dès maintenant le déploiement d'un luxe de moyens de protection navals, sous marins et aériens.

Les affrontements du Sinaï et du Golan, ceux plus récents entre l'Irak et l'Iran, ont mis en évidence des taux d'attrition des blindés difficilement tolérables, dus aux progrès des armes anti-char. Il en résulte que les spectaculaires opérations de rupture et d'exploitation par les grandes unités blindées appartiennent à un passé révolu.

L'essor prodigieux des microprocesseurs, toujours plus performants, plus miniaturisés, plus sobres en énergie, a amené des progrès à peine imaginables il y a quelques années, dans le recueil et le traitement des informations, la détection, l'interception, le guidage, le contrôle en temps réel des opérations et plus généralement ce qu'il est convenu d'appeler "la guerre électronique", c'est-à-dire l'espionnage, le brouillage et la destruction des moyens adverses comme inversement la protection des moyens amis.

Faute sans doute, d'informations précises conservées jalousement secrètes, il ne semble pas qu'on ait accordé

Le Mirage 2.000 qui doit constituer l'équipement principal de l'armée de l'air.

une attention suffisante aux brèves opérations de la plaine de la Bekaa au cours desquelles, en quelques heures, grâce à la judicieuse combinaison de moyens de détection, de leurres et d'engins air-air et air-sol, les Israéliens ont pu, pratiquement sans pertes, mettre hors de combat la quasi totalité des défenses antiaériennes et des avions de chasse qui leur étaient opposés.

Il est parfaitement clair que des armées qui ne maîtriseraient pas les diverses applications opérationnelles de l'électronique n'auraient que peu de chances d'échapper à la neutralisation rapide, sinon à la destruction complète, dans un conflit moderne.

Comment ne pas mentionner enfin, pour clore cette énumération sommaire, l'arme à rayonnement renforcé, l'arme à "neutrons", dont les caractéristiques semblent de nature à conférer au combat défensif une efficacité telle qu'elle explique sans doute l'opposition résolue témoignée à son égard par les Soviétiques et leurs alliés.

LES CONSÉQUENCES

Jamais, depuis l'apparition de l'arme nucléaire, ne s'est autant imposée la nécessité, non seulement de ne pas relâcher l'effort de recherche, mais aussi de conduire, en permanence, une réflexion approfondie sur l'évolution des armes et ses conséquences sur les concepts d'emploi. Comment ne pas tenir compte, en effet, de la vulnérabilité accrue de certains objectifs, ou de l'importance, toute relative désormais, d'effectifs nombreux, ou encore de l'intérêt de la professionnalisation totale ou partielle des personnels ayant à mettre en œuvre des matériels sophistiqués, forcément en nombre limité? (3)

Après tout, n'est-ce pas Jaurès lui-même qui, dans "l'Armée Nouvelle" préconisait que les troupes de l'avant, celles destinées à supporter le premier choc, devaient être constituées de "volontaires" sous contrat de

dix huit mois à deux ans?

Certes, il s'agissait alors de gagner le temps nécessaire, évalué non en heures mais en semaines, pour mobiliser le peuple en armes afin de le dresser devant les armées d'invasion, progressant en combattant au pas du fantassin, dans le choc frontal d'une bataille qui se déroulerait, comme si souvent dans l'histoire passée, sur la Marne ou aux sources de l'Oise.

Conception valable, de justesse d'ailleurs, en 1914 mais totalement dépassée dès 1940, où notre système militaire s'est effondré au premier choc, comme un château de cartes, sans aucune possibilité de se rétablir sur une nouvelle ligne de résistance et encore moins de reprendre l'offensive, abandonnant près de deux millions de prisonniers aux mains de l'ennemi.

Les armes d'aujourd'hui, de même que la forme de notre société, ne font que repousser plus loin encore dans le passé cette conception de la mobilisation du peuple en armes. Seul aura d'importance le premier choc, avec comme signification de montrer à l'adversaire notre volonté de défendre notre indépendance et de recourir aux armes majeures de la dissuasion nucléaire si la situation l'exige. L'efficacité, qui demeure essentielle, de ce premier affrontement dépendra moins du nombre des effectifs que de la valeur de nos hommes et de nos armes, comme de notre détermination à combattre.

De toutes façons, le coût des armements modernes, dont les progrès technologiques entraînent une forte croissance des prix relatifs, devrait inciter également à une réévaluation du volume des forces et par conséquent de leurs structures.

On ne se trompe guère, en effet, en estimant, en première et grossière approximation, que le coût unitaire d'un avion, d'un char, d'un navire, d'un missile, d'une

génération nouvelle se déduit de celui de la génération précédente en affectant à celui-ci un coefficient multiplicateur de l'ordre de deux. L'intégration de technologies et de techniques de plus en plus diversifiées et sophistiquées, qui interviennent nécessairement dans un système d'armes nouveau, entraîne de son côté, une véritable "explosion" des dépenses de recherche, d'études, de développement, de prototypes, d'essais, de modifications, d'aléas divers, de mises au point et enfin d'industrialisation. Ces frais fixes pèsent de plus en plus lourdement sur l'enveloppe financière globale du programme concerné et ont comme conséquence la réduction des séries ou leur étalement dans le temps, ce qui constitue, dans tous les cas, une mauvaise opération sur les plans industriels et financier.

On peut déplorer à cet égard, que les coûts des matériels d'armement et leur évolution dans le temps, soient entourés en France d'une certaine discrétion. Ils ne semblent d'ailleurs guère retenir l'attention des parlementaires, alors qu'aux Etats-Unis par exemple, mais aussi en Suisse ou en Allemagne, ils font l'objet de débats largement ouverts. C'est pourtant leur connaissance précise d'abord, leur maîtrise ensuite, qui conditionnent la crédibilité d'une programmation.

Faute d'informations publiques suffisamment détaillées, on doit se contenter d'estimations et de comparaisons. Mais celles-ci sont suffisantes pour ramener, une nouvelle fois à la question fondamentale :

Comment un pays comme le nôtre, consacrant à son budget militaire un peu moins de 4 % de son P.I.B.M., soit grosso modo des dépenses comparables à celles de la Grande-Bretagne et de la R.F.A., peut-il à la fois, dans le contexte économique actuel :

- poursuivre le développement et la modernisation de la Force Nucléaire Stratégique au rythme et au niveau voulus ;
- se maintenir dans la compétition technologique des armes nouvelles ;
- moderniser ses forces conventionnelles Terre et Air et les maintenir à un volume comparable à celui de la R.F.A., tout en les dotant de nouvelles armes nucléaires tactiques ;
- reconstruire une Marine de 300.000 tonnes qui n'aurait pas d'équivalente en Europe, grâce en particulier, à un porte-avion à propulsion nucléaire et à son indispensable environnement opérationnel ;
- mettre sur pied une Force d'Action Rapide (F.A.R.) ayant pour vocation l'intervention extérieure ;
- enfin maintenir la conscription et le service militaire à 12 mois.

Ces objectifs constituent certes un ensemble harmonieux et convaincant. Mais le simple bon sens conduit à craindre un divorce de plus en plus marqué entre les

intentions et les moyens. A vouloir tout faire, on risque de vider peu à peu ce cadre brillant de sa réalité opérationnelle et surtout de disperser ses efforts au point d'accumuler des retards techniques impossibles à combler par la suite.

DES CHOIX NÉCESSAIRES MAIS DIFFICILES

La loi de Programmation, par les décisions et orientations prises - et plus encore par celles qu'elle ne prend pas - engage les Armées pour bien davantage que les cinq prochaines années. Elle commande en fait une planification à plus long terme, de l'ordre de 10 à 15 ans, en raison des délais inévitables soit pour tendre vers une organisation nouvelle, soit pour mettre en service des systèmes d'armes nouveaux.

C'est la raison pour laquelle il faut bien reconnaître que si la nécessité de choix s'impose aisément, les décisions correspondantes sont singulièrement difficiles à prendre et ne peuvent manquer de susciter des oppositions résolues et souvent passionnelles.

Et cependant rien n'est plus préjudiciable que les décisions, ou les non décisions, engageant l'avenir pour une si longue durée, soient pour une trop large mesure, inspirées par le souci à court terme de ménager, par le meilleur et le plus habile des compromis, les thèses des uns et des autres, des tenants de l'orthodoxie de la dissuasion nucléaire et de ceux qui condamnent "cette nouvelle ligne Maginot", des partisans des forces conventionnelles, de ceux de la conscription à 12 mois et des autres, des défenseurs des plans de charge des bureaux d'étude et des industries d'armement, des champions de l'indépendance nationale et de ceux de l'Alliance Atlantique ou d'une défense européenne etc..., sans omettre l'obligation de présenter le résultat de façon acceptable par le Ministère de l'Economie et des Finances...

Présentée sous cette forme, certes caricaturale, une telle démarche est en définitive beaucoup plus conservatrice que novatrice, puisqu'elle tend à ne rien modifier des orientations antérieures, y compris dans leurs insuffisances ou leurs contradictions.

Ce n'est pas la manière la plus efficace de préparer l'avenir. En veut-on quelques exemples ?

Pour remplacer l'arme nucléaire tactique aéroportée, l'AN 52, dont les conditions d'emploi sont dépassées, il a été décidé, sous le précédent septennat, de développer un missile Air Sol à moyenne portée (A.S.M.P.) qui, lancé d'un avion porteur, pourra atteindre, en restant à très basse altitude, un objectif situé à une centaine de kilomètres. Mais un autre missile tactique, l'Hadès, terrestre celui-là, est également développé pour remplacer l'actuel Pluton. Sa portée sera de l'ordre de 350 km. Les conditions d'emploi de ces deux types d'armes, sous strict contrôle gouvernemental, ne peuvent qu'être identiques et les objectifs les mêmes. Comment expliquer ce double emploi sinon par la "pesanteur" du passé ?

Une occasion aurait sans doute pu être saisie de faire évoluer notre corps aéroterrestre vers un ensemble plus

choix opérationnel déterminé en fonction des perspectives de l'an 2000, ou bien n'est-elle pas due, pour une large part, au souci de donner un successeur au Foch et au Clémenceau ? La vulnérabilité probable de navires de cette taille, notamment à l'égard de missiles Mer-Mer ou Air-Mer de plus de cent kilomètres de portée, obligera la Marine soit à considérer son porte-avion comme un incomparable instrument de prestige bien trop précieux pour être aventuré dans des zones de guerre, soit à consacrer de tels moyens, non seulement à sa réalisation proprement dite, mais également à son indispensable environnement de protection et de défense, que ses possibilités en seront vraisemblablement réduites par ailleurs.

Au moment où nombre d'experts estiment que l'avenir d'une Marine de guerre d'une puissance moyenne est peut-être davantage sous l'eau que sur l'eau, on peut déplorer que l'effort nécessaire ne soit pas fait de préférence pour combler notre retard en ce qui concerne les Sous-marins nucléaires d'attaque et pour doter ces derniers d'une véritable capacité de chasseurs de sous-marins, de S.N.L.E. tout particulièrement.

L'accent a été mis sur la création, par regroupement d'unités et de moyens déjà existants, d'une Force d'Action Rapide (F.A.R.) dont la vocation sera l'intervention extérieure en Europe et surtout hors d'Europe. Dans cette dernière hypothèse, la F.A.R. doit, d'évidence, répondre à des caractéristiques simples mais indispensables : légèreté, rapidité, efficacité et disponibilité permanente, pour être en mesure de mener des opérations limitées et ponctuelles à notre échelle : défense des DOM-TOM contre des coups du type "Malouines", aide rapide, sinon immédiate, pour étouffer dans l'œuf une menace à l'égard de pays africains amis, participation enfin à une force de paix multinationale.

Dans tous les cas, la rapidité de l'intervention est un facteur, sinon le facteur, déterminant de sa réussite. C'est bien la raison pour laquelle la F.A.R. devrait disposer de moyens de combat, de soutien et d'appui, adaptés aux opérations Outre-Mer, d'un aérotransport dont les capacités d'emport et le rayon d'action correspondent aux besoins, et enfin d'unités et de personnels immédiatement disponibles pour de telles missions, c'est-à-dire de "volontaires" sous contrat.

C'est précisément dans le domaine des effectifs que les orientations actuelles se montrent aussi conservatrices, que les précédentes. Passons sur la réduction de 35.000 hommes sur cinq ans - ce n'est pas la première - encore que les modalités envisagées, non dégageant des cadres mais ralentissement du recrutement, ne soient guère en harmonie avec la politique nationale de l'emploi qui aurait plutôt dû conduire à un certain rajeunissement par abaissement progressif des limites d'âge, assorti de compensations, de façon à ne pas pénaliser "l'embauche" de jeunes dont le dynamisme est indispensable à une armée qui se veut opérationnelle.

Le véritable problème n'est pas là. Il réside dans le maintien des structures actuelles des armées et du service

Le Missile Sol/Sol Balistique Stratégique du Plateau d'Albion

réduit mais plus cohérent et efficace, moins de blindés lourds, mais davantage d'hélicoptères et d'armes anti char et anti aériennes, en développant en outre, de façon complémentaire à l'A.S.M.P., un système à courte portée, à base de canons si possible, capable de l'arme à rayonnement renforcé, puisqu'il a été assuré que sa réalisation était techniquement à notre portée.

On pourrait même se laisser aller à rêver du jour, non encore prévisible, où un tel ensemble dont le caractère résolument défensif n'est pas contestable, constituerait le noyau à partir duquel se modèlerait une défense authentiquement européenne.

La Marine Nationale de son côté, fera construire un Porte-avion à propulsion nucléaire, capable de l'emport d'armes nucléaires aéroportées (pour quelle hypothèse de conflit ?) qui devrait entrer en service vers le milieu de la prochaine décennie. Cette décision, spectaculaire et depuis longtemps attendue, entraînera le moment venu, le lancement de la construction d'un second bâtiment de même type afin qu'un au moins de ces porte-avions soit disponible en permanence. Mais procède-t-elle d'un

à 12 mois, tout en laissant la porte ouverte à une ultérieure et éventuelle réduction de sa durée, aussi bien qu'à une très prudente extension du volontariat. Cette relative imprécision quant aux intentions futures ne constitue pas une base suffisamment solide pour une véritable planification (4).

D'autre part, la volonté, tout à fait justifiée, d'améliorer le "contenu" du service, tant au point de vue de l'entraînement que des conditions de vie et de fonctionnement, ne manquera pas d'entraîner, si cette intention doit être suivie d'effet, difficultés et dépenses supplémentaires.

Ainsi tout se passe comme si on voulait reporter à plus tard, le problème le plus important, le plus lourd de difficultés et de conséquences, celui de la structure même de notre système militaire dont on sent bien, au moins intuitivement, qu'il n'est plus le mieux adapté à notre doctrine de défense, à nos possibilités et à nos conditions de vie actuelles.

LES CONDITIONS D'UNE ÉVOLUTION

"Conserver ou entreprendre, se maintenir ou se transformer". Tel est le dilemme posé au planificateur qui doit intégrer les multiples aspects et les conséquences d'une mutation rapide dans une prospective à long terme, mais qui est également tenu de composer avec toutes les résistances ou changement, souvent légitimes, que lui opposent les traditions et les pesanteurs corporatistes et sociales, politiques et industrielles.

Le problème de la Défense n'est, à cet égard, guère différent de celui de la plupart des grands secteurs nationaux d'activité.

Il existe aujourd'hui dans le pays, mise à part une minorité d'irréductibles, une majorité à reconnaître dans l'électronucléaire, une chance majeure pour la France de demain ; volonté d'indépendance, recherche du moindre coût, maîtrise des problèmes de sécurité et de pollution, tout devrait concourir à promouvoir l'utilisation de l'électricité d'origine nucléaire de préférence à l'énergie fournie par le gaz, le fuel ou le charbon. Mais pour des raisons conjoncturelles, compréhensibles certes, mais aussi à cause de la défiance des "gaziers" inquiets de l'introduction de l'électricité dans l'industrie, de l'opposition ancienne des pétroliers et enfin de l'attachement, plus social qu'économique, des charbonnages au maintien d'une activité sans grand avenir en France, on a l'impression d'une certaine hésitation à poursuivre dans l'électronucléaire au rythme et à la priorité antérieurement envisagés.

Il faut reconnaître qu'une politisation excessive et systématique ne facilite pas la recherche de la meilleure solution pour le long terme.

La situation est fort comparable, lorsqu'il s'agit des problèmes militaires au sujet desquels se génèrent spontanément des anticorps d'origines multiples qui n'ont qu'un seul point commun, celui de s'opposer aux réformes.

Il existe cependant déjà un consensus assez large quant à la nature des menaces et au fondement de notre sécurité sur la dissuasion nucléaire. On peut espérer qu'un consensus pourrait de même, et sans grandes difficultés, être obtenu sur le niveau raisonnable des ressources à consacrer aux dépenses militaires et sur l'évolution technologique des années à venir, comme sur l'appréciation objective de nos capacités à y faire face.

Sur ces bases est-il utopique de penser que des hommes de bonne volonté, responsables, capables de faire abstraction de leurs arrières pensées politiques sur un sujet d'une telle importance nationale, pourraient se prêter à une concertation sur l'avenir de notre Défense, gage de l'indépendance de notre pays ?

En cette matière, les problèmes devraient en effet se poser davantage en termes techniques qu'en termes politiques, comme il devrait être clair que le refus du changement rend celui-ci encore plus inéluctable à terme, mais bien plus difficile.

C'est sans doute faute d'une telle démarche, que notre politique de Défense, malgré, ou plutôt en raison de sa volonté de continuité, paraît, pour l'avenir, poser plus de problèmes qu'elle n'en résout.

Maurice SAINT-CRICQ

(1) Le budget de 1984 met déjà en lumière des difficultés sérieuses en matière de dépenses de fonctionnement.

(2) Les exportations d'armement représentent environ 7% du total de nos exportations. Les commandes étrangères se sont montées à 20 milliards de francs pour le 1^{er} semestre 1983, marquant cependant une diminution de 27% par rapport à la période correspondante de 1982. Certains secteurs, l'aéronautique et les missiles, exportent 75% environ de leur production.

(3) On a pu mesurer, au cours de la "guerre" des Malouines et dans des conditions difficiles, l'efficacité de "volontaires" entraînés et équipés, par rapport à de jeunes soldats du contingent.

(4) Le succès apparent de l'expérience en cours d'un service long, par le biais de contrats souscrits pour servir au-delà de la durée légale, montre que le "volontariat" peut attirer nombre de jeunes à la condition de leur offrir des activités et modes de vie attrayants (emplois techniques, dépassement, aventure, sports...) et de leur assurer un encadrement de haute qualité.

LIBÉREZ LE SOCIALISME !

par Jean-Marie DOMENACH

Jean-Marie Domenach publiera en janvier prochain, aux Editions du Seuil, un livre intitulé "Lettre à mes ennemis de classe". Sur le ton d'une polémique affectueuse, il s'explique avec ses amis de naguère qui se considèrent maintenant comme ses ennemis et l'accusent de trahir le socialisme au profit du "grand capitalisme". Il passe successivement en revue la sidération (cette formidable illusion du printemps 1981), l'équivoque (le discours ambigu de François Mitterrand, la monstruosité de "l'Union de la Gauche"), et la régression (le décrochage à l'égard de la réalité, l'archaïsme d'un dogme fermé). Nos lecteurs ont déjà pris connaissance eux-mêmes de quelques-uns de ces thèmes amorcés dans une "lettre critique" que nous avons publiée en novembre 1982. Les pages que nous publions aujourd'hui sont extraites du dernier chapitre de ce livre. Jean-Marie Domenach y critique l'idéologie du "socialisme à la française" et propose de remplacer sa logique polémique par une nouvelle culture qui naît à la rencontre d'une épistémologie ouverte et d'une générosité que le socialisme a pervertie.

Libérer le socialisme du discours polémique n'est pas une tâche facile après deux siècles de guerres civiles et de luttes de classe, et deux guerres mondiales, mais c'est ce qu'il faut tenter de faire. Tout nous y pousse : l'évolution de la société, le changement de la culture, l'avènement d'une nouvelle ère scientifique, enfin l'urgence de faire front contre la menace extérieure, car seul un peuple résolu à vouloir vivre ensemble, et sachant pourquoi, sera en mesure de résister au chantage atomique que l'URSS exercera de plus en plus sur l'Europe.

Comme tout ordre satisfaisant, note K. Popper, le régime démocratique a peu conscience de lui-même, et il est difficile d'en saisir le fonctionnement. Une fois encore, nous constatons que le savoir de l'oppression est la plus facile à édifier que celui de la liberté. La démocra-

tie se connaît surtout dans son absence, lorsqu'elle est contrecarrée ou détruite par la violence. Ceci pose un problème difficile : comment faire en sorte que les citoyens veuillent ce qu'ils possèdent déjà ? Les esclaves de Spartacus, les ouvriers de 1848, les résistants de l'Occupation savaient ce qu'ils voulaient : ils voulaient ce qui leur manquait, la liberté, la dignité, la possibilité de vivre. Mais les citoyens des démocraties avancées, dans la mesure où ils jouissent des libertés et d'un niveau de vie suffisant, n'ont plus l'énergie, ni même l'idée de ce qu'ils veulent. Bien que profondément d'accord avec un système qui leur apporte les libertés et l'aisance, ils le subissent sans l'aimer. L'aboulie occidentale est liée, comme le note Castoriadis (1), à la crise de la représentation sociale : telle était, il me semble, la raison profonde de la faiblesse de la politique extérieure de Giscard. Le régime démocratique est construit de telle sorte qu'il peut

apprendre de ses erreurs mêmes, puisque le jeu des institutions et l'alternance des majorités peuvent lui permettre de les corriger. Pour reprendre la thèse de Popper, en démocratie toute politique est réfutable par une autre politique qui démontrera aux électeurs sa supériorité. Oui, mais si l'on aperçoit les mobiles du progrès scientifique, ceux du progrès démocratique restent cachés et faibles tant que la démocratie demeure indépendante et prospère. La cause profonde de l'étiollement des démocraties et de leur infériorité face aux régimes tyranniques réside assurément là. La démocratie est toujours en manque de combustible. Le nationalisme lui en a fourni, ô combien ! Le socialisme aussi. Mais aujourd'hui ? Notre démocratie douteuse doit ses chances de survie aux deux menaces, externe et interne : celle de l'Union soviétique, qui a déjà asservi la moitié de l'Europe ; celle de la Crise, qui nous contraint à envisager le mal et à essayer de le guérir. "En faisant émerger les difficultés, la crise crée une clarté impossible à atteindre en laboratoire" écrit Th. S. Kuhn (2), qui ajoute : "La crise diminue l'emprise des stéréotypes et fournit les données supplémentaires nécessaires à un changement fondamental de paradigme". Encore que ce qu'on appelle la Crise n'en soit pas encore venu à ce paroxysme où le diagnostic s'impose (3). Ne le déplorons pas : la Crise des années 30 a tout emporté, y compris les médecins qui avaient compris la nature du mal. Celle-ci nous laisse encore un peu de temps.

Mais la crise a des effets ambigus. En arrêtant la croissance, elle risque de nous replonger dans cette logique arriérée de l'exclusion : puisque le gâteau a réduit, il faut rogner les portions de ceux qui en ont trop et faire des parts justes. N'est-ce pas d'ailleurs l'amour qui le veut aussi ? A la déroute idéologique du socialisme survit ce talisman : la justice sociale qui, par ses accents égalitaires, réconcilie P.S. et P.C.F., et, par son parfum sacrificiel, attendrit jusqu'aux vétérans de la démocratie chrétienne. Prendre davantage aux riches pour donner davantage aux pauvres est devenu l'alpha et l'oméga du discours public, l'émouvante justification d'une politique, bref l'impératif absolu. La justice sociale exprimerait la triple obligation républicaine : l'égalité évidemment ; la fraternité, rebaptisée solidarité, et enfin la liberté. Ce dernier point est le plus difficile à démontrer. Écoutons cependant Lionel Jospin, réfutant, le 28 mars 1983, ceux qui critiquaient comme attentatoires aux libertés les restrictions de devises imposées aux voyageurs partant à l'étranger : "Si l'atteinte est financière, les inégalités sociales sont une atteinte constante aux libertés". Sous réserve de l'interprétation de ce "si", employé, comme nous l'avons déjà vu, par les socialistes de façon équivoque (car il exprime tantôt une réserve, tantôt une condition), je crois comprendre que les différences de condition sociale et de revenus constituent une atteinte aux libertés, comparable à celle dont se plaignaient les touristes empêchés de partir pour l'étranger... Affirmation qu'il faut examiner au fond puisque la "justice sociale", c'est désormais le donjon où s'est retirée toute l'idéologie de la gauche, et contre lequel le néolibéralisme porte ses attaques les plus vigoureuses.

*
* *

Pour Hayek, dont la dernière grande œuvre vient enfin de paraître en français (4), le libéralisme n'est pas un corps de doctrine ; lorsqu'on les dénonce, ses principes paraissent cruels, injustifiables. C'est plutôt la reconnaissance d'un ordre normal, ce que la santé est au corps. Mais comme il s'agit du corps social, il faut l'envisager dans une longue durée : c'est par une sorte de sélection naturelle que la tradition retient les comportements qu'un groupe a essayés et qui se sont révélés utiles, performants. Ils sédimentent, si je puis dire, pour composer ce fonds de moralité et de culture sur lequel s'établissent et se déploient les activités humaines. Le législateur puise dans ce dépôt qu'il a pour fonction de mettre en valeur, d'actualiser, mais non point de modifier. Vouloir changer les règles du jeu est présomptueux parce qu'on n'en sait jamais suffisamment pour intervenir correctement. L'ordre humain qui garantit les libertés n'est pas un ordre construit, c'est un ordre qui s'est spontanément institué et dont les fondements nous échappent et doivent nous échapper. Les sociétés, en effet, se construisent sur une énigme qu'ethnologues et sociologues cherchent à déchiffrer (5). Mais il se pourrait que le secret soit bien plus simple et moins honorable qu'ils le croient : à la différence de la causalité scientifique, qui nous laisse imaginer un enchaînement rigoureux des conséquences, la causalité sociale produit des conséquences qui n'ont souvent que peu de rapports avec l'acte déclencheur, l'ébranlement initial - c'est ce que R. Boudon nomme "les effets pervers". La prétention de modifier les effets en agissant sur les causes est donc insoutenable, et redoutable parce qu'elle engendre l'arbitraire. Hayek appelle "constructivisme" cette volonté d'organiser et de planifier en fonction de buts déclarés. Pour lui, Descartes est à l'origine de cette entreprise insensée : en posant l'esprit hors de la réalité, et hors de son propre développement, bien loin de donner aux hommes les moyens d'agir sur leur condition et de l'améliorer, il les a poussés vers la magie collective (6), il les a replongés dans la mentalité primitive et, par le mécanisme d'une politique arbitraire et contraignante, dans la servitude dont le libre échange les avait tirés...

Thèse radicale et provocante, qui heurte de front la prétention sociologique et la prétention socialiste, de connaître et de modifier les mécanismes sociaux. Hayek, ici, reprend et développe l'affirmation de Popper, suivant laquelle le socialisme n'apporte pas un avenir différent, mais bel et bien une régression vers le tribalisme : "Les idéaux socialistes", ou de "justice sociale", qui s'avèrent si attrayants, n'offrent pas réellement une morale nouvelle, mais font simplement appel aux instincts hérités d'un type plus ancien de société. C'est un effet de l'atavisme, une vaine tentative pour imposer à la société ouverte les impératifs de la société tribale ; si cette moralité-là l'emporte, elle détruira la Grande Société et de plus mettra en péril la survie de foules immenses dont le genre humain a pu s'accroître en quelque trois-cents ans d'ordre de marché" (7).

L'interventionnisme est donc condamnable d'abord parce qu'il bouleverse l'ordre fondamental de la société et, d'un savoir implicite, enraciné, complexe, susceptible de donner à des situations nouvelles des réponses appropriées, fait un savoir particulier, rigide, concentré en une personne, un groupe, un appareil : monopolisation du savoir qui est antidémocratique sous couleur de démocratie... La Justice ne résulte pas d'une connaissance appropriée, elle est fille de l'ignorance. L'abstrait, seul, est capable de faire face à la diversité. Le concret est forcément réducteur, particulariste, bientôt tyrannique... Voilà ce que pense Hayek, et cela nous amène à nous interroger sur le volontarisme révolutionnaire et les destructions qu'il inflige aux équilibres fondamentaux des sociétés, à leur patrimoine culturel. A nous interroger aussi sur cette opposition que nous pratiquons si volontiers entre l'abstrait et le concret, donnant la préférence à celui-ci, alors que le concret n'est peut-être, comme disait Paul Langevin que "de l'abstrait devenu familier par l'usage", des idées cristallisées en habitudes, l'obstacle plutôt que le soutien à l'invention. Dans ces conditions, ce n'est pas à un universalisme abstrait qu'il faudrait attribuer le terrorisme révolutionnaire, comme le croyait Hegel, mais à un mauvais universalisme, perverti par la violence qu'engendre nécessairement une doctrine indiscrète, abusive et contraignante... Si c'est bien cela, alors il nous faut essayer des théories sociales nouvelles. Mais comment théoriser dans la perspective de Hayek, puisque toute pensée neuve, ou bien s'avèrera la répétition banale du fonds ancestral, ou bien viendra troubler cet ordre délicat que nous devons à l'humus des siècles ? Que le savoir profond soit enterré, cela me semble vrai. Qu'on s'abstienne de le déterrer pour ne pas troubler les équilibres sociaux, voilà qui contredit non seulement l'inspiration du socialisme, mais l'être même de l'homme, inventeur, expérimentateur, inlassable.

*
* *

Hayek me semble plus convaincant lorsqu'il reproche à "la justice sociale" d'être foncièrement injuste. L'abstraction des règles du droit est en effet une conquête de la démocratie sur le fouillis des privilèges, us et coutumes dont s'était bariolé le monde féodal ; la Déclaration des Droits et la Nuit du 4 août 1789, qui la précéda de quinze jours, en témoignent surabondamment. Distinguer entre les individus, entre les catégories, afin de donner plus aux uns et moins aux autres, ce n'est pas de la justice, c'est même plutôt le contraire. En fonction de quelles normes procède-t-on à ces répartitions ? De besoins supposés communs à tous ? Mais les besoins sont éminemment relatifs ; les individus ne poursuivent pas les mêmes buts, ou bien, s'ils les poursuivent, c'est qu'ils sont déjà dans l'hétéronomie et se préparent à entrer dans la servitude. Ce sera donc l'Etat omniprésent qui décidera des objectifs et des niveaux de satisfaction. Le bonheur, "totalité imaginaire" selon Kant, deviendra totalité effective, soumise au triple arbitraire de la définition des normes, de l'évaluation des besoins et de l'attribution des subsides, - sans parler des modalités autoritaires et parfois aber-

rantes de l'intervention (placement hospitalier ou scolaire ; exceptions et privilèges, etc). Nous sommes dès lors en pleine tyrannie, qu'elle soit dure ou molle, et Hayek a beau jeu d'affirmer que "c'est réellement le concept de "justice sociale" qui a servi de cheval de Troie à la pénétration des totalitarismes" (8).

Nous avons déjà beaucoup progressé sur ce chemin, bien avant que la gauche vint au pouvoir. Les prélèvements obligatoires augmentent environ de 1% chaque année depuis 1970, et ce rythme s'accélère malgré la promesse que François Mitterrand avait faite de l'arrêter. Nous en sommes en effet à plus de 46% en 1983. Ce chiffre est par lui-même effrayant. Mais là n'est pas le plus grave, même si une propagande souvent démagogique se déchaîne contre le poids de l'impôt. Pierre Rosanvallon a fait remarquer qu'une part considérable des sommes que l'Etat encaisse à titre d'impôts provenait de l'Etat lui-même, employeur et dispensateur de subsides ; j'ajouterai que l'Etat protecteur, garant de la division du travail et gérant des services publics, prélève à bon droit une dime indispensable à son fonctionnement. A la rigueur, on peut admettre qu'un citoyen verse à l'Etat la moitié de ses gains ou même davantage pourvu que cet argent soit, autant que possible, employé selon ses vœux et non point selon ceux d'un parti, d'une technocratie, d'une *nomenklatura* ou d'un tyran. L'Etat, en lui-même, n'est ni bon ni mauvais. Sans Etat, il n'existerait pas de sécurité, donc de liberté, dans le monde, les Libanais en font la cruelle expérience. La bataille métaphysique qui s'est engagée autour de l'Etat n'a aucun sens, comme le montrent des auteurs aussi différents que P. Rosanvallon, A. Minc et Y. Cannac (9). Je n'y reviendrai pas : il faut à la fois moins et plus d'Etat, comme dit si bien A. Minc ; tout dépend en effet de la situation, du mode d'intervention et de ses conséquences. Le problème décisif ne me semble pas celui de la nature et des structures de l'Etat, ni celui des impôts et de leur poids excessif, mais celui de l'usage que fait l'Etat de ces prélèvements que Ph. Némou, reprenant l'analyse marxiste, assimile à une plus value dont le patron dispose à sa guise (10). En effet, le travailleur est privé des ressources qu'il s'est acquises par son travail et qu'il aurait pu affecter lui-même à des organisations de son choix pour en obtenir des services (d'éducation par exemple, ou de soins, ou de loisirs) qui, d'ailleurs, lui seraient revenus moins chers par cette voie. Mais cette spoliation se double d'une aliénation : "Dépossédé de l'initiative, le travailleur l'est aussi, par là-même, du sens du réel. Il ressent la prestation collective comme un don extérieur, gratuit, providentiel, alors qu'elle est le produit de son propre travail. Inversement, il ne peut plus ressentir sa contribution de travail comme libre et volontaire, destinée à produire une valeur d'échange. Il la subit comme une expérience anonyme, un tribut à payer obligatoirement à la communauté". Il y a pire : cet argent n'est pas seulement affecté à des services publics indispensables à la communauté, mais à une foule d'attributaires, selon des critères qui restent indéterminés et qui traduisent le plus souvent les préférences inavouées d'une classe, d'une culture, d'un groupe

dominants. Il est admissible que l'Etat ou les collectivités subventionnent certains théâtres; mais pourquoi me contraindra-t-on de payer pour du Brecht plutôt que pour du Claudel? On me taxe pour la télévision, ce qui me contraint à supporter les fautes de français de speakers et speakerines semi-analphabètes, la propagande officielle, et surtout à attendre l'heure où les honnêtes travailleurs sont déjà couchés pour voir des films de qualité? Si c'est normal, alors pourquoi ne pas m'envoyer, contre prélèvement obligatoire, le *Journal Officiel*, le *Monde*, le *Matin* et l'*Humanité*? Est-il juste qu'au nom de la solidarité, moi qui n'entre pas dans les pâtisseries, je paye pour soigner les amateurs forcenés de choux à la crème? Ou pour les avortements, si je suis catholique pratiquant? Ou pour le confort thermique et les vacances vertes des employés d'EDF-GDF (11), et de surcroît pour les bonnes œuvres de la CGT, alors que, comme tout le monde, ou presque, je paye mes factures de gaz et d'électricité, et, comme la majorité des travailleurs, je ne suis pas inscrit à la CGT? Ces exemples très ordinaires montrent à quel point nous avons avancé sur la route de la servitude décrite par Hayek, à quel point l'Etat s'est déjà immiscé dans la définition et l'accomplissement du bonheur, de la culture, de la santé, et aussi à quel point la redistribution de l'argent pris aux travailleurs relève de l'arbitraire.

*
* *

Les Français, qui répugnent à payer leurs impôts, se désintéressent généralement de l'usage que l'Etat et les collectivités publiques font de leur argent. Ils ont oublié ces deux articles de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen :

Art. XIV. Les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Art. XV. La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

Les Français n'ont pas le comportement civique et revendicatif à la fois du *tax payer* américain. Mais, sous la pression fiscale, ils en viennent naturellement à se poser ces questions : que fait-on de mon argent? La forêt des privilèges où le gouvernement aurait l'intention de porter la hache - et bientôt, le statut de l'école privée, et aussi la controverse sur les subventions culturelles, autant de questions qui obligeront les Français à se prononcer sur l'emploi de la moitié de leurs revenus et à demander des comptes à un Etat dont l'arrogance ne connaît plus de bornes. Ainsi lorsque, en juin 1983, le gouvernement a réduit à une petite somme l'exportation des devises touristiques, les gens ont protesté, mais on pouvait admettre, à la rigueur, qu'il incombait au gouvernement de prendre une telle mesure pour le bien commun (12). En revanche, personne, ou presque, n'a protesté lorsque, par une mesure exorbitante, le gouvernement a décidé de lever cette restriction pour les

voyages organisés en groupes, sous le contrôle d'une agence. Il n'appartient pas à l'Etat de privilégier le voyage collectif sur le voyage individuel. Derrière de telles opérations conjoncturelles s'accélère ainsi un processus de collectivisation, qui n'est pas décidé démocratiquement et qui est lui-même profondément antidémocratique parce qu'il aboutit, par mille voies, à la réduction de l'initiative, à la normalisation des goûts, à la passivité des citoyens consommateurs. Comme à des enfants en tutelle, notre argent nous est retenu ou accordé selon que nous irons visiter Tokyo ou San Francisco en solitaire ou en groupe. (Quant à Moscou, il est difficile de le visiter autrement). Mon argent est distribué à tel cinéaste, à tel metteur en scène, cet argent qui me manque précisément pour acheter le magnétoscope dont j'ai "besoin"... lequel sera d'ailleurs copieusement taxé en vertu d'une "nécessité" financière qui cache une politique : celle qui consiste à privilégier la culture distribuée par l'Etat sur la culture choisie par les particuliers. Dans une grande bureaucratie culturelle, j'ai vu l'argent de la redevance des postes de télévision servir à payer des emplois et des produits dont l'utilité me semblait imprécise ou nulle. Mais qui avait conscience que cet argent provenait de tels et tels possesseurs d'un poste qui ne l'avaient pas versé pour cela?

*
* *

Il est temps que l'opinion sorte de cette torpeur où elle est plongée par l'Etat protecteur, qui la fait régresser au niveau de l'enfant à qui papa et maman achètent les livres qui lui conviennent et qu'ils mènent aux spectacles, en l'empêchant de dépenser à sa guise l'argent de poche qu'ils lui ont concédé pour son travail scolaire. De cette situation humiliante de dépendance, nous risquons de sortir par la démagogie et la violence, ce qu'on appelle poujadisme, si le niveau des prélèvements obligatoires et leur assiette, ainsi que leur répartition et leur contrôle ne sont pas portés à la connaissance des citoyens et soumis à un examen public, pas seulement aux vérifications de la Cour des Comptes. Ce sont en effet les valeurs d'une culture, les finalités d'une société qui sont en cause, avant même une "solidarité" qui ne peut être requise que si les buts sont clairs et généralement acceptés. Ainsi en va-t-il de l'Education nationale, dont ni les finalités ni l'efficacité ne sont mises en question comme s'il s'agissait d'une Eglise dont il serait impie de critiquer les desservants. La gauche laïciste va répétant "A Ecoles publiques, fonds publics! A Ecole privée, fonds privés!" - slogan qui n'a pu voir le jour que dans un pays où s'est effacée cette évidence que les fonds publics sont des fonds privés affectés à un service public. Mais dans quelles conditions ce service est-il effectué? Exclut-il que d'autres institutions, qui ne sont point d'Etat, y participent? S'il est exact, comme le dit un sondage de 1983, que 71 % des Français sont favorables au maintien de l'Ecole privée, au nom de quoi la supprimer ou la réduire? Ne faudrait-il pas, au contraire, l'étendre afin que le plus grand nombre possible de Français aient la possibilité de recevoir un enseignement proche de leurs vœux dans le cadre

d'un service public orienté par une conception pluraliste de la nation ?

Je sais bien qu'il y a une limite à la consultation populaire, et qu'on ne peut pas, en France, comme en Suisse soumettre à référendum la fixation du prix de l'essence. C'est un mandat global qui est conféré à l'exécutif et au législatif, et qui ne doit pas être remis en cause à chaque instant. Il serait absurde, par exemple, de soumettre au vote des décisions de politique étrangère, parce que celle-ci relève d'une appréciation d'ensemble, s'inscrit dans la durée et exige parfois des sacrifices auxquels, sur le moment, l'électorat n'est pas disposé. Il est à craindre que le parti munichois n'obtienne à tout coup la majorité ; qui voterait contre "la paix" ? Mais il n'en va pas de même quand il s'agit de modifier des structures, des institutions, des pratiques, que le temps a codifiées et qui continuent d'avoir l'assentiment de la grande majorité des citoyens. Egalement quand il s'agit de créer de nouveaux organismes ou de prendre de nouvelles mesures qui entraînent une restriction des libertés publiques ou privées. Il n'est pas justifiable, il n'est pas tolérable que l'Etat décide de l'orientation de mes études, du rythme de mon travail, de l'âge de ma retraite, de la nature de mes loisirs, du nombre des canaux de ma télévision... L'Etat doit harmoniser les fins, et les articuler aux moyens, - du moins l'Etat démocratique, qui maintient le pluralisme des fins à la différence de l'Etat socialiste qui porte avec lui ses fins propres, encore qu'elles ne soient pas toujours explicites ni cohérentes. Mais l'Etat n'a pas à définir les fins des citoyens ; c'est aux Eglises, aux mouvements de pensée, aux associations et à tous ceux qui le désirent, de se prononcer publiquement sur les fins.

L'interventionnisme aboutit forcément à un Etat bureaucratique, qui usurpe la définition des finalités et qui se charge d'encadrer la vie publique et privée. Hayek a raison de nous mettre en garde : la "justice sociale" nous engage sur cette voie, bien que sa définition reste vague, et sans doute à cause de cela, puisque cette imprécision permet aux dirigeants d'introduire subrepticement leurs préférences, sous le couvert de la générosité, de la charité, de la solidarité. Dans l'impossibilité où elle est de trouver un critère stable, la "justice sociale" se trouve acculée, en période de récession, à répartir des pénuries. Tâche inévitable : quand les biens cessent de s'accroître, chacun cherche à poursuivre son enrichissement, ou du moins à protéger son niveau de vie, et il convient alors que l'Etat, pour éviter des distorsions flagrantes, prenne proportionnellement davantage aux uns pour donner davantage aux autres. Politique conjoncturelle, politique de prudence, qui a l'avantage d'éviter des conflits, mais qui entraîne un nombre considérable d'effets pervers : la bureaucratisation, les pénuries sectorielles (13), la "démotivation" des cadres et généralement la passivité de ceux dont le métier comporte la recherche, l'initiative et le risque. D'autant plus nécessaire alors est la fixation et la justification des normes selon lesquelles l'Etat procède à cette redistribution. Faute de quoi, on assiste au soulèvement de la

passion démocratique la plus basse, qui est l'envie : chacun se compare à chacun, rejetant la position qui lui est arbitrairement assignée dans l'échelle des mérites, des revenus et des subventions. Comme l'a fait remarquer J.P. Dupuy, le problème de l'envie devient tragique dans des sociétés qui refusent l'extériorité, c'est-à-dire la fixation par une autorité sacrée ou par un pouvoir non représentatif, de la norme qui commande le partage. Alors, on retombe inévitablement dans la situation des petits groupes ruraux isolés où chacun surveillait chacun, et l'on passait une vie à lorgner la maison du voisin et à supputer son trésor caché. L'Etat replonge ainsi la société dans cet isolat archaïque dont il l'avait tirée.

*
* *

On ne fait que compliquer la situation en parlant d'égalité ou d'égalisation, car non seulement il est impossible de traiter également ce qui est inégal, comme le faisait remarquer Socrate à Calliclès, mais il convient de savoir à quel niveau va s'établir cette égalisation. La controverse qu'ont suscitée les récentes mesures fiscales est une illustration pittoresque de cette incertitude : à partir de quel seuil est-on "riche" ? au-dessous de quel seuil est-on "pauvre" ? Supposons donc un régime (c'est le cas de le dire) où le riche peut manger deux croissants au petit-déjeuner, et le pauvre un seulement, - et un autre où le riche et le pauvre doivent se contenter d'une tartine (celle du pauvre étant peut-être moins beurrée), quel est le meilleur du point de vue de la justice sociale ou de l'égalité ? Le second, évidemment, puisque les deux conditions se sont rapprochées. Cependant, le premier était plus désirable pour l'un et l'autre. Or, s'il apparaît que la poursuite de la justice sociale, au moins à partir d'un certain seuil, a pour effet pervers la disparition des croissants, il semble déconseillé de la pousser jusque là... On peut d'ailleurs imaginer un troisième régime intermédiaire : le riche aurait un croissant et le pauvre seulement une tartine beurrée. Ici, il me semble, on aurait une différence de condition qui mettrait en cause la solidarité nationale et une certaine idée de la justice immanente chez presque tous. La différence entre riches et pauvres ne doit pas porter sur des biens matériels et culturels qui sont essentiels à une vie personnelle digne, parce qu'elle induirait des distinctions néfastes à la cohésion d'une société démocratique et contraires à notre morale, qu'elle soit religieuse ou laïque. On remarquera que l'écart entre les conditions est d'autant moins supportable qu'il se situe dans une économie pauvre et dans un Etat totalitaire. Ainsi, dans le Tiers-Monde, la différence entre celui qui possède une 2 CV et celui qui possède un âne est incommensurable avec la différence qui sépare, chez nous, celui qui a une Rolls Royce et celui qui n'a qu'une 2 CV. De même que cette dernière différence est incommensurable avec celle qui sépare, dans les pays totalitaires, celui qui a une auto, quelle qu'elle soit, de celui qui n'en a pas, ou celui qui a un passeport de celui qui n'en a pas, d'autant que le voyage acquiert là-bas une valeur de divertissement et de liberté symbolique infiniment supérieure à celle qu'il a chez nous.

On ne peut donc prétendre que les inégalités sociales

sont une atteinte aux libertés sans avoir une idée de la nature et de l'ampleur de ces inégalités. Elles peuvent se répartir équitablement ou inéquitablement selon les cas, les cultures, les environnements. Elles peuvent menacer la liberté ou au contraire la stimuler, cela dépend. La thèse de Hayek, si décapante, me semble aussi indéfendable que celle des partisans de "la justice sociale" : en vérité, elles sont les deux faces d'une même attitude qui croit pouvoir traiter globalement de la condition sociale en posant des absolus éthiques dont le contenu est obscur et injustifiable - Hayek ayant cependant le mérite de le reconnaître. Pour Hayek, l'intervention de l'Etat est mauvaise ; pour les socialistes, elle est bonne, pourvu qu'elle s'exerce au profit de la justice sociale. Hayek a raison de montrer que cette intervention repose sur l'arbitraire et engendre la tyrannie. Mais comment ose-t-il soutenir que le marché suffira à établir des échanges aussi libres et justes que possible, alors que - on n'avait pas attendu Marx-Engels pour le constater - les forces économiques, comme toutes les forces, suivent leur propre logique, qui les pousse à exclure les autres ou à les dévorer ? Comme le fait remarquer K. Popper, il faudra bien que l'Etat intervienne, ne serait-ce que pour sauvegarder le libre jeu de ce marché contre les intérêts coalisés pour le fausser. Loin de contredire l'Etat, le libéralisme le postule. Ce qu'il réprouve, c'est l'hyperthrophie monstrueuse de l'Etat, qui en vient à détruire les bases sur lesquelles sont assises les institutions démocratiques et à ramener les citoyens en deça de la cité. Car Hayek, à mon avis, a raison sur ce point capital : la démocratie est tout le contraire d'un système construit pour imposer aux gens une façon de vivre et de penser. Le fondement de l'institution, dans une nation libre, c'est ce sur quoi presque tout le monde est d'accord ou peut être d'accord. Et tout le monde peut être d'accord sur la possibilité offerte à chacun de poursuivre aussi librement et aussi sûrement que possible l'accomplissement de ses propres fins dans le cadre d'une société et d'une culture historiquement délimitées.

*
* *

Le "changement" n'est pas un but en soi : trop d'électeurs regrettent aujourd'hui de l'avoir cru. Le changement est au service de finalités collectives que relient les fins particulières dont la vigueur et la richesse d'une nation autorisent l'accomplissement. Or, ces finalités collectives, le socialisme français ne les a pas déclarées, il les a seulement détaillées en projets divers, dont certains, pris en eux-mêmes, étaient justifiés, mais dont l'ensemble relève d'une métaphysique tellement faible qu'elle répète, pour l'essentiel, le rêve fou d'une société absorbée dans l'Etat. D'où la confusion d'aujourd'hui, et cette dissidence qui s'amorce, de la société française à l'égard d'un Etat dont elle commence à avoir peur. Il est temps que les socialistes disent ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas et sortent de l'équivoque dont ils se sont servis et dont ils pâtissent maintenant. S'ils ont renoncé à changer la société, qu'ils le disent ; s'ils persistent à la vouloir changer, qu'ils disent dans quelle direction et selon quel modèle. Cette lettre que je leur adresse, puisse-t-elle au

moins persuader quelques-uns d'entre eux de dévoiler leurs intentions avant qu'il ne soit trop tard, et que nous soyons emportés tous ensemble par un reflux sans pardon. Que l'alternance inévitable, urgentè, se fasse du moins sans vengeance. Qu'elle débouche sur un nouveau seuil où le socialisme laisserait ses vieux habits pour s'interroger sur ce qu'il faut faire avec et pour la nouvelle société, avant de repartir pour un bond en avant. Voilà ce que je souhaite, voilà ce qui m'intéresse au-delà du devoir urgent de tirer la France du détraquement et du découragement.

Je me moque du libéralisme, qui n'est pas une doctrine et ne saurait le devenir. Je me méfie des "libéraux" qui sont parfois les pires des hypocrites. Mais je suis persuadé que ce pays a besoin de sortir définitivement de l'hypnose où l'avaient plongé l'effroi de la crise et les promesses d'une aube radieuse. Il est nécessaire de rentrer dans la réalité. Il est nécessaire de faire reculer l'Etat sans faire reculer les Droits de l'homme. N'opposons pas au rythme socialiste le mythe d'une société libérale et transparente, qui en est la figure inverse et complémentaire. K. Popper, qui est un libéral convaincu, nous en avertit : la société ouverte est constamment menacée de dégénérer en un conglomérat d'individualités égoïstes, tandis que, par compensation, par protestation, les générosités se cristallisent autour des idées collectivistes. Tel est, en effet, le dilemme que posait l'équipe d'*Esprit* dès 1930 : d'un côté, la démocratie libérale, décharnée, incapable de susciter la participation et d'assurer la défense des libertés ; de l'autre, les collectivismes, de l'espèce marxiste ou fasciste, qui enrôlent et asservissent. D'un côté, les sociétés ouvertes, mais fades ; de l'autre, les sociétés closes, mais exaltantes. Et d'un côté, on s'achemine vers l'indifférence et la décomposition ; de l'autre, vers le totalitarisme et l'esclavage. L'Europe n'est pas encore sortie de cet antagonisme, de cette double impasse, que déjà ils sont devenus le fait du monde entier.

Existe-t-il une issue ? Nous l'avons trouvée théoriquement. Nous l'avons, ici et là, essayée. Nous ne sommes pas parvenus à l'imposer. Je la désire toujours. Et vous ?

Qu'en pensez-vous, mes chers ennemis de classe ? Par le cœur, nous sommes proches. Mais des raisons nous séparent. Il est vrai que l'histoire est passée, que la société a changé depuis les années 30. Je ne poserai plus aujourd'hui l'équivalence entre libéralisme capitaliste et collectivisme d'Etat, comme le faisait *Esprit* il y a cinquante ans, comme je le faisais encore il y a trente ans, parce que le collectivisme a détruit ce qui faisait à nos yeux sa justification : une société fraternelle, toutes classes réconciliées dans un projet pacifique. Le socialisme réalisé a corrompu la société ; il a emprisonné les libertés ; il a bloqué l'évolution. Si égoïstes et plates qu'elle soient, les sociétés dites libérales ou capitalistes peuvent évoluer. Notez, chers ennemis de classe, que la lutte des classes (ou de classes) est hors la loi en société socialiste ; pour se déployer, il lui faut une société libérale. Mieux vaut pour vous comme pour moi, l'insignifiance du pluralisme que la servitude du socialisme.

Si nous en restions là, ce serait l'échec et le désespoir. Mais la sociologie vient au secours du socialisme, je veux dire de son inspiration fondatrice qui est désormais incorporée à la culture de l'Occident. Libéralisme et socialisme accolés, comme l'apercevaient Emmanuel Mounier, François Perroux, Denis de Rougemont, Alexandre Marc et tant d'autres, c'était la double réponse complémentaire à une question posée il y a cent ans et davantage, et qui n'est plus la question d'aujourd'hui. Sortez donc de votre somnambulisme, ouvrez les yeux : les "deux camps" (celui des patrons et des ouvriers, des bourgeois et des prolétaires) ont cessé d'exister ; la guerre sociale s'est diluée en une multiplicité d'escarmouches. C'est que la science, la technique, deux guerres mondiales et les horreurs des totalitarismes ont modifié les rapports humains, l'image de notre bonheur et de notre liberté. A propos de l'informatique, Simon Nora le dit mieux que je ne saurais faire : "L'horizon libéral (la société post-industrielle), l'horizon marxiste (la société sans classe) supposent l'un et l'autre des sociétés unifiées, consensuelles et culturellement homogènes. (...) La société d'information sera remplie de conflits, mais la source et les enjeux de ces conflits se déplaceront à la société toute entière. (...) Ces conflits ne porteront plus seulement sur la répartition des fruits d'une activité régie par des valeurs communes, mais sur ces valeurs elles-mêmes. (...) C'est une lutte pour l'appropriation des matrices culturelles : familles, instruments de formation, éducation et grands média (presse, radio et télévision)" (14).

Tel est bien "le défi porté à l'intelligence et à la créativité, à ce qui donne du sens dans une société". L'informatique en est une expression. Mais le défi surgit aussi de la drogue, de la délinquance, de la rupture culturelle, du renouveau charismatique, et, bien entendu, de l'essoufflement de l'appareil de production, de la montée du chômage, de l'apathie des réactions à la crise, et de l'extension inexorable de la puissance de l'Etat. Ce que vous refusiez de regarder en face il y a trois ans, pressés que vous étiez de prendre le pouvoir, vous êtes contraints de le faire maintenant que le pouvoir vous lâche. N'attendez pas : le discours politique a vieilli très vite et le vôtre, plus que les autres. On ne croit plus guère, autour de nous, à ce que vous dites ; et, ce qui est encore plus grave, on ne croit plus guère à "la politique". Ne laissez pas plus longtemps les forces morales que vous aviez su mobiliser, pourrir dans une rhétorique obsolète et dans des controverses sans contenu. La société complexe et ouverte qui se dessine a besoin d'elles. - Pour aller où ? Je n'ai pas de réponse à cette question, et je ne pense pas qu'il puisse y en avoir une depuis l'avènement de la modernité. Je dirai seulement : pour aller au-delà de ce désert que crée la société industrielle - vers le vivant, comme dit Hölderlin (15) :

"Alors, viens ! que nous voyions l'Ouvert.

Que nous cherchions quelque chose de vivant, si loin soit-il".

Mes chers ennemis de classe, on me presse de terminer cette lettre par quelques mots de consolation à votre

égard, à l'égard de ces militants que le socialisme laissera sur le bord du chemin, déçus, écoeurés. Il est vrai que vous commencez à vous sentir moins euphoriques depuis que votre parti a pris une "image négative" dans les sondages et que s'abaisse à des niveaux inquiétants la courbe de popularité de vos dirigeants. Et moi, depuis que j'ai commencé à vous écrire, j'ai eu l'impression que je cessais de monologuer, et qu'un nombre grandissant de gens qui ne sont pas tous des intellectuels pensait comme moi. K. Popper prétend que les intellectuels déçus sombrent dans un scepticisme complet lorsqu'ils ont trop investi dans la politique. Eh bien, non ! Cette lettre vous le prouve : je ne suis pas devenu sceptique et je n'ai aucune envie de vous consoler. Les gens de mon âge se sont bien consolés tout seuls, après la Libération, de l'échec d'une espérance qui était au moins aussi grande que la vôtre. Songez plutôt que nous disposons, citoyens des sociétés ouvertes, de cette chance inouïe, dans un monde aux trois quarts écrasé par la faim et la dictature, de pouvoir concevoir des théories plus *justes* et faire advenir des régimes plus *justes* : c'est le même mot en deux sens, qui ne s'oublie plus, se rejoignent : celui de la raison scientifique et celui du cœur.

Jean-Marie DOMENACH

(1) *Politique internationale*, n° 15.

(2) Thomas S. Kuhn : *La Structure des révolutions scientifiques* (Flammarion).

(3) Cf. J. M. Domenach : "Nature et mesure de la crise". *France-Forum*.

(4) La première œuvre de F. G. Hayek : *The road to serfdom ? est parue en 1941 en Grande Bretagne. Law, legislation and liberty* (1975) vient de paraître en français en trois volumes sous le titre : *Droit, législation et liberté* (P. U. F.).

(5) Cf. J. M. Domenach : *Enquête sur les idées contemporaines* (Seuil).

(6) En parlant de retour à la magie, Hayek songe évidemment aux délires totalitaires qu'il a sous les yeux : le nazisme et le stalinisme. Mais son analogie mériterait d'être développée, en plus subtil, à propos des opérations économiques auxquelles se livrent les gouvernements apparemment raisonnables de grandes démocraties industrielles. Ainsi les nationalisations de 1981 en France...

(7) F. G. Hayek : *Droit, législation, liberté*, T. II, p. 170.

(8) *Op. cit.*, T. II, p. 164.

(9) P. Rosanvallon : *L'Etat providence* (Seuil), A. Minc : *L'Après-crise est commencé* (Gallimard), Y. Cannac : *Le Juste pouvoir* (J. C. Lattès).

(10) Ph. Nemo : "La Société sociale moderne" *Spirales*, mai-juin 1983.

(11) On sait que le personnel de EDF-GDF ne paye que 10% des fournitures d'électricité et de gaz. D'autre part, une dîme de 1% est prélevée sur le chiffre d'affaires par le Comité d'entreprise que la C. G. T. tient en mains.

(12) Mais pas, comme l'a déclaré, Jacques Delors, pour rendre les Français conscients de la gravité de la situation - comme les parents privent leurs enfants de sortie pour les rendre responsables. Ce genre de pédagogie punitive n'est pas du ressort de l'Etat.

(13) Voici un exemple typique d'un effet pervers produit par une loi qu'animent les meilleures intentions. La Loi "Quilliot" avait pour but de "protéger" les locataires contre les propriétaires. Or elle a eu pour résultat qu'on ne trouve plus d'appartements à louer dans les grandes villes. Assurément, certains locataires sont un peu mieux protégés. Mais le marché locatif est devenu déficient aujourd'hui.

(14) Simon Nora : "Où nous mène l'informatique ?" (*Le Débat*, mai 1983).

(15) *Brot und Wein* : Trad de F. Fédier.

COLLOQUE FRANCE-FORUM

Après le rapport de Pierre Lellouche, directeur d'études à l'Institut Français des Relations internationales sur "L'enjeu des Euromissiles" et celui de l'Ambassadeur François de Rose sur "Les stratégies souhaitables pour la France et l'Europe" présentés au "Colloque France-Forum" et dont nos lecteurs ont pris connaissance dans notre précédent numéro, nous publions ci-après le texte mis à jour du rapport de Pierre Hassner, Maître de recherches à la Fondation Nationale des Sciences Politiques de Paris, sur les relations Est-Ouest après Brejnev, texte qui nous aide à mieux cerner les divers aspects de la politique extérieure soviétique et la réalité des ambitions de l'URSS.

LES RELATIONS EST-UEST APRÈS BREJNEV

par Pierre HASSNER

Ya-t-il une stratégie globale, politique et militaire, soviétique ? La réponse peut sembler évidente, mais la question mérite d'être posée. En effet, comme pour tout ce qui concerne la politique soviétique, il importe d'éviter les faux dilemmes dans lesquels le débat, tel qu'il se présente le plus souvent dans l'opinion, risque de s'enfermer.

CONTRE LES FAUX DILEMMES

D'une part il y a l'idée d'une stratégie globale au sens où il y aurait un grand plan soviétique à long terme, éventuellement avec un calendrier donnant une perspective planétaire pour la conquête du globe. Cette idée est agrémentée en général des citations de Lénine d'habitude apocryphes sur la route de Paris qui passe par Bombay ou Calcutta, et, plus récemment sur la stratégie méditerranéenne ou le contournement de l'Europe par le Sud. D'où une tendance à voir dans tout ce qui se passe le résultat de cette grande stratégie, un peu comme Metternich, le jour où l'Ambassadeur russe est mort, est censé avoir dit : "Je me demande où il voulait en venir par là..."

A l'autre extrême, on trouve l'idée que la politique soviétique est essentiellement pragmatique ou opportuniste, réactive ou défensive. Elle ne fait que réagir soit à nos actions soit aux opportunités que nous lui offrons. Je crois qu'il y a du vrai dans cette deuxième version, à condition de retenir de la première l'idée d'une visée stratégique fondamentale à long terme, d'un dynamisme fondamental de la politique soviétique qui se constate, notamment dans la priorité constamment accordée à la Défense par rapport à l'économie civile. Il y a bien une stratégie globale soviétique, mais il s'agit d'une stratégie

opportuniste, d'une visée qui est dynamique, expansionniste et en même temps souple, flexible, et dont la mise en œuvre dépend effectivement des circonstances qu'elle n'a pas créées.

On pourrait continuer la liste des faux dilemmes à dépasser. Une deuxième opposition, classique, nous somme de choisir entre l'idéologie et l'intérêt national : la politique soviétique est-elle avant tout communiste, est-elle l'expression du communisme mondial, ou est-elle l'expression de l'intérêt national russe ? Le Général de Gaulle affectait toujours de parler de la Russie et non pas de l'Union Soviétique. Morgenthau, le théoricien américain de l'intérêt national, disait que finalement la politique soviétique n'était pas tellement différente de celle qu'aurait été celle des Tsars. Il me semble que c'est un faux débat. L'une des leçons de notre époque, c'est effectivement que les idéologies universalistes, à commencer par le marxisme, quand elles prennent le pouvoir s'incarnent dans une vision nationale ; mais en même temps, il est clair que la vision de l'intérêt national soviétique qu'ont les dirigeants ne peut pas ne pas être influencée par leur mentalité, leur formation, leur vision d'un sens de l'histoire, leurs choix des amis et des ennemis. Ils ne peuvent pas ne pas avoir une conception russe du communisme et une conception communiste de l'intérêt de la Russie soviétique.

Autre opposition, liée à la première : celle de l'offensive et de la défensive. L'Union Soviétique est-elle favorable au statu quo ou est-elle expansionniste ? Là aussi, il me semble que c'est le centre de la politique soviétique d'être à la fois offensive et défensive. Cela a été exprimé parfaitement par Khrouchtchev qui, à un moment

donné, étonnait ses interlocuteurs américains en leur exposant la notion du "*statu quo dynamique*". Nous sommes, leur disait-il, pour le statu quo, mais naturellement la libération des peuples et le sens de l'histoire font partie du statu quo et c'est vous, qui, en vous y opposant êtes contraires au statu quo ! Ce que Kennedy avait traduit ainsi : "Au fond cela consiste à nous dire : ce qui est à moi est à moi, ce qui est à vous est négociable". Le statu quo à l'Est doit rester tel qu'il est ; le statu quo à l'Ouest ou dans le Tiers Monde est évolutif et il faut l'aider à évoluer, ou du moins la fonction minima de l'Union Soviétique c'est de dissuader les Occidentaux de s'opposer à cette évolution censée être favorable à la cause du communisme. Qu'il s'agisse du mur de Berlin, ou des actions soviétiques en Tchécoslovaquie en 1968, ou, déjà, en Hongrie en 1956 ou aujourd'hui indirectement en Pologne, ou même si l'on veut en Afghanistan, il y a une certaine plausibilité à y voir, comme certains, essentiellement une manœuvre défensive de l'Union Soviétique qui sentait son Empire se désagréger. Il est fort possible que subjectivement les Soviétiques conçoivent ces actions comme défensives. Néanmoins, quand ils réagissent contre les tendances qui leur paraissent dangereuses, en réagissant ils font acte de puissance. Comme, d'autre part, l'Occident n'arrive à rien faire d'efficace pour s'y opposer, au bout d'un certain temps après la crise, finalement, ces actions accroissent leur puissance vis-à-vis de l'Occident, soit d'une manière tout à fait géo-politique comme en Afghanistan, soit d'une manière tout à fait psychologique ou politique comme en Europe. L'Ostpolitik allemande, d'après ce qu'ont dit Willy Brandt et Egon Bahr, a commencé en un sens avec le mur de Berlin qui a montré aux Allemands que l'on ne pouvait pas compter sur les Occidentaux, qu'il fallait s'arranger avec les réalités. De même, paradoxalement, la Conférence sur la sécurité européenne que l'Union Soviétique demandait depuis 1954, elle l'a obtenue en 1969, après l'invasion de la Tchécoslovaquie ! C'est toujours après avoir montré qu'ils ne plaisantaient pas, qu'il n'y avait rien à faire pour réaliser un arrangement sur les bases occidentales, que les Soviétiques ont progressé dans le sens d'un arrangement sur leurs bases à eux. Donc, il me paraît tout à fait impossible de séparer l'offensive de la défensive.

Pour s'assurer contre la contagion, par exemple, du succès économique de la Communauté Européenne ou même de phénomènes occidentaux comme l'euro-communisme ou le pacifisme, ou bien du renouveau islamique en Asie, pour en empêcher les mauvais effets sur l'Europe de l'Est ou sur les Républiques islamiques, il faut que les Russes d'une certaine manière contrôlent l'environnement de l'URSS. C'est déjà toute l'histoire de la formation de la Russie et ensuite de l'Union Soviétique à partir du Grand Duché de Moscovie : il s'agit effectivement de se protéger contre les nomades, contre un environnement hostile, et pour se protéger on avance toujours un peu plus. Je crois que c'est Kissinger qui disait que la volonté d'une puissance de s'assurer une sécurité absolue signifie une insécurité absolue pour toutes les autres. La seule manière d'être complètement à l'abri de

toute attaque c'est d'être le maître du monde. Par conséquent, je ne vois pas de contradictions entre le fait d'être subjectivement défensif et objectivement offensif par rapport à ses voisins ou aux autres Etats.

Il en va de même pour la question de l'encerclement. On pourrait se demander : "qui encercle qui" ? L'Union Soviétique est-elle encerclée ou encercle-t-elle ? A un moment donné, il était de bon ton de s'apitoyer sur la situation d'encerclée de l'Union Soviétique, c'était en 1978, lors du Traité Sino-Japonais. On faisait remarquer que les différents pôles de puissance, les Etats-Unis, l'Europe occidentale, le Japon, la Chine, étaient tous en meilleurs termes entre eux qu'avec l'Union Soviétique qui se trouvait donc encerclée dans le système international. Il y a dans cette observation quelque chose de vrai potentiellement. Mais on peut tout aussi bien dire que l'Union Soviétique a, de son côté, pratiqué une politique d'encerclement de la Chine par le sud, d'encerclement de l'Europe, d'encerclement des Etats-Unis. On peut voir la politique internationale comme un jeu d'encerclements réciproques, où ce qui varie ce sont les phases ou les accents. A la grande époque de la détente, la politique soviétique essayait d'isoler ou d'encercle la Chine, en proposant même aux Etats-Unis une action commune contre elle. Il y a eu, ensuite, une époque où je crois que les Soviétiques ont eu effectivement une crainte de se trouver seuls et encerclés dans un environnement hostile. Aujourd'hui, nous avons de nouveau changé de phase : avec le dialogue avec la Chine qui se déroule plutôt mieux qu'auparavant, avec l'évolution de l'Europe Occidentale, avec peut-être les débuts d'une certaine politique japonaise (parfois esquissée, mais retardée par des affaires comme celle du Boeing Sud-Coréen), il s'agit plutôt pour les Soviétiques d'isoler les Etats-Unis tant que les Etats-Unis ne sont pas disposés à dialoguer. En même temps il s'agit aussi d'encercle l'Europe Occidentale. Là encore je ne pense pas qu'on puisse choisir entre le qualificatif d'encercle et celui d'encerclé.

Finalement la dernière opposition est la plus classique et la plus importante : c'est celle de la force ou de la faiblesse. Il me semble que l'un des rares points de notre sujet sur lesquels se rencontre à peu près un consensus général, c'est que l'Union Soviétique a presque tout raté sauf sa puissance militaire ; tant au point de vue du modèle idéologico-culturel que du point de vue de l'économie, les dernières années révèlent de plus en plus un échec de l'U.R.S.S. ; au contraire, du point de vue de la puissance militaire, elle a accompli un grand effort et elle a obtenu des résultats remarquables. Mais, à partir de cette constatation, quelles conséquences tire-t-on ? C'est là que de nouveau les esprits se séparent. La moitié des experts diront qu'il ne faut pas s'inquiéter de la puissance militaire soviétique, car l'URSS est un géant aux pieds d'argile, elle a une base économique très faible, elle a besoin de l'Occident et ne va pas se lancer dans des aventures contre lui. L'autre moitié des experts n'est pas du tout rassurée par cette situation. En plus, ils considèrent, pour parler en termes économiques, que l'URSS essaiera de maximiser son avantage comparatif en utili-

Idéologie, volonté de puissance, pragmatisme.

sant justement la seule activité où elle réussit, à savoir, la puissance militaire. Ou encore, en termes psychologiques ou politiques, elle pratiquera la fuite en avant, elle essaiera de faire oublier l'absence de viande en donnant un sentiment de succès extérieur etc... Une fois de plus, je crois qu'il convient de formuler un jugement équilibré : pratiquement c'est plutôt la deuxième version qui est vraie ; on ne voit pas l'Union Soviétique prête à faire des concessions, à s'engager dans une vraie négociation parce qu'elle a des difficultés économiques intérieures. Mais néanmoins, ses difficultés économiques, qui peuvent psychologiquement la porter plutôt à l'aventure extérieure, constituent un frein dans la mesure où, même avec la priorité absolue consentie aux militaires, il y a des limites au nombre d'Afghanistan qu'on peut se permettre ou au nombre de Cuba ou de Nicaragua qu'on peut entretenir...

J'allais oublier la dernière question qui est à l'ordre du jour, c'est celle qui concerne "l'alternative Andropov". Est-il bon ? Est-il méchant ? Est-ce un libéral ou un néostalinien, un faucon ou une colombe ? Cette manière de considérer les choses est profondément fautive. Il n'y a pas de vrai faucon ou de vraie colombe au Kremlin. Il y a un certain consensus en politique extérieure, de même que pour la politique économique il y a un consensus pour constater que l'économie va mal, qu'il faut procéder

à des débloquages... mais en même temps qu'on ne peut ni ne doit pas entreprendre des réformes qui mettraient en danger le primat du Parti. Je ne vois pas pourquoi il y aurait des adversaires de la détente au Kremlin, pourquoi les Soviétiques ne voudraient pas utiliser les négociations avec l'Occident à leurs fins. Mais je ne crois pas non plus qu'il y ait des dirigeants qui ne voudraient pas conduire ces négociations dans des conditions de supériorité militaire. Il me semble que le débat, si débat il y a, oppose non les partisans et les adversaires de la détente, mais des leaders qui sont un peu plus aventureux et d'autres un peu plus prudents, les uns qui mettent plus l'accent sur l'exploitation dynamique des situations nouvelles et d'autres davantage sur le contrôle de processus qui peuvent leur échapper. Ce peut être l'un ou l'autre, selon les phases et les circonstances.

**DE STALINE A ANDROPOV :
L'IMMUABLE ET LE CHANGEANT**

Venons-en aux éléments de permanence, qui, seuls, nous permettent de comprendre les phases qu'on peut distinguer dans la politique soviétique récente.

Je crois qu'il faut insister sur ces éléments de permanence parce qu'il me semble, dans le déluge de kremlinologie auquel on a assisté à la mort de Brejnev, que l'on s'étend beaucoup sur des choses que nous ne savons pas

et pas assez sur les choses que nous savons. Le même phénomène s'est produit à propos du drame de l'avion Sud-Coréen. Nous ne savons pas finalement qui est l'allié de qui... Parti, Armée, Technocratie.

Par contre, il y a des contraintes, il y a des données que nous connaissons qui, me semble-t-il, limitent beaucoup à la fois l'éventail des possibilités et leur importance.

L'important n'est pas de savoir avec l'aide de qui Andropov est arrivé au pouvoir, mais ce qu'il fait de ce pouvoir. De même il est moins important de savoir ce qui s'est passé avant la décision d'abattre l'avion Sud-Coréen que de constater ce qui s'est passé après, la manière dont l'acte a été couvert et assumé, de sorte qu'il engage l'URSS comme telle.

Les deux constantes, qui elles-mêmes sont sujettes à interprétation, mais comportent un noyau constant, sont évidemment la géo-politique et l'idéologie. Je crois que par sa dimension, par sa masse, par sa position géographique, il y a un élément fondamental dans l'Union Soviétique, dans son expérience : le fait que ce ne soit pas un Etat moyen habitué à être entouré d'égaux, que ce soit un Empire qui est habitué à avoir des satellites. Par rapport aux autres pays européens, quelles que soient leurs intentions conscientes, les Soviétiques sont dans une situation de "finlandiseur objectif". La notion de "finlandisation" est peut-être une invention occidentale, mais il est clair que les Soviétiques estiment que s'ils accroissent leur puissance militaire d'une manière ou d'une autre, cela doit se traduire dans le fait que les Etats petits ou moyens qui les entourent sont tenus de leur payer un tribut psychologique et moral, sinon davantage.

Il y a en tout cas une évidence, c'est le primat à la fois stratégique et idéologique de l'Europe de l'Est.

Pour la stratégie, ce qu'il y a de vrai dans les phrases des manuels sur la continuité avec le pouvoir tsariste, la poussée vers les mers chaudes, c'est qu'il y a une certaine priorité vers ce qui est contigu, vers le Sud et l'Ouest. Plus généralement il y a une question qui peut se poser en regardant les S.S.20, leur portée, leurs emplacements. Est-ce que l'Union Soviétique a une vision où elle constitue une sorte de pivot, que ce soit vers l'Europe de l'Est, que ce soit vers le Golfe Persique, que ce soit vers l'Asie ? Veut-elle être au Centre de plusieurs régions contigües et plus ou moins subordonnées ? J'ignore si les dirigeants soviétiques pensent ainsi, mais objectivement il me semble que leur politique peut avoir ce sens là.

Deuxièmement, l'idéologie. On peut certes se demander si le fait de croire à la victoire du communisme, le fait de vouloir un jour être les maîtres du monde, constitue un but opérationnel des dirigeants soviétiques ou simplement une perspective que l'on continue à affirmer mais qui ne joue pas de rôle dans l'action immédiate, à court et à moyen terme. Ce qui est certain, ce qui joue un rôle dans la politique à court et moyen terme, c'est, en tout cas, le fait que le pouvoir de l'Empire Soviétique, la "légitimité" du rôle du Parti, impliquent et imposent

qu'ils ne peuvent pas "ouvrir" leur société, qu'il y a des limites objectives au degré de détente, au degré de vérification dans le contrôle des armements, et qu'il y a toutes sortes d'autres conséquences qui tiennent à la nature de leur régime. Même si l'on admettait que leurs objectifs sont les mêmes que ceux de toute grande puissance, la manière dont ils appliquent ces objectifs ne peut pas ne pas être influencée par l'idéologie, et avant tout, par la nature, l'essence du régime. Par exemple, une sphère d'influence, une zone de sécurité, c'était pour Staline, après la guerre quelque chose qu'on contrôle, dont on fait une réplique de l'Union Soviétique à l'aide de la police politique. Il peut y avoir toutes sortes d'assouplissements, de pragmatismes, de sélectivité, mais en définitive on se heurte toujours à la nature du régime, et c'est cela qui est souvent, me semble-t-il, oublié par beaucoup de dirigeants occidentaux ou beaucoup d'opinions publiques. Dans l'analyse même que font les Soviétiques de la situation internationale, ils ont des concepts voisins des nôtres, mais qui se différencient sensiblement à cause précisément de l'empreinte ou de l'emprise de l'idéologie. Là où nous parlons de détente, le véritable mot pour eux c'est la "coexistence pacifique" qui est une notion beaucoup plus dynamique et plus conflictuelle que la notion de détente, car il s'agit de la continuation de la lutte de classes par tous les moyens autres que la guerre directe. De même, là où nous utilisons la notion d'équilibre, ils utilisent la notion de "corrélation des forces" qui est plus large que l'équilibre militaire mais surtout possède toujours cette double composante qui me paraît essentielle et centrale : le caractère dynamique et conflictuel. C'est l'idée d'un conflit fondamental entre deux camps et d'un mouvement selon lequel l'un ou l'autre gagne ou perd, doit donc ou avancer ou reculer. Il en résulte un type de comportement très particulier dont certains spécialistes ont pu codifier les règles opérationnelles. Le comportement bolchevique consiste par exemple à ne pas se laisser provoquer, à avancer toujours si l'on peut et ensuite si cela ne marche pas, à ne pas craindre de reculer quitte à perdre un peu la face. Il y a un certain nombre de règles opérationnelles de ce type qui expliquent beaucoup mieux le comportement international soviétique que des assimilations trop hâtives aux attitudes occidentales et des analyses en termes de "faucons" ou de "colombes".

Je pense que sur beaucoup de points Khrouchtchev, par la force de son tempérament impétueux, avait des comportements un peu déviant (par exemple lors de la crise de Cuba) ; alors que Brejnev incarnait le système soviétique et le comportement dans la logique de ce système.

Encore une fois le véritable problème c'est le primat du dynamisme ou celui du contrôle. Staline incarnait le primat du contrôle. Vous connaissez la fameuse formule, dans les entretiens avec Djilas, le Yougoslave, qu'on peut résumer par : "pas d'armée rouge sans communisme, pas de communisme sans armée rouge". Chez Khrouchtchev, on trouvait une croyance un peu naïve que ce qui allait dans le sens de l'histoire servirait finalement à l'Union Soviétique, d'où son globalisme prématuré selon

l'expression de Brzezinski. Chez Brejnev et Andropov on rencontre une espèce de tentative de synthèse. Brejnev reprend les ambitions globales de Khrouchtchev, mais en s'en donnant discrètement les moyens, ceux d'une pensée méthodique, militaire, policière, etc... à la Staline. Mais à la fin, son action est entachée d'une certaine lenteur, sinon d'une certaine passivité. On peut imaginer, avec Andropov, une synthèse de Brejnev et de Khrouchtchev, un retour à un dynamisme, à une initiative plus khrouchtchevienne, mais avec un souci de contrôle et un esprit de méthode plus brejneviens. Si le propre de Khrouchtchev était le dynamisme et celui de Brejnev le contrôle, on pourrait dire que celui d'Andropov, conformément à son expérience, devrait être avant tout la manipulation.

Pour Brejnev, si au début et à la fin de son règne on peut constater un certain retranchement provisoire, en tout cas pendant dix ans, de 1969 à 1979, il me semble qu'il a pratiqué essentiellement une politique soviétique offensive qui a obtenu de grands succès. Sur le plan militaire Brejnev et Kossyguine ont fait un effort beaucoup plus important que Khrouchtchev.

Sur le plan européen, à partir de 1969 il y a une offensive soviétique qui a obtenu des succès. Le plus intéressant, c'est que vers 1969-70 deux décisions, toutes les deux globalisantes, mais dans une certaine mesure contradictoires, ont été prises. D'une part, il y avait les aspects de l'expansion militaire, la grande expansion stratégique et la poussée pour l'expansion de la flotte, le développement des possibilités de présence dans le Tiers Monde - d'autre part, il y avait l'idée des accords Salt, de la négociation de la détente et surtout la pensée qu'en termes économiques, il fallait sortir de l'autarcie, essayer de compter sur le commerce et l'aide technologique occidentale pour résoudre les difficultés économiques de l'Union Soviétique et du Bloc de l'Est plutôt que sur des réformes intérieures.

La question qui me paraît intéressante est la suivante : est-ce que les Russes ont cru qu'ils pourraient éternellement jouer sur les deux tableaux, c'est-à-dire faire financer par l'Occident une offensive aux dépens de l'Occident, entreprendre à la fois une course aux armements ainsi qu'une expansion dans le Tiers Monde, et compter avant tout sur l'aide occidentale pour résoudre leurs problèmes économiques ? Il me semble que c'est cela qui n'a pas marché, car assez vite, dès la guerre du Kippour, l'opinion américaine s'est dit : "Ah non ! si c'est ça leur politique, on ne va pas nous, la financer !" Les Soviétiques n'ont donc pas obtenu ce qu'ils espéraient tant au point de vue de leur expansion de grande puissance, que des contacts technologiques et économiques avec les Etats-Unis. Reste à savoir si ce qui ne marche pas avec les Etats-Unis, ils ne peuvent pas le réussir quand même avec l'Europe, car là non seulement il n'y a pas de contradiction entre leur puissance militaire et leurs besoins économiques mais au contraire, leur puissance militaire peut les servir pour obtenir des conditions économiques plus favorables. La question est posée et en tout état de cause, même avec les Etats-Unis comme le montre l'ac-

cord sur le blé, "ça marche" dans une certaine mesure : à un moment où les Cubains sont en Afrique et l'Armée rouge en Afghanistan, réussir néanmoins l'accord sur le blé avec les Américains et le Gazoduc avec les Européens, ce n'est vraiment pas mal pour un leadership collectif, soi-disant sclérosé et défensif.

En tout cas, on peut à l'intérieur de cette grande période distinguer deux phases, l'une mettant davantage l'accent sur la détente et la négociation et l'autre sur l'aspect militaire. Entre 1969 et 1975 on a les accords Salt, on a les traités allemands, on a les grands espoirs mis dans l'accord commercial avec les Etats-Unis et naturellement, à l'abri de ces accords se poursuit le grand effort militaire soviétique, mais en même temps, dans le Tiers monde, les Soviétiques essuient plutôt des échecs, le plus spectaculaire étant leur expulsion par Sadate en 1971. A partir de 1974-75, il me semble que l'on assiste à une autre phase déterminée par le fait que du côté Occidental la détente est remise en cause et qu'en même temps apparaît la grande faiblesse des Etats-Unis, marquée par la défaite au Vietnam et l'affaire du Watergate. En outre l'amendement Jackson et un certain nombre d'autres éléments montrent qu'il n'y a pas à attendre de grands bénéfices économiques de la détente ; les accords Salt ont de la difficulté à être ratifiés ; donc selon la formule de Richard Laventhal qui l'avait écrite en 1976/77 en prédisant des événements comme ceux d'Afghanistan, l'Union Soviétique n'a plus vraiment ni grand chose à craindre ni grand chose à espérer de l'Occident. Elle aurait tort de se gêner pour essayer d'obtenir des avantages locaux parce qu'elle ne prend pas au sérieux les risques de réaction militaire de l'Administration Carter et de surcroît elle juge que sur le plan des accords Salt et sur le plan de l'économie il n'y a plus grand chose à attendre, compte tenu du changement d'attitude américain.

D'autre part, sur le plan du Tiers monde lui-même il se dessine une évolution autonome, en ce sens que les Soviétiques ont eu de grandes déceptions avec le non-alignement, avec les dictateurs locaux qui tantôt se faisaient renverser et tantôt expulsaient les conseillers russes, tandis que parallèlement ils enregistrent la montée de leur capacité de projeter leur puissance au loin (troupes aéroportées, marines). Ce qui se fait jour alors, c'est l'idée que la course aux modèles de développement, ou aux faveurs des dictateurs, pratiquée par Khrouchtchev n'est pas très rentable : il n'y a donc qu'une attitude sérieuse et vraie, c'est le contrôle direct. Ce contrôle direct les Soviétiques peuvent se le permettre davantage que du temps de Staline parce qu'ils ont les moyens (moins sans doute que les Américains mais suffisamment) pour peser localement à une grande distance. Sur le plan intérieur, ils tâchent de plus en plus de s'assurer le contrôle de l'appareil administratif et policier des pays qu'ils influencent dans le Tiers monde, comme par exemple le Sud Yémen. Il existe maintenant une zone intermédiaire où l'URSS n'a pas le même contrôle qu'en Europe de l'Est mais où son influence est quand même beaucoup plus policière et militaire qu'auparavant. Je songe par exemple à l'Ethiopie. Cet aspect plus militaire et plus

offensif qui culmine avec l'invasion de l'Afghanistan, a son répondant en Europe avec la décision prise sans doute au début des années 1970 d'implanter les S.S.20.

Dans la dernière période du gouvernement de Brejnev on aperçoit une phase, sinon d'arrêt, du moins d'embaras devant, soit des développements qu'il n'avait pas prévus, soit certaines contre-offensives occidentales. Je présume que sur le plan des fusées il n'avait pas prévu qu'il y aurait la "double décision" de l'OTAN. Les Soviétiques avaient gagné leur bataille contre la bombe à neutrons, et en 1979 on a l'impression qu'ils ne croyaient pas tellement à la grande offensive - ou contre-offensive - qui est en plein essor aujourd'hui mais qui a été assez lente à se mettre en marche. L'élection de Reagan et surtout le fait que le nouveau Président ne s'est pas révélé être un autre Nixon, avec lequel ils pourraient s'entendre, a peut-être surpris les Soviétiques et leur pose des problèmes. Et puis il y a eu l'Afghanistan et la Pologne qui, pendant toutes les années 1980 et 1981, leur ont suscité des difficultés absolument majeures. Ce qui marchait vraiment bien c'était l'offensive de paix en Europe occidentale et aussi l'évolution dans le nord de l'Europe. Cet état de choses encourageait une certaine passivité dans les conflits du Liban et des Malouines, où l'Union Soviétique ne voulait pas trop s'engager tant qu'elle ne pouvait pas contrôler l'évolution de ces crises, mais aussi elle se refusait à compromettre les priorités du moment qui étaient la détente limitée à l'Europe, la séparation de l'Europe et des Etats-Unis, la lutte contre les fusées Pershing et, à plus long terme l'encouragement de changements fondamentaux en Europe Occidentale.

Donc il me semble que lorsque Brejnev meurt, l'horizon est en train de s'éclaircir pour l'Union Soviétique - ouverture avec la Chine, mise au pas de la Pologne faite par des Polonais eux-mêmes avec le minimum d'effusion de sang - et les conditions sont présentes pour une reprise plus dynamique et plus offensive toujours avec la combinaison qui est structurelle, de détente et de négociation, d'une part, de recherche de la supériorité militaire, de l'autre.

Avec Andropov il semble qu'il n'y ait rien de nouveau fondamentalement mais que les évolutions déjà perceptibles à la fin de l'ère Brejnev devraient être poursuivies probablement avec un rythme plus soutenu, avec davantage d'initiative et d'imagination. Cette impression elle-même était plus forte dans les premières semaines, par la rapidité de l'établissement d'Andropov au pouvoir, par ses dialogues centrés sur l'Asie au moment de l'enterrement de Brejnev. Depuis on a plutôt l'impression d'un raidissement assez brutal. Les propositions sur les fusées sont classiques, mais elles semblent mettre davantage l'accent sur la manipulation politique de l'opinion publique. L'accent mis sur les forces nucléaires française et britannique vise plus qu'auparavant à séparer l'Allemagne de l'Europe, l'Europe des Etats-Unis même si cette préoccupation était déjà présente. En outre il y a sans doute une orientation plus accentuée vers l'utilisation des mouvements allant du pacifisme au terrorisme. En Europe Occidentale même il semble qu'il y ait un

soutien plus actif au terrorisme qu'on ne l'aurait envisagé il y a quelques années où j'aurais plutôt considéré qu'il y avait volonté de finlandiser l'Europe Occidentale plutôt que de la déstabiliser. Autrement dit les Soviétiques préfèrent déstabiliser tout doucement en influençant les gouvernements conservateurs et en encourageant le neutralisme et le pacifisme. Certes ils peuvent toujours mener de front une certaine diplomatie d'Etat à Etat et la subversion de ces mêmes Etats, mais il y a peut-être un déplacement d'accent qui pourrait porter la marque d'Andropov.

OU VA LA STRATÉGIE SOVIÉTIQUE ?

Je voudrais en terminant traiter, sinon de l'avenir, du moins des incertitudes que nous pouvons avoir à son sujet. En Europe, il est classique de parler d'un dilemme fondamental de la politique soviétique : est-ce qu'ils mettent l'accent sur le contrôle de l'Europe de l'Est ou sur l'influence vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest ? Staline voulait à la fois peser sur l'Europe Occidentale, sur l'Allemagne de l'Ouest, mais la brutalité de son contrôle en Allemagne de l'Est et en Europe de l'Est nuisait à son influence à l'Ouest. Donc il y a là un certain dilemme. De même l'Allemagne, veut-on l'isoler ou veut-on la séduire ? Les Etats-Unis, veut-on les expulser d'Europe ou veut-on qu'ils maintiennent leur contrôle notamment sur l'Allemagne Fédérale ? Il s'agit là de dilemmes qui sont réels mais qui ne sont pas vraiment opérationnels parce que les Soviétiques n'ont pas à se poser ces questions pour l'instant. Ils peuvent très bien jouer sur les deux tableaux : avoir leur gâteau européen de l'Est et grignoter le gâteau européen de l'Ouest, négocier avec les Etats-Unis sur un plan et avec les Européens de l'Ouest sur un autre. Actuellement, à la différence des années 80-81 pendant la grande crise polonaise, ils réussissent à peu près à tenir les deux bouts de la chaîne. Est-ce qu'ils réussiront durablement ? Nul n'en sait rien. Il y a certainement toujours des problèmes et des difficultés en Europe de l'Est. Je pense que l'affaire polonaise nous montre une fois de plus les ressources de la société en démocratie populaire qui chaque fois trouve une nouvelle formule d'action, tantôt le révisionnisme, tantôt la société qui s'auto-organise devant l'Etat. Il y aura certainement d'autres formules de résistance ou de contestation qui elles aussi échoueront et renaîtront sous une autre forme. Il y a une créativité toujours renouvelée de la société et en même temps il y a aussi une plus grande sophistication de l'Union Soviétique dans sa manière de contrôler la contestation, de répondre à ces défis venant de la société et des peuples de l'Europe de l'Est. J'y vois une parenté avec la manière utilisée par Andropov avec les dissidents russes : une répression sélective discrète et flexible mais d'autant plus efficace. Cependant un élément nouveau apparaît qui est un grand point d'interrogation : c'est l'économie. La nouveauté c'est la crise économique dû au fait que l'Union Soviétique ne peut plus disposer d'un surplus économique qui lui permettait quand elle normalisait un pays comme la Hongrie ou la Tchécoslovaquie de "l'acheter" en lui concédant de

bonnes conditions économiques. Ces dilemmes économiques que l'on perçoit très nettement peuvent à la fois entraîner de plus grandes difficultés en Europe de l'Est et éventuellement un certain jeu possible pour l'Occident.

Un autre point d'interrogation concerne l'attitude militaire de l'URSS vis-à-vis de l'Europe. Sur le plan des négociations stratégiques elle souhaite probablement un accord START à peu près sur le modèle de Salt II. Pour les euromissiles les Russes se disent peut-être qu'ils peuvent gagner sur les deux tableaux, c'est-à-dire à la fois ne pas avoir d'accord et éviter le déploiement des fusées par l'encouragement de l'opposition pacifiste notamment en Allemagne. Quoiqu'il en soit leur action s'oriente toujours selon un critère politique, consistant avant tout à essayer de séparer l'Allemagne de l'Europe et l'Europe des Etats-Unis.

Sur le plan de la stratégie militaire, il existe toute une controverse entre spécialistes occidentaux sur la place du nucléaire et du conventionnel dans la stratégie soviétique. L'idée classique était que pour les Soviétiques l'escalade au nucléaire était inévitable et immédiate. Aujourd'hui beaucoup (notamment le Général Rogers) estiment qu'ils se réservent la possibilité d'une phase conventionnelle, qu'ils se donnent même les moyens d'attaquer les installations de l'OTAN par des moyens conventionnels etc... Est-ce qu'au contraire avec les S.S.20 ils visent les moyens de la frappe chirurgicale qui leur donnerait selon le Général Gallois la victoire sans combat ? Personnellement, j'aurais tendance à penser que leur hypothèse principale continue à être une stratégie d'armes combinées où le nucléaire, le conventionnel, le chimique sont intégrés et que si jamais ils entreprenaient une attaque en Europe ils mettraient en œuvre tous ces moyens, mais que, en même temps, ils ont des options, ils commencent à posséder les moyens d'avoir soit un scénario d'attaque nucléaire seule sur les bases militaires, avec l'offre ensuite de négocier, soit au contraire un début conventionnel en faisant jouer leur supériorité en ce domaine surtout s'il n'y a pas de déploiement d'euromissiles et si les partisans du "non emploi en premier" de l'arme nucléaire l'emportent. En Occident ils disposent quant à eux, d'un éventail d'options de plus en plus large et leur but est, politiquement, de restreindre l'éventail d'options de l'Occident, d'empêcher l'Occident d'avoir par exemple l'option nucléaire.

Enfin sur l'Asie, mon instinct me porte à pronostiquer que c'est plutôt là que cela peut bouger, car le nouveau dialogue sino-soviétique est très important, même s'il est sage de penser qu'il n'y aura pas de véritable et solide réconciliation.

En revanche, en Europe, je n'aperçois pas les conditions d'une grande négociation et d'un règlement général.

Si l'on prend le cas des affrontements sanglants en Afghanistan, la situation est beaucoup trop violente et polarisée pour un compromis authentique de conciliation qui maintienne l'influence soviétique dans ce pays.

Reste la solution de force...

Par contre en Europe de l'Est, en Pologne, s'il est vrai que fondamentalement les Soviétiques n'accepteront jamais, quelles que soient leur difficultés économiques, de laisser marginaliser le rôle du Parti, ou leur propre contrôle, néanmoins précisément parce que là il n'y a pas affrontements sanglants et parce que l'opposition reconnaît qu'on ne peut pas ne pas avoir les communistes au gouvernement, je pense que, peut-être, il demeure des possibilités à plus ou moins long terme non pas d'un règlement général mais d'une espèce de jeu où pour obtenir les crédits occidentaux il y aurait des compromis discrets au jour le jour, comme avec l'Eglise catholique. Solutions intermédiaires se situant à l'intérieur de la souveraineté de l'Empire Soviétique de l'Europe de l'Est.

Le recours à la déstabilisation, au terrorisme, font sans doute problème aux Soviétiques. Jusqu'où peuvent-ils aller, dans leur double stratégie consistant à exercer une certaine influence sur des gouvernements occidentaux et en même temps à utiliser le terrorisme ou des mouvements spontanés contre eux ? Vient un moment où il faut choisir de donner la priorité à l'une ou à l'autre stratégie. Il est évident que l'attentat contre le Pape n'a pas spécialement servi l'influence soviétique en Italie.

La grande inconnue c'est la crise économique en Union Soviétique et dans le bloc de l'Est. Là aussi les spécialistes sont divisés : certains disent qu'il y a une crise économique vraiment dramatique d'où ils déduisent des possibilités de négociation générale ou des possibilités de pression occidentale. D'autres, et mon instinct va plutôt dans ce sens, jugent que l'économie soviétique est médiocre, qu'on verra de plus en plus des phénomènes de désintégration sociale et une diminution de la croissance, que les dix prochaines années seront beaucoup plus difficiles que les précédentes mais que néanmoins le système peut dans la stagnation survivre et continuer à donner la priorité à l'effort militaire. Leur est-il possible de persévérer dans la voie d'une diminution de l'investissement civil au profit des dépenses militaires et de la consommation ? Je suis persuadé que les Soviétiques réduiront plutôt la consommation que les dépenses militaires, ce qui pourrait amener un plus grand durcissement politique à l'intérieur. En résumé, j'ai le sentiment que si les difficultés économiques des Soviétiques ne les amènent pas nécessairement à une large négociation et à un changement de politique sur le plan extérieur, elles peuvent les conduire tout de même à une plus grande prudence.

Pierre HASSNER

Maître de recherches à la Fondation
Nationale des Sciences Politiques
de Paris

LE DÉBAT

Le rapport de Pierre Hassner a été suivi d'un large débat dont nous ne pouvons donner ci-dessous qu'un bref résumé.

Michel Tatu (Le Monde) : Qu'apportera de nouveau Andropov dans la politique soviétique ? Plus d'imagination, plus de sophistication, moins d'idéologie. Son arrivée au pouvoir fait apparaître une certaine division entre les permanents du Parti et ceux qui ont leurs intérêts investis dans un grand corps de l'Etat. Andropov est issu d'un grand corps de l'Etat (le K.G.B.). Ceci peut inquiéter non seulement les "brejnéviens" mais ceux qui veulent maintenir la préséance du Parti.

L'URSS est une puissance impériale appuyée sur trois grands piliers : la police, l'armée, la diplomatie. Les trois chefs de ces forces sont introduits au Politburo. A ce jour le pouvoir d'Andropov ne paraît pas encore consolidé.

Il semble avoir été obligé de faire marche arrière sur l'Afghanistan, après certaines déclarations favorables à une solution négociée. Cette orientation a été bloquée par le Viet-Nam, hostile à un règlement au Cambodge inspiré par la Chine.

Tout indique qu'Andropov veut mener une politique plus active au Moyen-Orient, notamment en intensifiant l'aide soviétique à la Syrie.

Sur le problème des fusées et sur les questions stratégiques l'URSS veut avoir le plus d'options possibles. Elle ne lâchera pas le combat mené contre les décisions de l'OTAN même s'il y a déploiement des Pershing en Allemagne. Ce déploiement ne mettra pas fin à la campagne pacifiste en R.F.A., au contraire.

M. Bruneau (dissident soviétique, représentant le N.T.S.) : "Je veux mettre l'accent sur l'état de la société soviétique. On constate un mécontentement croissant vis-à-vis de la crise économique, de l'administration, ainsi qu'à l'égard des menaces qui pèsent sur l'identité nationale russe.

Le citoyen soviétique moyen est convaincu que la politique de l'URSS est une politique de paix. Il n'a pas une idée précise de sa puissance militaire.

Aujourd'hui l'économie est au centre des préoccupations du Parti. Andropov va s'efforcer de la remettre en ordre, en luttant contre la corruption (faible dans l'armée, elle sévit un peu plus dans le K.G.B. et beaucoup au sein du parti).

Il existe aussi un ressentiment contre l'érosion de l'identité nationale. Le parti s'érige en défenseur des valeurs nationales.

S'il s'attaque à la corruption dans le Parti, comme il paraît résolu à le faire, Andropov dépendra davantage de l'armée. Sa politique extérieure sera surtout inspirée par les militaires.

La détérioration de l'économie, du point de vue du consommateur, va s'aggraver. Personne ne s'attend à une solution rapide de cette crise. Le pouvoir essaiera de stabiliser la consommation à un niveau acceptable et de moderniser l'économie. Après l'échec qu'ils ont subi dans la Bekaa lors de la guerre du Liban les militaires ont mis en accusation l'inefficacité de l'économie, incapable de

produire des armes répondant à leurs besoins. Il s'ensuit un climat de tension avec l'armée dont Andropov devra tenir compte".

Jean de Lipkowski résume les impressions qu'il a ramenées de son voyage aux Etats-Unis. Il estime qu'Andropov n'a aucune marge de manœuvre sur le plan intérieur. Toutes les tentatives de réformes (réforme de l'économie, décentralisation) ont échoué parce qu'elles se heurtent à la rigidité du système communiste qui secrète le blocage. L'exemple de l'agriculture est très clair à cet égard. Les deux derniers messages de Brejnev au Comité Central constituent un aveu d'échec total.

La seule marge de manœuvre dont dispose Andropov se situe à l'extérieur. Il profitera des circonstances pour faire avancer partout où c'est possible la puissance et l'influence de l'URSS. Il maintiendra par tous les moyens son avance en matière de S.S.20.

A cet égard M. de Lipkowski se montre inquiet de l'évolution du Parti Social Démocrate en Allemagne et du Parti Démocrate aux Etats-Unis, devenu isolationniste, acquis à l'idée du "gel nucléaire" et du "non emploi en premier" de l'arme atomique. La pérennité de l'Alliance Atlantique n'est donc pas assurée. Son avenir repose sur les épaules d'un homme de 73 ans.

En conclusion M. de Lipkowski présente trois observations. La formidable offensive de paix soviétique montre que les dirigeants de ce pays n'ont pas d'autre marge de manœuvre qu'en politique extérieure. Ils ont besoin de succès rapides au dehors pour arrêter la détérioration de leur Empire.

Le flanc sud de l'Alliance est affaibli en raison de l'attitude de Papaandréou en Grèce et des incertitudes politiques en Turquie.

Nous ne devons pas envisager nos rapports avec l'URSS uniquement en termes militaires, sinon nous nous exposons à des risques de manipulation et de blocage. L'endettement de nombreux pays d'Europe Orientale (Hongrie, Roumanie, Pologne) a atteint de telles dimensions (27 à 29 milliards de dollars) que nous ne pouvons laisser ce problème aux seules mains des banques. Il existe un risque d'implosion à l'Est. Nous devons donc engager des discussions politiques sur la dette de l'Europe de l'Est et mettre à plat l'ensemble de nos rapports avec ces pays, y compris nos accords technologiques.

Enfin nous devons montrer que la France est une vraie démocratie en affirmant sur les rapports avec l'Est une position bi-partisane. Nous devons en particulier appuyer le discours de François Mitterrand au Bundestag.

Jean Lecanuet exprime lui aussi son accord avec le discours du Président de la République à Bonn. Il constate qu'en même temps notre effort militaire, en termes de budget, s'affaiblit. Il existe surtout une contradiction fondamentale entre une attitude de fermeté dans l'affaire des euromissiles et une politique étrangère floue,

trompeuse, illusionniste. Georges Marchais se déclare d'accord avec notre politique de défense et attaque en même temps la politique de François Mitterrand à l'égard de l'URSS, et partout où cette politique ne coïncide pas avec les intérêts soviétiques. Il faut mettre de la clarté dans le débat.

Le Professeur Smolar (membre de "Solidarnosc") évoque la situation de la Pologne. La société polonaise est aujourd'hui atomisée. Est-il possible de revenir à un état de coexistence entre le Régime et la société, faisant place à certains îlots d'indépendance et à certaines initiatives pour reconstituer les syndicats, ainsi qu'à un compromis avec l'Eglise? Aujourd'hui on ne parle plus en Pologne que d'Occupation militaire, de collaboration ou de refus de collaboration.

Le Général Jaruzelski est-il prêt à modifier le système politique pour réduire le rôle du Parti? C'est peu probable. Mais le Parti en tant que système de contrôle de la société n'existe plus. C'est l'armée qui joue aujourd'hui ce rôle. La destruction du Parti léniniste est partiellement irréversible, le rôle du Parti durablement diminué.

Les obstacles fondamentaux qui s'opposent à une solution de la crise se trouvent en Pologne même. La situation économique est catastrophique. Elle se traduit par une baisse du niveau de vie de 50%. La Pologne aurait besoin aujourd'hui d'une aide économique massive que l'URSS n'est pas en mesure de lui apporter, tandis que, de leur côté, les pays occidentaux ont coupé les crédits accordés généreusement à Gierek.

La Pologne n'est qu'un cas particulier de la crise du système post-stalinien. Après chaque crise l'URSS renforce son contrôle direct sur le pays. Une exception notable: la Hongrie. Ira-t-on en Pologne vers un compromis de ce type qu'on pourrait baptiser de "kadarisation"?

"Je ne vois guère de possibilités de peser sur l'évolution polonaise parce que l'Occident n'utilise pas ses cartes", conclut Monsieur Smolar.

M. Homayoun Tandar (représentant du Comité de coordination de la Résistance Afghane) évoque la situation tragique de son pays et l'ampleur de la résistance: 90% du territoire national est contrôlé par la résistance afghane. Les Soviétiques mènent en Afghanistan une guerre totale. La résistance a besoin d'un soutien diplomatique et politique. Cette résistance est un facteur essentiel, trop oublié, de la négociation. Les Soviétiques se sont efforcés de présenter les résistants afghans comme des fanatiques. On a dit que la résistance était divisée. Il est grand temps que l'Occident prenne ses responsabilités. Il faut parler de l'Afghanistan, soutenir la résistance afghane. Sur le plan militaire la guerre peut durer un siècle sans vainqueur ni vaincu. Ce n'est pas la force des armes qui sera décisive, c'est le soutien diplomatique apporté à l'Afghanistan.

M. Homayoun Assefy (représentant à Paris de la Résistance Afghane) s'étonne que l'on n'ait pas souligné suffisamment que l'agression soviétique en Afghanistan

visait un pays membre de l'ONU, un des fondateurs du Mouvement des "non alignés".

Si l'URSS a envahi l'Afghanistan ce n'est pas pour nous convertir au communisme. L'Afghanistan sert de tremplin vers d'autres buts, plus importants que l'Afghanistan. Son invasion a été dictée par des raisons stratégiques: pression sur le Pakistan, intervention en Iran, accès aux mers chaudes et au détroit d'Ormuz.

Il y a aujourd'hui deux millions huit cent mille réfugiés afghans, 1.000.000 d'Afghans tués. Un tiers des Afghans sont morts ou réfugiés. Un réfugié sur trois dans le monde est Afghan. Si la répression continue les Afghans représenteront la moitié des réfugiés dans le monde.

"Notre lutte est importante pour tous les pays de la région. Nous avons commencé à détruire le mythe de l'invincibilité russe: 12.000 à 15.000 soldats soviétiques ont été tués ou blessés. La résistance afghane a révélé le vrai visage de l'URSS au Tiers monde.

Nous sommes optimistes. La Résistance est un grand soulèvement populaire qui engage toute la population. Si l'on nous aide à tenir bon les Soviétiques reculeront pour la première fois depuis la guerre de 39-45.

Certes il est impossible de détruire l'armée soviétique. Mais grâce aux sacrifices de notre peuple et à l'appui de l'opinion publique internationale l'URSS peut être amenée à reconnaître que les inconvénients de l'occupation l'emportent sur les avantages.

Le Professeur Hassner conclut le débat.

"Un point de désaccord avec Michel Tatu: Andropov, même tout puissant, n'irait pas très loin dans la voie des concessions sur l'Afghanistan. Sur l'essentiel il n'est pas disposé à céder.

L'Occident doit donner son soutien diplomatique à la Résistance afghane et devrait lui faire parvenir des armes. Quand aux chances de la négociation elles me paraissent faibles aujourd'hui. La Chine faisait d'un retrait soviétique de l'Afghanistan un préalable. On a l'impression que ce n'est plus le cas. Ni à Washington. Je ne crois pas à une solution diplomatique en Afghanistan et je suis pessimiste sur les chances de ce pays de reconquérir son indépendance. L'URSS compte sur le temps pour parvenir à l'intégrer comme elle l'a fait pour l'Asie centrale.

En ce qui concerne la Pologne il faut se méfier des modèles abstraits. Et ne pas passer d'un extrême à l'autre. Les choses évolueront d'une manière ou d'une autre. La tendance principale me paraît aller vers plus de contrôle plutôt que vers plus de liberté. Malheureusement.

En ce qui concerne l'URSS nous ne devons pas transposer, par analogie, notre situation politique à la situation soviétique. Il existe une certaine marge d'action à l'intérieur dans le sens de la décentralisation et de l'effort pour remettre les Soviétiques au travail. Cette action se fera par un renforcement du contrôle et par une lutte

contre la corruption qui sévit dans le Parti. Il y aura donc là un élément de tension.

Faut-il parler des grands appareils - Parti, Police, Armée - comme d'entités tout à fait distinctes ? L'armée aujourd'hui se plaint de l'économie. Je crois qu'il y a une surestimation du rôle central du Parti. Mais il peut y avoir une certaine "managérialisation" du Parti. Andropov est d'abord un homme de Parti. Dans une situation de crise il fera plutôt appel à des hiérarchies parallèles. Encore une fois nous ne devons pas penser le système soviétique en terme de grandes catégories institutionnelles autonomes".

PROPOS EN GUISE DE CONCLUSION :

Des faits nouveaux sont intervenus depuis quelques mois qui éclairent d'une lumière plus vive les problèmes évoqués par le Colloque de "France-Forum", ou en modifient la coloration.

1° - Le premier est l'aggravation de la tension internationale, liée à l'approche de l'échéance du déploiement des euromissiles américains.

L'affaire de l'avion civil sud-coréen abattu froidement par la chasse soviétique paraît s'inscrire dans une stratégie soviétique d'intimidation.

2° - Le mouvement pacifiste s'est développé. Il déferle comme une vague sur toute l'Europe du Nord ; il commence à atteindre l'Europe du Sud - Italie, Espagne -, et les Etats-Unis eux-mêmes. Protégée par sa force nucléaire nationale - et par la fermeté en ce domaine du Président de la République - la France est relativement épargnée.

Les négociations de Genève ont été utilisées par Moscou à des fins de propagande. La dissymétrie entre le système totalitaire de l'Est et les démocraties occidentales, dont l'opinion publique, mal informée, est vulnérable, les place en situation d'infériorité.

Le pacifisme semble être devenu une donnée permanente des rapports Est-Ouest. S'attaquant généralement de manière unilatérale aux nouvelles armes nucléaires américaines, et plus profondément à l'arme nucléaire elle-même, il affaiblit gravement la dissuasion, sur laquelle se fonde notre système de défense et accroît les risques de découplage entre l'Europe et les Etats-Unis.

On voit croître et se fortifier en Allemagne un "national neutralisme" de gauche. Le S.P.D. a pris le train en marche. La jeunesse est particulièrement sensible à cette tentation. Lorsque le Chancelier Kohl, en cas d'échec des négociations de Genève, procédera, comme il y est résolu, au déploiement des Pershing, il se heurtera à de sérieuses difficultés. Comme l'a justement remarqué Pierre Lellouche, le combat politique pour l'équilibre des forces en Europe ne fait que commencer.

3° - Les événements dramatiques du Liban ravivent la crise du Moyen-Orient. La bataille du Chouf, les attentats meurtriers contre les contingents français et américains de la force multinationale ainsi que contre l'armée

israélienne, enfin et surtout la montée en puissance de la Syrie, soutenue par l'URSS, modifient l'équilibre des forces dans la région.

La Syrie s'est vue reconnaître à Genève un droit de regard sur la politique libanaise et, en procédant à la liquidation physique de l'OLP de Yasser Arafat, elle s'impose comme partenaire obligé de toute négociation.

Deux questions se posent : quelles seront les réactions américaines et israéliennes, et jusqu'où iront-elles ? Quel sera l'avenir du Liban ? Occupé au Nord et au Sud, déchiré par des influences étrangères antagonistes, il paraît menacé d'explosion et de partition.

4° - Le débarquement des Marines américains à "la Grenade" a suscité - notamment à Paris - une indignation fort peu justifiée. On a été jusqu'à le comparer à l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, ce qui est aberrant.

Les Etats-Unis ne pouvaient tolérer la création, par un coup de force sanglant, d'un nouveau petit Cuba à leur porte, destiné à servir de base de soutien à tous les mouvements révolutionnaires en Amérique Centrale, qui cherchent à déstabiliser cette région vitale pour la sécurité du continent Nord-Américain.

Ne s'agit-il pas là en réalité d'une libération de ce petit pays, dont la population n'aspire qu'à vivre en paix du tourisme et de la culture de la noix muscade ? Tout au plus pourrait-on formuler un regret : qu'avant d'agir les U.S.A. n'aient pas consulté leurs alliés européens.

5° - A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous apprenons l'absence de Youri Andropov à la grande manifestation de la Place Rouge pour l'anniversaire de la Révolution de 1917. Cette absence sans précédent ne peut s'expliquer que par une grave maladie. Le problème du pouvoir est-il à nouveau posé en URSS ? Comme l'écrit Michel Tatu, dans *Le Monde*, tout sera-t-il à recommencer ?

Le rapport de Pierre Hassner, publié dans ce même numéro, nous incite à la prudence : le Pouvoir Soviétique n'est pas un Pouvoir personnel, c'est un système de Pouvoir collectif où, certes, l'influence du Secrétaire Général du Parti est importante. Si une nouvelle lutte pour la suprématie s'engage au sein de ce système quelle en sera l'issue ? Et quelles peuvent être, en ce moment critique des rapports Est-Ouest, les conséquences d'une certaine paralysie du Pouvoir ? L'élément militaire ne risque-t-il pas d'y peser d'un poids de plus en plus lourd.

Les dangers de la situation actuelle - qui ne nous paraît pas toutefois comporter le risque d'un conflit majeur - soulignent la nécessité d'un renforcement de la solidarité occidentale et de la cohésion politique de l'Europe. Le moment est venu pour elle d'aborder, à partir d'un approfondissement de la coopération franco-allemande, le problème de sa sécurité et de sa défense au sein de l'Alliance atlantique. L'important c'est "l'après Pershing".

Jacques MALLET

LA CHINE D'AUJOURD'HUI SELON SIMON LEYS

par François FEJTO

*"Deng n'est ni Nagy, ni Dubcek.
S'il était Nagy, on l'aurait assassiné depuis longtemps..."*

L'une des émissions littéro-politiques de loin la plus captivante de la télévision française de ces derniers mois a été sans doute la confrontation entre Maria Macciocchi et Simon Leys, provoquée par Bernard Pivot. C'est-à-dire entre deux visions de la Chine. Maria Macciocchi s'est fait connaître en France par son livre "De la Chine" paru au bon moment, celui du passage de l'intelligentsia parisienne du culte de Staline, devenu caduc, au culte de Mao Tsé-toung. Déçue par l'opportunisme du Parti Communiste Italien (P.C.I.), Maria Macciocchi revint de Pékin séduite par le communisme différent, antisoviétique et antirévionniste, des Chinois. Elle trouva à Paris des âmes sœurs, comme le philosophe Georges Althusser, penseur si radical qu'il critiquait même Staline pour avoir été "trop social-démocrate". Par la suite, Maria Macciocchi devint à Paris une des étoiles de l'Université de Vincennes sortie des entrailles de mai 1968. Elle a découvert d'étranges affinités entre Gramsci et Mao... Très honorable député radical à l'Assemblée européenne de Strasbourg, elle se dégage actuellement des idéologies et ne risque pas, je pense, de suivre l'exemple de cet autre ex-communiste croyant qu'est Roger Garaudy, aujourd'hui converti à l'Islam.

*
**

Simon Leys, son antagoniste, qui avec vivacité l'a traitée à la télévision, lors de l'émission d'"Apostrophes", de bonne femme ignorante qui n'avait rien compris à la Chine, est une nature différente, esprit non pas religieux, mais scientifique, ce qui ne veut pas dire dépourvu de passion. De son vrai nom Pierre Ryckmans (il est Belge), Simon Leys est venu de l'étude de la littérature classique chinoise à l'étude de la politique chinoise contemporaine. Depuis la Révolution culturelle qu'il avait pu observer sur place d'un poste diplomatique, ses expériences personnelles l'ont conduit à faire la lumière sur la tragédie maoïste. Son premier livre politique, "Les habits neufs de Mao Tsé-toung", publié en 1971 par la petite mais courageuse maison d'édition "Champs libres", a marqué un tournant dans la perception française du phénomène Mao. Jusqu'à l'arrivée de Simon Leys, les postes de commande de la sinologie dans la presse, dans l'Université et l'Édition étaient presque intégralement occupés par des pro-chinois maoïstes : Alain Bouc dans "Le Monde", Jean Daubier dans "Le Monde Diplomatique", K.S.Karol dans "Le Nouvel Observateur", l'inépuisable girouette Han Suyin à la Télévision, le gaullo-maoïste Alain Peyrefitte dans la librairie à succès. Jacques Guillermez et ses quelques disciples étaient un phénomène d'exception. Il n'est pas étonnant que la Maffia chinoise ait essayé d'étouffer la voix de

Simon Leys qui a révélé l'existence à Pékin d'une sordide lutte pour le pouvoir, sous couverture des idées glorieuses, pures et dures, qui ont exalté tant d'intellectuels de la rive gauche. Leys a lancé le slogan : "La Chine est une question trop sérieuse pour qu'on l'abandonne aux sinologues". Grâce à Leys et à ses amis, la connaissance de la Chine réelle a immensément progressé en France au cours des dernières années. (Voir la petite bibliographie ci-jointe) "Le Monde" a maintenant un correspondant décent à Pékin, au "Nouvel Observateur" Claude Roy a rectifié le tir, et même la T.V., malgré quelques rechutes, invite maintenant Leys quand, interrompant son enseignement à Melbourne, pour signer un livre, il vient faire un séjour à Paris. Il nous donne maintenant un nouvel et important ouvrage : "La Forêt en feu" (Ed. Hermann) ainsi qu'une introduction remarquable à la traduction du *samizdat* chinois "L'enquête sur la mort de Lin Biao" (R. Laffont). "La forêt en feu" qui comprend aussi quelques études sur la culture, offre un tableau saisissant de vérité de la Chine après la disparition de Mao. On y retrouve la verve de Leys polémiste, qui prend une fois de plus violemment à partie les désinformateurs, et tous ceux qui nient l'existence d'un sérieux problème des droits de l'homme en Chine. Simon Leys - et combien je suis d'accord avec lui - estime qu'il est vain de nier que "le régime de Pékin est un régime totalitaire". En tant que tel, le maoïsme présente des traits qui, selon Leys, sont étrangers à la tradition chinoise même despotique et qui l'apparentent au stalinisme et au nazisme. Quant aux gouvernements de la Chine ancienne, ils étaient infiniment moins despotiques que le maoïsme, dit-il. Une illustration, entre mille, du caractère totalitaire du régime chinois, cette séance d'accusation publique relatée par un écrivain récemment exilé et que cite Leys. Le crime de l'accusé était d'avoir volontairement abîmé un portrait de Mao. Il avait été dénoncé par sa propre fille, une enfant de douze ans. Il fut jugé coupable, condamné à mort et exécuté sur place par une balle dans la nuque, en présence de son enfant qui fut l'objet d'éloges officiels.

*
* *

Comme autrefois les successeurs de Staline, ceux de Mao, notamment Deng, ont affirmé leur détermination de remplacer "l'illégalité institutionnelle" par l'instauration d'une certaine forme de légalité. Mais le chemin est long du désir à la réalité ! "Limitée par des lois, l'autorité du parti cesserait d'être infaillible et absolue". La campagne de dénonciation de la Bande des Quatre (1976-1978), la suppression du Mur de la Démocratie (1979) étaient accompagnées de nombreuses arrestations arbitraires et d'une vague d'exécutions. Leys doute de la capacité du communisme chinois à effectuer une authentique réforme. Il s'élève aussi contre le "mythe du décollage économique chinois" qui sert aux apologistes du post-maoïsme à défendre le régime actuel : il n'y a pas de liberté, mais il y a au moins du pain... Les dirigeants de Pékin reconnaissent à présent qu'ils n'ont réussi à résoudre ni le problème du pain, ni celui de la modernisation.

Leys s'élève aussi contre la thèse absurde selon laquelle le respect de l'individu est une caractéristique occidentale et qu'il ne concerne pas les Chinois. Ceux qui le disent, nient l'universalité de la nature humaine. Ils sont racistes sans peut-être le savoir. On peut faire un parallèle entre le mouvement démocratique chinois né en 1976 et écrasé en 1979 et le mouvement "Solidarnosc" de Pologne. Les revendications de liberté étaient identiques, ici et là-bas.

Les pronostics de Simon Leys ne sont point optimistes. Certes, il ne fait pas de doute pour lui que les Chinois finiront par digérer et transformer le communisme. Mais en attendant ? Il reconnaît que la Chine a largué le plus clair du maoïsme et que Deng prend des libertés audacieuses avec les dogmes. Leys porte un jugement nuancé sur le n° 1 Chinois. Le "grand petit homme" bénéficie du soutien des militaires à cause de ses promesses de modernisation de l'armée. Deng cherche à retrouver l'élan du début des années 1950, quand il y avait un consensus pour davantage de justice et davantage de progrès économique. On ne peut mettre en question le désir de modernisation de Deng. Mais peut-on moderniser l'agriculture, l'industrie, la défense, la science, sans procéder à la modernisation du système politique ? Deng le croit. Il ne faut pas oublier qu'il a toujours été un stalinien de strict observance pour qui le mot *démocratie* sonne mal. Il s'est cru injurié le jour où un commentateur occidental qualifia sa politique de *libéralisation*. Bien sûr, les changements qu'il a apportés suscitent la sympathie, car ils vont dans le sens des intérêts profonds de la Chine. Mais Deng n'est ni Nagy, ni Dubcek. "S'il était Nagy, dit Leys, on l'aurait assassiné depuis longtemps. S'il était Dubcek, il serait en prison".

*
* *

Il semble que depuis quelques mois, une certaine déception se manifeste en Chine à l'égard de Deng. L'opinion se rend compte que plus de 90 % des responsables des crimes commis pendant la révolution culturelle - meurtres, sévices, pillages - demeurent impunis et ont été réintégrés dans leurs fonctions. La Chine actuelle est ambiguë et contradictoire, un peu comme l'a été l'URSS au cours des premières années après la mort de Staline. Ouvertures, avancées et régressions y coexistent. Leys conclut son livre par un mot de son écrivain préféré, Lu Xun : "On ne peut dire que l'espoir existe, ni qu'il n'existe pas. L'espoir est comme ces chemins de terre : à l'origine il n'y avait pas de chemin. Mais là où les gens passent sans cesse, un chemin naît".

François FEJTO

Petite bibliographie : Simon Leys : "Ombres chinoises" (R. Laffont, 1974) ; "Images Brisées" (R. Laffont, 1976) ; "La Forêt en feu" (Hermann 1983) ; Jacques Guillermez : "Le parti communiste chinois au pouvoir" (Payot 1972).

Jean Pascalini : "Prisonnier de Mao" (Laffont 1975) ; Claudie et Jacques Broyelle : "Apocalypse Mao" (Grasset, 1980) ; Claude Cadart et Tcheng Ying Xiang "L'envol du communisme en Chine" (Gallimard, 1983).

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

TOUS CADRES !

Le fait nouveau n'est pas de voir des cadres dans la rue à l'appel de la CGC. On avait déjà vu cela notamment contre la politique de Raymond Barre. Le véritable fait nouveau c'est que les cadres expriment aujourd'hui des revendications et des inquiétudes qui ne sont pas seulement les leurs mais celles de beaucoup de Français : trop d'impôts, trop de règlements, le risque d'un nivellement par le bas, des promesses illusoires de la part d'un gouvernement qui n'a pas toujours été très cohérent.

Traditionnellement c'était la classe ouvrière qui exprimait le mieux les préoccupations profondes d'une population. Et de fait, c'est le mouvement ouvrier - à travers ses syndicats et ses partis - qui a poussé depuis un siècle à la reconnaissance des droits et de la dignité de tous les travailleurs, ainsi qu'à une protection sociale pour tous. Si les cadres aujourd'hui ont la liberté syndicale et la sécurité sociale, c'est pour une bonne part à la classe ouvrière qu'ils le doivent. Ne l'oublions pas. Il y a d'ailleurs des cadres syndiqués dans les grandes centrales ouvrières.

Mais il reste vrai qu'aujourd'hui les cadres expriment assez bien les aspirations et les préoccupations de larges couches de la population y compris des ouvriers, notamment parmi les plus qualifiés.

A travers les cadres, les Français retrouvent le chemin du réalisme, de l'efficacité, de la compétence. Ils se rendent compte qu'il ne faut pas décourager l'initiative, l'effort, la performance. Que les immenses progrès réalisés en France depuis trente ans, y compris au bénéfice des moins favorisés, ne se sont pas faits tout seul, ni par hasard ou parce que le vent nous poussait. Il a fallu travailler dur, se battre, inventer. Aujourd'hui, dans une période de transition entre deux époques (ce que nous appelons une crise) les cadres demandent seulement qu'on ne décourage pas les initiatives, qu'on ne surtaxe pas le prix de la performance et qu'on ne confonde pas la réussite avec le privilège.

Au-delà des slogans toujours un peu excessifs d'une "grande manif", c'est ce message là que le pouvoir politique doit entendre

4/10/1983

LE MAL AFRICAIN

De tous les continents en voie de développement, l'Afrique est celui qui a le plus de mal à décoller. Plus de mal que l'Asie, malgré le poids des masses humaines chinoises et indiennes. Plus de mal que l'Amérique latine, malgré le poids de ses dettes.

Derrière la rencontre de Vittel entre le Chef de l'Etat français et de nombreux gouvernements africains, il faut voir cette réalité. Les dernières statistiques de la Banque mondiale montrent que parmi les pays à faible revenu -où l'on retrouve l'Afrique noire à côté de la Chine et de l'Inde -, c'est en Afrique que la croissance est la plus faible. Par tête d'habitant, la production avait augmenté de 1 % en Afrique contre 2 % en Asie, par an, avant 1973 -c'est-à-dire avant ce que nous appelons la crise. De 1973 à 1980, on constate qu'en Asie la production a augmenté de 3,8 % par an (c'est-à-dire plus vite qu'avant la crise), alors qu'elle diminuait en Afrique noire (- 1,4 % par an). Cela s'est aggravé en 1981 (- 2,7 %), en 1982 (- 2,1 %).

Dans l'économie mondiale, le poids de l'Afrique, qui n'était déjà pas lourd, a donc tendance à s'affaiblir encore. On retrouve le même phénomène pour la France. Le poids de l'Afrique dans notre commerce extérieur diminue. Sans même parler de la période coloniale, comparons 1965 à aujourd'hui. En 1965, l'Afrique représentait 17 % de nos achats à l'étranger et autant de nos ventes. Or, au premier semestre de cette année ces pourcentages sont tombés respectivement à 10 % de nos achats et à 12 % de nos ventes.

En proportion de ce que nous faisons avec le reste du monde, nous vendons et nous achetons de moins en moins à l'Afrique. Et la situation serait encore plus mau-

vaise s'il n'y avait pas quelques fournisseurs de pétrole comme l'Algérie, le Nigéria, le Gabon et la Libye.

Certes, nous réalisons encore des excédents significatifs dans nos échanges avec quelques pays africains comme l'Egypte, la Tunisie, le Maroc, le Cameroun et le Congo. Mais l'Afrique souffre, pour son développement, de graves pénuries : pénuries alimentaires, pénuries d'entrepreneurs, pénuries de stabilité politique. Elle manque d'hommes - d'un certain type d'hommes - plus que d'argent ou de ressources naturelles. On ne fait pas de développement sans développeurs.

5/10/1983

UN BILAN DE LA V^e RÉPUBLIQUE

La V^e République vient de fêter son quart de siècle. Les Français ont-ils conscience de ce qui a changé en vingt cinq ans dans leur pays ? Probablement pas. Qu'on en juge.

Savez-vous, par exemple, que nous sommes 10 millions de plus dans notre hexagone : plus de 54 millions d'habitants aujourd'hui contre 44 et demi en 1958. Un accroissement de près d'un quart. Certes, la fécondité a complètement basculé depuis. Alors qu'elle était nettement supérieure à deux enfants par famille il y a vingt cinq ans, elle tombe cette année à 1,8 (et encore serait-elle de 1,6 seulement, si l'on ne tenait pas compte de la fécondité beaucoup plus forte dans les familles étrangères installées en France). On se marie moins et, malgré cela, le nombre de divorces a triplé.

Il n'empêche que l'économie française a absorbé en 25 ans, dix millions d'habitants supplémentaires, sans pour autant amputer le niveau de vie des autres. Au contraire. Ce niveau de vie a plus que doublé pendant cette période. Il y a de nombreux moyens pour le mesurer. Par exemple le salaire moyen, par mois, exprimé en francs d'aujourd'hui, était de 2 600 F en 1958 (salaire moyen de l'époque à comparer au salaire minimum d'aujourd'hui qui est de 3 700 F par mois). Actuellement, le salaire moyen est de 5 500 F par mois. Il a donc plus que doublé. Les écarts entre les salaires ont nettement diminué : entre l'ouvrier et le cadre supérieur, l'écart allait de 1 à 4,5 en 1958 ; il va de 1 à 3,5 aujourd'hui.

Même transformation spectaculaire en matière de logement, d'enseignement, d'équipement ménager. Là encore, quelques chiffres. Il y a vingt-cinq ans, la télévision n'existait pratiquement pas en France : 6% des familles seulement étaient équipées ; 90% aujourd'hui. Pour l'automobile, on est passé de 25% à 70% des familles équipées (dont 20% ont même deux voitures).

Faut-il mettre au crédit des seules institutions de la V^e République ce bond en avant de la société française, sur le plan matériel ? Evidemment non. Tous les Français ont travaillé pour cela, le militant communiste ou socialiste, comme l'électeur gaulliste ou centriste, ou le citoyen sans étiquette. Disons seulement que les institutions politiques n'ont pas fait obstacle à cette progression. Ce n'est

déjà pas si mal

6/10/1983

QUELLE INDUSTRIE ?

Au cours des 10 dernières années, la part des travailleurs employés dans l'industrie a diminué partout : de 40 à 34% du total des travailleurs en France, de 48 à 42 en Allemagne, de 33 à 28 aux Etats-Unis, et même de 37 à 34 au Japon. L'industrie ne crée plus directement des emplois, précisément dans les pays les plus industrialisés.

Cela ne veut pas dire qu'elle n'embauche plus. Seulement, elle ne crée plus autant d'emplois qu'elle en perd. Ce qui ne signifie nullement qu'elle va disparaître. Rappelons-nous l'agriculture. La France agricole en 1983 avec moins de 10% de sa population occupée à la terre produit beaucoup plus que la France agricole d'il y a un siècle qui occupait plus de la moitié de la population.

Il faut admettre que toutes les industries sont en plein bouleversement. Ici, à cause des robots. Là à cause de la concurrence japonaise. Ailleurs, parce que les besoins ont changé. Partout, parce que nous passons d'un âge d'économie dans un autre.

On peut même se demander si l'idée d'industrie a encore un sens si l'on entend par là, un atelier dans lequel on fabrique quasiment de ses mains, des objets matériels. Prenez le cas de la voiture. On la fabrique dans des usines de plus en plus automatisées et elle n'est utilisable qu'au milieu d'un vaste complexe de service depuis l'entretien des routes, jusqu'à la pompe à essence en passant par l'atelier de réparation et le garage personnel.

Dans le débat sur la politique industrielle de la France, on risque de se jeter à la tête des grands mots - pour ou contre les nationalisations - et des gros chiffres - déficit, subvention, charges - alors que l'essentiel est ailleurs. Le Ministre de l'Industrie, Laurent Fabius est tout à fait conscient d'un tel débat. Aussi, doit-il dire clairement que la politique industrielle c'est avant tout un environnement favorable à l'entreprise, ce qui implique de l'argent pas trop cher, des prix libres, des moyens de recherches, le vent de la concurrence, et s'il le faut, des réductions d'emplois ici, si l'on veut pouvoir en créer ailleurs.

Peu à peu, la gauche au pouvoir comprend que seule la mobilité peut sauver une économie dans un monde qui change. Sinon qu'est-ce que l'on a : Lip hier, ou Manufrance aujourd'hui. Bien sûr, la collectivité doit veiller à la conversion des hommes et l'on ne peut pas se désintéresser du sort des salariés qui ne pourraient plus travailler chez Peugeot, à la Chapelle Darblay ou chez Dunlop. Mais il faut bien distinguer l'acrobate et le filet. L'acrobate c'est l'entreprise ; le filet c'est la solidarité nationale.

11/10/1983

LE BOOMERANG...

Des élections organisées pour renforcer la présence de

la CGT et de la CFDT dans les Caisses de la Sécurité sociale, aboutissent aux résultats exactement inverses...

Le recul des deux grandes centrales ouvrières de Gauche apparaît plus grand qu'on le prévoyait. A elles deux, elles n'ont plus la majorité des suffrages, contrairement à ce que l'on a vu dans tous les scrutins sociaux antérieurs... Ce recul bénéficie aux trois organisations réformistes: la CFTC - la CGC - et surtout Force Ouvrière, qui pour la première fois devance la CFDT et arrive derrière la CGT-

Le taux de participation relativement élevé -(plus de la moitié des votants) pour un scrutin de cette nature confirme par ailleurs son caractère politique.

On a davantage voté en citoyen, qu'en assurés sociaux, malgré le fait que seuls 5 syndicats avaient droit de présenter des listes. Ce n'est pas un hasard si ce scrutin est défavorable aux syndicats les plus proches du gouvernement... Force Ouvrière a bénéficié en revanche, de son attitude très critique vis à vis de la politique d'austérité. La CFTC de son soutien inconditionnel à la liberté de l'enseignement ; et la CGC de ses manifestations spectaculaires contre la pression fiscale.

Dans un pareil contexte la CGT a souffert de l'ambiguïté de sa situation... Elle fait une chute inattendue avec seulement 28% des suffrages, contre 44% aux dernières élections à la Sécurité sociale, il y a 20 ans, il est vrai et encore près de 37% aux élections prudhomales de l'année dernière...

La CFDT paie aussi ses propres ambiguïtés... puis- qu'elle a simultanément - et il faut le dire avec un certain courage - critiqué la gauche pour ses archaïsmes et soutenu le plan Delors.

Ainsi les attitudes très politiques bien que différentes de la CGT et de la CFDT ont abouti à politiser en sens inverse, le vote pour les syndicats modérés. On a même vu les partis de l'Opposition appeler officiellement a voter pour ces derniers, ce qui n'ira pas sans créer quelques embarras, notamment à Force Ouvrière, où il y a beaucoup de socialistes, à commencer par son secrétaire général André Bergeron.

Quelles vont être les conséquences de ce scrutin ? Dans les Caisses de Sécurité sociale aucune... Ces élections reconduisent la majorité qui gèrait les caisses - majorité composée le plus souvent, du patronat et des syndicats réformistes.

Au niveau syndical, il faut bien distinguer l'audience nationale des syndicats, reflétée par ce scrutin, et leur présence effective dans les entreprises où la CGT et la CFDT restent les plus fortes...

Elles seront même tentées de relancer leurs actions contre le patronat, pour se faire pardonner des complaisances couteuses pour le gouvernement.

Mais c'est au niveau politique que les conséquences pourraient être les plus importantes. Combien de temps la CGT pourra-t-elle perdre son sang, pour justifier le

maintien de ministres communistes. Question capitale - car le parti communiste tire sa force en France du contrôle qu'il exerce sur la première centrale ouvrière. Tout se passe comme s'il était en train de scier la branche, sur laquelle il est assis.

20/10/1983

L'HIRONDELLE

Une mauvaise nouvelle peut en cacher une bonne. Alors qu'il dérapait sur la peau de banane des élections à la Sécurité Sociale, peau de banane qu'il s'était lui-même jetée sous les pieds, le gouvernement voyait tomber de l'ordinateur, les premiers fruits de sa politique de rigueur. Enfin, un bon chiffre ! Celui du Commerce Extérieur. Pour la première fois depuis août 1981 nous avons donc enregistré en septembre un excédent : un peu plus de 300 millions de francs. Venant après un faible déficit en août (400 millions) on peut parler d'un changement de tendance prometteur.

Sauf accident peu vraisemblable, nous finirons l'année avec un déficit extérieur moins grave que prévu, c'est-à-dire inférieur à 60 milliards de francs. Avec un peu de chance, on pourrait même atteindre l'objectif initial du gouvernement qui était de réduire de moitié cette année ce déficit, c'est-à-dire de le ramener autour de 45 milliards. Nous en sommes à 40 milliards. C'est jouable.

Bravo ! Bravo à qui ? Au gouvernement, qui a eu le courage de casser la croissance de l'économie française, pour freiner nos achats à l'étranger. Il y a d'ailleurs peut-être là un lien entre les résultats des élections à la sécurité sociale et ceux du commerce extérieur. Entre la mauvaise et la bonne nouvelle. La même politique d'austérité qui coûte cher à la C.G.T. et à la C.F.D.T. rapporte dans nos échanges avec l'étranger. Tout se paye. Bravo aussi aux entreprises. Car ce n'est pas l'Etat qui vend à l'étranger. Ce sont les entreprises. Ce détail est parfois oublié.

Tout cela étant dit, et qui devait l'être, mesurons le chemin qui reste à faire. La France est un pays lourdement endetté. Pour rembourser ses dettes elle ne doit pas seulement équilibrer ses comptes extérieurs. Elle doit dégager des excédents et en dégager pendant longtemps. Or il y a des risques dans la situation actuelle. La baisse récente de nos achats à l'étranger est due principalement à une réduction brutale de nos stocks de pétrole. Ce qui ne pourra pas durer. En outre, nous avons déjà dit ici que les gros contrats à l'étranger et nos ventes d'armes se font plus rares. Cela se paiera dans un an. Enfin la faiblesse persistante des investissements compromet la modernisation des entreprises et donc leur compétitivité future.

A propos de l'indice des prix, Jacques Delors a dit qu'il avait perdu une bataille mais pas la guerre. A propos du commerce extérieur, il pourrait dire qu'il a gagné une bataille mais pas encore la guerre...

21/10/1983

TENIR SA DROITE !

Dans son voyage en Poitou-Charente, le chef de l'Etat appelle les Français à l'effort et à l'unité. Il ne leur annonce pas de miracle pour aujourd'hui. Mais il leur promet des résultats pour demain et pas pour après-demain.

Si l'on compare notre situation à celle des autres grands pays - ce que nous faisons régulièrement ici - on mesure le chemin qui reste à parcourir. Car si notre commerce extérieur se redresse les chiffres sur l'emploi et sur les prix demeurent préoccupants.

Comparée à celle des six autres grands pays industrialisés comment se présente notre situation ? Du côté du chômage, c'est, jusqu'à présent, là où nous avons fait la moins mauvaise figure. Alors que la Grande Bretagne, l'Italie et le Canada ont toujours un taux de chômage supérieur à 10% de la population, nous sommes au dessous, comme les Etats-Unis et l'Allemagne. Ne parlons pas du Japon qui reste autour de 3%. Mais nous nous rapprochons de 9%. On craint que les chiffres futurs ne soient pas très bons.

Du côté des prix, notre situation est toujours médiocre. Seule l'Italie fait moins bien que nous, avec plus de 13% de hausse sur les 12 derniers mois. Mais nous sommes encore, nous-mêmes, au dessus de 10%, alors que tous les autres grands pays sont bien plus bas : autour de 5% d'inflation pour la Grande Bretagne et le Canada ; autour de 3% pour les Etats-Unis et l'Allemagne ; autour de 1% pour le Japon.

Si bien que lorsqu'on additionne le taux de chômage et le taux d'inflation pour voir comment chacun résiste à la crise, c'est toujours le Japon qui réalise la meilleure performance, suivi par l'Allemagne, laquelle vient d'être rejointe par les Etats-Unis ; puis viennent le Canada et la Grande-Bretagne ; la France est toujours avant-dernière devant l'Italie !

Dans les prochains mois, notre situation devrait s'améliorer en matière de prix. Mais elle risque, malheureusement, de se dégrader en matière d'emploi. En gros, notre évolution est l'inverse de celle des autres. Tous les automobilistes savent que, dans ce cas là, il faut surtout bien tenir sa droite.

4/11/1983

COMPTES SOCIAUX

Selon un cliché familier aux Français, la Sécurité Sociale serait toujours en déficit. Ce qui n'empêche pas qu'on y est très attaché.

Eh bien, non, viennent de dire les experts chargés de faire les comptes. La Sécurité Sociale ne sera pas en déficit cette année, ni même probablement l'an prochain. Alors, avait-on tort de nous affoler hier ? A-t-on raison de nous rassurer aujourd'hui ?

Ces interrogations reposent sur un malentendu. En définitive, la Sécurité Sociale n'est jamais en déficit.

Expliquons-nous. Lorsque ses dépenses dépassent ses recettes, comme ce fut souvent le cas au cours des dernières années, on ne fait pas comme pour le budget de l'Etat. C'est-à-dire qu'on ne finance pas la différence par des emprunts ou avec de la création monétaire. On augmente les cotisations - cas le plus fréquent, ou l'on diminue les prestations - ce qui est, beaucoup plus difficile.

La Sécurité Sociale est donc équilibrée, à l'heure actuelle, parce que l'on a continué d'augmenter ses recettes, comme on le fait depuis 10 ans. Rappelez-vous, cette année encore : surtaxation du tabac, des alcools, majoration exceptionnelle de 1% sur les revenus et augmentation de l'assurance-vieillesse au 1^{er} janvier prochain. L'essentiel de l'alourdissement de la pression fiscale et sociale sur les revenus des Français depuis 10 ans est dû à une augmentation permanente des cotisations sociales. Il n'y a donc aucun miracle. Les Français ont équilibré les comptes de la Sécurité Sociale, tout simplement parce qu'ils ont payé.

Certes, le ministre des Affaires Sociales, Pierre Beregovoy, peut se féliciter d'avoir freiné l'accroissement des dépenses de santé. Mais celles-ci n'en continuent pas moins d'augmenter plus vite que nos revenus, donc que les recettes. C'est encore plus vrai de l'assurance vieillesse, donc le déficit se creusera inévitablement avec la généralisation de la retraite à 60 ans.

Le problème n'est donc pas de savoir si la Sécurité Sociale aura des comptes en équilibre. Elle les aura. Le problème est de savoir jusqu'où les Français accepteront de payer davantage pour qu'il en soit ainsi.

9/11/1983

LA PRESSE, LES TRUSTS ET L'ÉTAT

On n'a pas fini de parler de la loi sur la Presse que prépare le gouvernement. Sujet explosif parce que la liberté de la presse est le test de la Démocratie. Ce n'est pas l'existence d'un Parlement, ni la séparation juridique entre la Justice et le Gouvernement, ni même le suffrage universel qui définissent la Démocratie. Tout cela existe à peu près partout dans le monde... et pourtant il n'y a pas cinquante régimes démocratiques sur quelque cent cinquante Etats souverains.

Finalement, si l'on cherche un seul critère pour définir un régime démocratique, on ne trouve que *la liberté d'expression*, c'est-à-dire la liberté de la presse.

Ainsi la presse est-elle une institution de la Démocratie...

Mais, en même temps c'est un ensemble d'entreprises, lesquelles, comme toutes les entreprises, doivent avoir des clients, équilibrer leurs comptes, gérer leur personnel, suivre les évolutions technologiques, grandir, évoluer, changer... C'est la deuxième raison pour laquelle une loi sur la presse est plus difficile à rédiger qu'une autre loi. Elle doit respecter les deux caractéristiques, parfois antinomiques, de la presse : institution de la Démocratie et entreprise.

Pierre Mauroy a annoncé sur F.R.3 une loi anti-trust sur la presse. ... Anti-trust parce que la presse étant une institution fondamentale de la Démocratie, elle doit refléter la diversité des opinions et ne pas permettre à une seule famille politique d'étouffer la voix des autres. C'est parfait dans le principe. Mais, en France, le gouvernement doit se rappeler - phénomène particulier à notre pays - que le plus grand trust de l'information c'est l'Etat. Car aujourd'hui, la Presse ce n'est pas seulement le Journal... c'est au moins autant la Radio et la Télévision ! Or, dans l'audiovisuel, l'Etat a la propriété ou le contrôle de pratiquement tout.

La première chose que devrait faire une loi anti-trust sur l'information, ce serait donc de faire disparaître ce quasi-monopole du pouvoir politique sur la radio et la télévision. Apparemment, il n'en est pas question, malgré la fragile expérience des radios locales et la difficile tentative de la Haute Autorité.

Même "Canal Plus", la 4^e chaîne de télévision, sera contrôlée par Havas qui appartient à l'Etat.

Que l'on s'inquiète de savoir si le groupe Hersant ne contrôle pas trop de journaux à travers la France, c'est légitime. A condition que l'organisme chargé de cette enquête ne soit pas à la solde du pouvoir politique. Sinon on ne ferait la chasse à certains trusts que pour en grossir un autre : celui de l'Etat.

Enfin, la loi sur la presse doit permettre à l'entreprise de presse de vivre normalement la vie d'une entreprise. Si celle-ci se trouve enfermée dans un carcan qui l'empêche de se développer et de se transformer, la France n'aura bientôt plus que des journaux déficitaires, (comme c'est le cas pour la plupart des quotidiens nationaux), ce qui les condamnerait à la mort ou à la subvention. On ne voit pas ce que la Démocratie y aurait gagné !

14/11/1983

LA GAUCHE ET LA MINE

La revanche des réalités sur les idées toutes faites est toujours douloureuses. Le gouvernement l'expérimente,

une fois de plus, avec le débat sur le charbon qui vient d'entraîner la démission spectaculaire du président de Charbonnages de France, Georges Valbon, leader communiste connu.

Qu'est-ce que Georges Valbon reproche aux socialistes ? De ne pas tenir leurs promesses de relance du charbon national. Il a raison. Mais l'erreur du pouvoir en place n'est pas de ne pas tenir ses promesses. C'est de les avoir faites.

Le cas du charbon n'est qu'une illustration d'une politique bien intentionnée mais mal informée. Il ne suffit pas de dire que la gauche ne connaîtra pas les échecs de la droite parce que sa politique obéit à une autre logique.

Les faits sont têtus. On ne les a pas congédiés le 10 mai 1981. Les mines de charbon françaises produisent à perte, dans des conditions techniquement difficiles, financièrement désastreuses et humainement très pénibles. Qui est descendu une seule fois dans une mine du Nord est définitivement convaincu que la fermeture de nombreux puits est un progrès social. Faire travailler des hommes dans de telles conditions pour sortir un charbon vendu à moitié de son prix de revient ne constitue pas une logique - ancienne ou nouvelle - mais une absurdité.

Les hommes en place, n'étant pas plus bêtes que d'autres, ont fini par le comprendre et les mêmes qui promettaient une production nationale de 30 millions de tonnes, savent aujourd'hui que 18 millions c'est encore trop coûteux.

Avec le même argent, mieux vaut préparer les régions minières à de nouvelles activités. On ne peut à la fois prolonger le passé et préparer l'avenir. Si l'on veut du charbon pour diversifier nos sources d'énergie, achetons-le à bon compte en Amérique, en Pologne ou en Afrique du Sud. L'avenir des Charbonnages de France est peut-être dans l'acquisition de mines rentables à l'étranger et dans le commerce du charbon. Il n'est pas dans la production de charbon invendable et dans des déficits impossibles à financer.

15/11/1983

Les livres de nos collaborateurs

L'Eglise sous Pie XII

par Jean CHELINI

Ed. Fayard

Tocqueville et les deux démocraties

par Jean-Claude LAMBERTI

Ed. P.U.F. Coll. Sociologies

Un pari pour l'Europe

par Michel ALBERT

Ed. Seuil

Bonheurs, bonheur

par Jean ONIMUS

Ed. INSEP

UNE SOMME DU XX^e SIÈCLE LES MÉMOIRES DE RAYMOND ARON

par Jean LALOY

Après le *Spectateur engagé*, il y a un peu plus d'un an, voici une réflexion, une *Retractio* (au sens augustinien du terme) du journaliste, de l'écrivain, du philosophe, sur son œuvre, sur lui-même, et, par là, sur son siècle. Le XX^e siècle, on le sait, commence entre 1914 et 1919. Les souvenirs de Raymond Aron s'enracinant dans le passé, (il est né en 1905) et éclairant l'avenir proche, sont un tableau et une explication de ce siècle au cours duquel on aura vu alterner l'horreur et l'espoir, la terreur et les plus hautes vertus, comme toujours sans doute, mais dans des proportions et avec des effets inconnus jusqu'ici.

Les *Mémoires* de Raymond Aron ne ressemblent pas aux *Mémoires d'Outre-tombe*, grand livre, mais dans lequel l'auteur est toujours en scène. Ici, l'écrivain ne se laisse apercevoir que furtivement. Juste assez pour qu'on ne puisse l'oublier : à l'origine, sa famille, ses deux frères, puis son mariage, sa femme Suzanne, son foyer, éprouvé cruellement à deux reprises, et, pour clore le livre, quelques lignes où tout est dit.

"A ma femme, à mes enfants, à mes petits-enfants, à mes amis, je dois de vivre (...) non dans l'angoisse mais dans la sérénité (...) Je me souviens d'une expression que j'employais parfois quand j'avais vingt ans : (...) "faire son salut laïc". Avec ou sans Dieu, nul ne sait à la fin de sa vie s'il est sauvé ou perdu. Grâce à eux dont j'ai si peu parlé et qui m'ont tant donné, je me remémore cette formule sans peur ni tremblement" (1).

Ces quelques paroles démentiront-elles la légende, (aussi tenace que celle de "Yalta"), de "l'intellectuel glacé"? On n'ose le croire. L'auteur, lui, finit par s'en amuser. Ceux qui lui sont proches connaissent les deux faces de son caractère : une passion fulgurante, une intelligence puissante et subtile. De cette dualité, on découvre maintes traces dans les *Mémoires*. A condition qu'on les lise ! Sept-cent cinquante et une pages de texte, plus l'index et la bibliographie ne doivent intimider personne. Si ce volume avait paru dans la Pléiade, chacun aurait pu le mettre dans sa poche.

*
* *

De tous les choix de l'auteur, le plus décisif est le *refus des régimes totalitaires*, nazisme et communisme, chacun d'eux se réclamant d'une philosophie. Le rejet du nazisme ne posait guère de problèmes (sinon celui de ne pas identifier l'Allemagne à Hitler), celui du communisme est contemporain de la guerre et de l'après-guerre, période pendant laquelle, à critiquer Staline et son

régime, on se faisait mal voir et surtout mal comprendre. Je me souviens d'un déjeuner vers 1949 où François de Liencourt et moi nous fîmes la connaissance de Raymond Aron et nous trouvâmes en plein accord. Au quai d'Orsay nous nous battions de notre mieux pour faire entrer dans la pratique diplomatique de la France deux idées simples : la politique française doit être, à l'égard de l'URSS, une politique de résistance, à l'égard de l'Allemagne, une politique d'entente et de réconciliation. Ce qui va de soi aujourd'hui pour beaucoup était à peine concevable à l'époque. Les idées fausses auraient-elles la peau plus dure que les idées justes ?

Comment Raymond Aron avait-il trouvé le droit chemin ? Pour ce qui est de l'Allemagne, les choses sont claires. Il avait vécu en Allemagne, il s'y trouvait le 30 janvier 1933, il avait aimé les Universités allemandes, il avait pensé que le trouble des années 1929 à 1933 était dû, au moins en partie, à la politique étriquée des gouvernements français. La guerre finie, il lui était facile de comprendre où était le "bon choix". Mais l'URSS ! J'y avais fait deux séjours en 1940 et 1944, j'avais vu l'entrée des troupes soviétiques dans les pays baltes en 1940, cela suffisait pour savoir à quoi s'en tenir. Mais lui ! Il n'y avait pas été. Comment s'y était-il pris ?

"A n'en pas douter, écrit-il en 1937, les sociétés que nous avons connues jusqu'à ce jour, ont été injustes (mesurées aux représentations actuelles de la justice). Reste à savoir ce que serait une société juste, si elle est définissable, si elle est réalisable" (2).

Il avait compris le risque inimaginable que prend un groupe d'hommes lorsqu'il prétend avoir seul le secret non seulement de la justice mais de l'avenir. Ce raisonnement se liait chez Aron à l'idée que le rapport entre politique et morale est trop souvent mal compris.

"Peut-être en dernière analyse l'action politique ne prend-elle un sens que par rapport à la morale au sens large de ce mot. Si je déteste les totalitarismes c'est qu'ils favorisent l'épanouissement des vices dont les germes se dissimulent dans les profondeurs de la nature humaine. Le but de toute politique, *a fortiori* de toute guerre, doit être moral ou encore, si l'on préfère, déterminé par les valeurs. Mais ni les moyens ni le but ne se déduisent de considérations morales ou exclusivement morales" (3).

Si l'action politique n'est pas sans rapports avec la morale, elle doit se soumettre à certains critères. Ceux-ci

UNE SOMME DU XX^e SIÈCLE LES MÉMOIRES DE RAYMOND ARON

par Jean LALOY

Après le *Spectateur engagé*, il y a un peu plus d'un an, voici une réflexion, une *Retractio* (au sens augustinien du terme) du journaliste, de l'écrivain, du philosophe, sur son œuvre, sur lui-même, et, par là, sur son siècle. Le XX^e siècle, on le sait, commence entre 1914 et 1919. Les souvenirs de Raymond Aron s'enracinant dans le passé, (il est né en 1905) et éclairant l'avenir proche, sont un tableau et une explication de ce siècle au cours duquel on aura vu alterner l'horreur et l'espoir, la terreur et les plus hautes vertus, comme toujours sans doute, mais dans des proportions et avec des effets inconnus jusqu'ici.

Les *Mémoires* de Raymond Aron ne ressemblent pas aux *Mémoires d'Outre-tombe*, grand livre, mais dans lequel l'auteur est toujours en scène. Ici, l'écrivain ne se laisse apercevoir que furtivement. Juste assez pour qu'on ne puisse l'oublier : à l'origine, sa famille, ses deux frères, puis son mariage, sa femme Suzanne, son foyer, éprouvé cruellement à deux reprises, et, pour clore le livre, quelques lignes où tout est dit.

"A ma femme, à mes enfants, à mes petits-enfants, à mes amis, je dois de vivre (...) non dans l'angoisse mais dans la sérénité (...) Je me souviens d'une expression que j'employais parfois quand j'avais vingt ans : (...) "faire son salut laïc". Avec ou sans Dieu, nul ne sait à la fin de sa vie s'il est sauvé ou perdu. Grâce à eux dont j'ai si peu parlé et qui m'ont tant donné, je me remémore cette formule sans peur ni tremblement" (1).

Ces quelques paroles démentiront-elles la légende, (aussi tenace que celle de "Yalta"), de "l'intellectuel glacé"? On n'ose le croire. L'auteur, lui, finit par s'en amuser. Ceux qui lui sont proches connaissent les deux faces de son caractère : une passion fulgurante, une intelligence puissante et subtile. De cette dualité, on découvre maintes traces dans les *Mémoires*. A condition qu'on les lise ! Sept-cent cinquante et une pages de texte, plus l'index et la bibliographie ne doivent intimider personne. Si ce volume avait paru dans la Pléiade, chacun aurait pu le mettre dans sa poche.

*
* *

De tous les choix de l'auteur, le plus décisif est le *refus des régimes totalitaires*, nazisme et communisme, chacun d'eux se réclamant d'une philosophie. Le rejet du nazisme ne posait guère de problèmes (sinon celui de ne pas identifier l'Allemagne à Hitler), celui du communisme est contemporain de la guerre et de l'après-guerre, période pendant laquelle, à critiquer Staline et son

régime, on se faisait mal voir et surtout mal comprendre. Je me souviens d'un déjeuner vers 1949 où François de Liencourt et moi nous fîmes la connaissance de Raymond Aron et nous trouvâmes en plein accord. Au quai d'Orsay nous battîmes de notre mieux pour faire entrer dans la pratique diplomatique de la France deux idées simples : la politique française doit être, à l'égard de l'URSS, une politique de résistance, à l'égard de l'Allemagne, une politique d'entente et de réconciliation. Ce qui va de soi aujourd'hui pour beaucoup était à peine concevable à l'époque. Les idées fausses auraient-elles la peau plus dure que les idées justes ?

Comment Raymond Aron avait-il trouvé le droit chemin ? Pour ce qui est de l'Allemagne, les choses sont claires. Il avait vécu en Allemagne, il s'y trouvait le 30 janvier 1933, il avait aimé les Universités allemandes, il avait pensé que le trouble des années 1929 à 1933 était dû, au moins en partie, à la politique étriquée des gouvernements français. La guerre finie, il lui était facile de comprendre où était le "bon choix". Mais l'URSS ! J'y avais fait deux séjours en 1940 et 1944, j'avais vu l'entrée des troupes soviétiques dans les pays baltes en 1940, cela suffisait pour savoir à quoi s'en tenir. Mais lui ! Il n'y avait pas été. Comment s'y était-il pris ?

"A n'en pas douter, écrit-il en 1937, les sociétés que nous avons connues jusqu'à ce jour, ont été injustes (mesurées aux représentations actuelles de la justice). Reste à savoir ce que serait une société juste, si elle est définissable, si elle est réalisable" (2).

Il avait compris le risque inimaginable que prend un groupe d'hommes lorsqu'il prétend avoir seul le secret non seulement de la justice mais de l'avenir. Ce raisonnement se reliait chez Aron à l'idée que le rapport entre politique et morale est trop souvent mal compris.

"Peut-être en dernière analyse l'action politique ne prend-elle un sens que par rapport à la morale au sens large de ce mot. Si je déteste les totalitarismes c'est qu'ils favorisent l'épanouissement des vices dont les germes se dissimulent dans les profondeurs de la nature humaine. Le but de toute politique, *a fortiori* de toute guerre, doit être moral ou encore, si l'on préfère, déterminé par les valeurs. Mais ni les moyens ni le but ne se déduisent de considérations morales ou exclusivement morales" (3).

Si l'action politique n'est pas sans rapports avec la morale, elle doit se soumettre à certains critères. Ceux-ci

ne vont-ils pas réveiller les fanatismes plus ou moins affrontés ? N'est-ce pas le cas spécialement dans les sociétés modernes où les idées répandues dans les masses y créent des tensions beaucoup plus fortes que par le passé ? Quelle est donc la fin de l'histoire ?

“Puisque la condition de l'homme est historique, écrit Aron - être fini qui se dévoue à des œuvres périssables et veut atteindre des buts au-delà de lui-même et de sa durée infime - comment ne pas s'interroger sur la fin de l'histoire ? Non la fin cosmologique ou biologique de l'humanité (...) mais la fin que Kant et Hegel avaient conçue : un état de l'humanité qui répondrait à sa destination et qui réaliserait pour ainsi dire la vérité dont les hommes sont en quête.

“(...) (Vérité) à la fois théorique et pratique, à l'image du but qu'avait conçu le marxisme. Par le pouvoir acquis sur la nature, l'homme parviendrait peu à peu à un pouvoir égal sur l'ordre social. Grâce à la participation aux deux œuvres collectives, l'Etat qui fait de chaque individu un citoyen, la Culture qui rend sensible à tous l'acquis commun, il réaliserait sa vocation : conciliation de l'humanité et de la nature, de l'essence et de l'existence (...) Idéal sans doute indéterminé puisque l'on conçoit diversement participation et réconciliation, mais qui du moins ne serait ni angélique ni abstrait...”

“J'ai rarement fait allusion à cette idée de la Raison, à cette fin de l'histoire dans mes livres postérieurs (4) bien que j'en aie conservé la nostalgie” (5).

Ainsi, contrairement à ce qu'on en pense souvent, la pensée de Raymond Aron sur l'histoire ne se limite pas à

une sorte de pragmatisme supérieur, elle reconnaît l'existence de valeurs, mais elle s'en méfie à juste titre, car celles-ci risquent d'enflammer les passions et par là d'éloigner un peu plus les hommes de l'issue envisagée, une “idée de la Raison”, c'est-à-dire un postulat que l'on ne peut démontrer mais sans lequel rien ne tient.

Ce qui est sûr c'est que la position de Raymond Aron sur les régimes totalitaires est enracinée dans le fond même de sa pensée. Cette position, on le sait, ne s'est jamais démentie.

*
* *

Le deuxième combat mené par Raymond Aron est celui de *la décolonisation*. Dès le temps de la guerre, à Londres, il plaide, dit-il “en faveur de l'abandon de l'Indochine”. En Décembre 1946, quand commence la guerre, il termine son éditorial par les mots suivants :

“Les véritables positions françaises ne sont pas celles que la force seule puisse maintenir. Maintenir par la violence ne sera pas maintenir la France” (6).

On sait d'autre part la position qu'il prit en faveur de l'indépendance de l'Algérie, les brochures publiées à partir de 1957, et, plus tard, l'attitude réservée d'Aron à l'égard du Général de Gaulle dont il a du mal à saisir l'orientation véritable (il n'est pas le seul). Les rapports entre le Général et lui sont, depuis l'origine, marqués par l'ambiguïté. Jusqu'en 1942, Aron souhaite que soient préservées les chances de réconciliation entre les deux France. Il a du mal à accepter l'atmosphère des premières années de la France Libre, il n'est pas sûr que l'armistice de 1940 soit condamnable sans réserve. Après la Libération, il regimbe contre la politique allemande du Général. Pendant les brèves années de son adhésion au

R.P.F., il n'a avec lui que des rapports épisodiques. Son jugement sur la politique étrangère menée jusqu'en 1946, est sévère.

"L'intransigeance dont (le Général de Gaulle) se vante dans ses *Mémoires*, le poussait à la guerre contre Vichy et, par instants, à la limite de la guerre avec ses alliés. C'est grâce à l'appui de Churchill qu'il obtint des Anglo-américains une zone d'occupation en Allemagne dont Staline ne jugeait pas la France digne; c'est à Staline qu'il prodigua les bonnes manières dès son retour en France. Vichy dressait l'opinion française contre nos alliés, de Gaulle aussi, à sa manière, dressait ses compagnons contre les Anglo-américains. A l'exception de la période du R.P.F., le Général de Gaulle ne cessa de livrer des batailles diplomatiques contre les Anglais et les Américains. Dans certaines de ces batailles, il défendit effectivement l'intérêt français; mais quand il reprocha aux Anglo-américains de débarquer en Afrique du Nord sans contingents de Français libres, il servait l'intérêt de sa légitimité, non de la France. L'expérience de Syrie avait prouvé que les troupes et officiers de Vichy se rendaient plus volontiers aux Alliés qu'au Général" (7).

On trouve beaucoup de jugements aussi sévères que ceux-ci dans le chapitre XVI, *Le grand dessein du Général*, qui porte sur les années 1962-1969. On y trouve aussi mention d'une lettre du Général de Gaulle à Raymond Aron en 1950, à l'occasion d'un deuil cruel, "lettre dont les termes et surtout le ton allaient au-delà des formules de circonstance". Quant, à la suite de cette lettre, Aron rend visite au Général, voici comment il résume cet entretien: "Il ne m'offrait pas sa compassion, mais en évoquant sa propre épreuve, il se rapprochait de la mienne" (8).

Il faudrait évoquer ici les grandes amitiés, Sartre, Malraux, Jean Cavallès et aussi les noms moins connus mais chers à l'auteur, André Kaan, Michaël Polanyi; tous, même Sartre, présentés dans ce qu'ils ont de meilleur et, pour ce dernier, aussi dans ce qu'il eut de pire.

*
* *

Ainsi s'entrelacent les jugements de la raison et les mouvements de la sensibilité dans un récit qui fuit la prétention autant que le pathétique. L'Épilogue mériterait, à lui seul, une longue analyse. S'y confrontent la réalité toujours ambiguë et la conscience qui cherche à comprendre.

"Contre les maux de la civilisation industrielle, les armes nucléaires, la pollution, la faim ou la surpopulation, je ne détiens pas le secret de remèdes miraculeux. Mais je sais que les croyances millénaristes ou les ratiocinations conceptuelles ne serviront à rien; je préfère l'expérience, le savoir et la modestie.

Si les civilisations, toutes ambitieuses et toutes

précaires, doivent réaliser en un futur lointain les rêves des prophètes, quelle vocation universelle pourrait les unir en dehors de la Raison?" (9).

Les remarques finales sur l'Europe, sur l'Allemagne, sur l'Alliance occidentale en 1983, ne donnent pas l'impression que la Raison soit près de triompher.

"Nous continuerons de vivre longtemps, à l'ombre de l'Apocalypse nucléaire, partagés entre la peur qu'inspirent les armes monstrueuses et l'espoir qu'éveillent les miracles de la science" (10).

Je me demande si on ne peut aller un peu plus loin. Si l'on passe du domaine de la politique à celui de la culture, on observe, spécialement dans les pays de l'Est, un phénomène nouveau, celui d'une solidarité entre rationalistes héritiers des Lumières et croyants attachés à la raison aussi bien qu'à la foi.

A l'Est, les excès du régime totalitaire sont à l'origine de ces mouvements, illustrés pour l'URSS par Soljénitsyne et Sakharov, pour la Pologne par Lech Walesa et Adam Michnik, bien d'autres en d'autres pays. En Occident, les mêmes tendances sont apparues pendant l'entre-deux guerres, puis dans la Résistance; elles n'ont pas disparu aujourd'hui.

Ces courants nouveaux s'opposent à la "religion séculière" en ceci qu'ils tendent à ramener la politique à sa juste place, ni "angélique ni abstraite" comme l'écrivit Raymond Aron, réelle mais devant se mesurer à plus qu'elle-même. Il faudra beaucoup de temps et sans doute de péripéties pour que ces courants agissent en profondeur sur la culture et aient une incidence jusque dans la politique concrète. Si je crois bon d'évoquer ici ces valeurs, c'est d'une part parce que Raymond Aron dans ses *Mémoires*, laisse paraître l'estime, sinon l'admiration, qu'il porte notamment à Alexandre Soljénitsyne. C'est aussi et tout bonnement parce qu'elles existent et que leur force est celle des hommes et des femmes qui, aujourd'hui, mettent en jeu pour elles, leurs familles, leur bonheur, leur existence.

C'est tout. C'est très peu. C'est peut-être quelque chose. C'est déjà beaucoup.

Jean LALOY, de l'Institut

(1) *Mémoires*, p. 751

(2) p. 125

(3) P. 58

(4) postérieurs à l'*Introduction à la Philosophie de l'Histoire*, publiée en 1938 et d'où la citation ci-dessus est extraite.

(5) p. 128-129

(6) p. 212

(7) p. 234-235

(8) p. 233

(9) p. 729

(10) p. 751

N.B. : Nous n'avons pas modifié les termes de cet article achevé le 15 Octobre dernier. Ce qui était un Commentaire sur un grand livre peut, nous semble-t-il, se lire aussi comme un hommage à celui qui n'est plus. (J.L.)

POUR LA PHILOSOPHIE, CONTRE LES NOUVEAUX INQUISITEURS

par Jean-Claude LAMBERTI

Le dernier livre d'Etienne Borne se présente de prime abord comme une défense et une illustration de la philosophie ; mais l'on aurait bien tort de croire qu'il ne concerne que la discipline philosophique, et s'adresse seulement aux professeurs de philosophie. L'auteur évite les querelles d'érudit et, grâce à une connaissance parfaitement maîtrisée des œuvres et des problèmes, il va droit à l'essentiel, pour saisir dans le refus contemporain de la philosophie les signes d'une crise de civilisation et ses enjeux, tant il est vrai que les attaques d'aujourd'hui contre la philosophie reproduisent les attaques d'hier contre la religion et mettent en cause les valeurs et le bien social lui-même. L'auteur des "*Nouveaux inquisiteurs*" ne se limite pas à une polémique contre ceux qui voudraient disqualifier la philosophie, préalablement caricaturée et réduite à la dimension d'une idéologie ; il dessine, en réalité, le cadre d'un renouveau de la philosophie qui pour sortir de son actuelle crise, est appelée à s'appuyer sur quelques idées fondatrices, le sujet pensant, la personne, la démocratie, l'absolu et le sacré. Dans ce livre écrit d'une plume alerte et féconde en vives formules, Etienne Borne a voulu traiter de l'antiphilosophie de notre temps, mais il l'a fait en philosophe et les lecteurs de "France-Forum" ne seront pas étonnés de trouver dans son dernier ouvrage une étape nouvelle dans l'élaboration de cette philosophie personaliste à laquelle il a, depuis toujours, voué sa réflexion. Un ouvrage de cette importance et de cette richesse ne saurait manquer de nourrir le débat philosophique et de susciter l'intérêt des lecteurs de "France-Forum". Afin d'apporter à ceux-ci l'information la plus claire possible, le présent compte-rendu se limitera pour l'essentiel à une présentation des thèmes et des articulations de l'ouvrage, quitte à poser en terminant quelques questions.

*
* *

Le double objet de la recherche c'est la crise de la philosophie et de l'enseignement de la philosophie, et dès le départ, est évoquée la prétention de l'antiphilosophie à disqualifier la parole du philosophe. Mais, dira-t-on, la philosophie a toujours vécu en état de crise, et le conflit des écoles est une constante de son histoire, de sorte que la distinction de l'antiphilosophie et de la philosophie ne saurait être autre chose qu'un objet du débat philosophique. Certes, on peut déplorer que la pensée de notre époque ait quelque chose de "convulsif", comme l'avait

noté Merleau-Ponty ; on peut regretter la succession précipitée des modes philosophiques, la multiplication des dissidences et des chapelles plus ou moins ésotériques, les complications prétentieuses du langage et la violence du ton, bref tout ce qui entrave la communication et menace de l'interdire. Car la philosophie ne peut exister que par la communication et la confiance mise dans le libre débat. Mais pourquoi devrions-nous croire que la crise actuelle est plus grave que les précédentes ?

A cette question, Etienne Borne donne deux réponses. Il rappelle, en premier lieu, qu'aujourd'hui l'enseignement de la philosophie est mis radicalement en question, non pas l'enseignement de telle ou telle philosophie, mais l'enseignement philosophique lui-même. Et non pas seulement lors de la contestation générale de 1968, avant et après, dans de nombreux pamphlets : "La philosophie des professeurs", "Pourquoi des philosophes", "Socrate fonctionnaire"... etc.. Michel Foucault n'a-t-il pas accusé l'enseignement de la philosophie dans les classes terminales des lycées de faire des spécialistes de l'universel, c'est-à-dire "des imbéciles instruits" ? N'a-t-il pas ridiculisé la classe de philosophie et présenté l'apprentissage du libre examen philosophique comme un substitut français de la Réforme, "le luthéranisme de la France catholique et anticléricale" (Nouvel Observateur, 9 février 1970). La philosophie devient ainsi, à ses yeux, une "niaiserie humaniste". En deuxième lieu, examinant la crise de la philosophie elle-même après celle de l'enseignement philosophique, Etienne Borne relève l'usage généralisé d'une nouvelle arme antiphilosophique : l'accusation d'idéologie, et il est bien entendu chez les accusateurs que si la philosophie n'est qu'une idéologie, elle ne saurait être enseignée, à moins que son enseignement ne se réduise à une pure dénonciation. Etienne Borne montre les "nouveaux inquisiteurs" à l'œuvre et révèle les procédures obliques du faux procès, où l'accusée est condamnée d'avance : on fait comparaître une caricature de philosophie, assez déformée pour qu'il soit facile de lui faire avouer sa nature d'idéologie et les raisons qu'elle pourrait invoquer pour sa défense, étant philosophiques, sont décrétées idéologiques et donc disqualifiées, par principe. Etrange justice, qui rappelle l'inquisition, ou les tribunaux révolutionnaires. Il ne suffit donc pas, aujourd'hui, de constater que "la pensée a la fièvre" (chapitre 2) ; il faut comprendre que l'allégation d'idéologie fonctionne comme "une machine à détruire la philosophie" (chapitre 3).

Etienne Borne

Si toute philosophie se réduit à n'être qu'une idéologie, comme l'affirment les nouveaux inquisiteurs, il n'y a plus lieu de s'interroger sur sa vérité ou sa fausseté, mais plutôt sur sa fonction, ignorée des philosophes eux-mêmes, mais que se flatte de révéler la science - ou les sciences ? - des idéologies. Sous des formes variées, la conclusion constante de cet examen est que l'idéologie sous-jacente aux philosophies a une fonction conservatrice et antirévolutionnaire ; le procès fait à la philosophie n'est donc qu'un aspect de la politisation générale des esprits et d'une absolutisation de la politique - ou plus précisément de certains choix politiques - que sa démesure même met hors d'état de reconnaître l'existence de normes non politiques, et tout spécialement de normes éthiques universelles. Voilà pourquoi Etienne Borne peut écrire que "la crise actuelle de la philosophie n'est pas une crise comme les autres, car ce que les inquisiteurs du siècle contestent et d'une manière qui se veut rigoureuse et définitive c'est la légitimité, non de telle ou telle réponse, qui pourrait être hâtive ou abusive, mais du questionnement lui-même en tant qu'interrogation sur l'homme, mettant en cause, non pas l'authenticité de telle ou telle œuvre passée et dépassée, mais la validité, en tant que tel, du discours de l'homme sur l'homme" (p. 31).

*
* *

Dans la deuxième partie de l'ouvrage (du chap. IV au chap. VIII), l'auteur précise et démontre sa thèse, en remontant à la source philosophique des thèmes que les inquisiteurs d'aujourd'hui se contentent de vulgariser ; il est ainsi conduit à examiner successivement les attaques portées aux fondements même de la philosophie par Claude Lévi-Strauss, Karl Marx, Sigmund Freud et Frédéric Nietzsche.

Dans la finale de "*L'homme nu*" (p. 570), Lévi-Strauss

a lui-même déclaré que son travail d'ethnologue contribuait "à une abjuration de ce qu'on entend aujourd'hui par philosophie" et il entendait par là congédier les discours à prétention universaliste sur le "sujet", le "moi" ou l'homme. Et l'antihumanisme contemporain se pare volontiers du prestige de la science anthropologique en invoquant les plus provocantes affirmations de Lévi-Strauss et notamment celle-ci. "Nous croyons que le but dernier des sciences humaines n'est pas de constituer l'homme mais le dissoudre" ("*La pensée sauvage*", p. 326). Il est bien vrai que les praticiens de l'ethnologie n'ont jamais affaire à l'homme dans son universalité et que leurs travaux reposent sur une méthode qui dissout les réalités humaines dans un ensemble de relations ; mais de cet effet de la méthode, rien ne permet de tirer une conclusion sur le fond, sauf à tomber dans un nouveau scientisme en décrétant qu'il n'y a de réalité que celle qui est susceptible d'appréhension scientifique. Etienne Borne, au terme de son analyse, souligne l'arbitraire qu'il y a à conclure au néant de ce que l'on a préalablement mis à l'écart par nécessité de méthode : "Une science, écrit-il (p. 49), dont les concepts ne sauraient saisir que des relations ne prend pas en compte l'être tant de la nature que de la subjectivité humaine". Sans méconnaître l'importance de l'apport du structuralisme, et tout en rendant hommage à l'œuvre de Lévi-Strauss, Etienne Borne maintient contre lui que les analyses formelles des structuralistes ne sauraient éliminer la question du sens. "Comme si les structures bien articulées d'un squelette humain étaient la seule et exclusive vérité d'un être dont le style et le visage ont aussi leur clarté, inexplicables par les armatures mécaniques qui maintiennent debout un corps auquel la vie et le sens viennent d'ailleurs que de son futur cadavre" (p. 51).

Paul Ricœur a qualifié Marx, Nietzsche et Freud de "maîtres du soupçon" ; du soupçon inquisitorial, précise Borne, en commençant leur étude. C'est Marx qui a le premier usé du terme idéologie dans le sens cher à nos modernes procureurs, pour montrer que la vérité de la philosophie, et plus largement de la pensée humaine, ne pouvait se trouver qu'en dehors d'elle, et la réduction de la pensée à l'idéologie est le centre stratégique d'où partent toutes les attaques contre les pensées non-marxistes, le marxisme lui-même restant, par un miracle au dessus de tout soupçon, étranger à toute contamination idéologique..., du moins aux yeux de Marx et de ses fidèles. Etienne Borne analyse les racines de l'antihumanisme théorique de Marx et il montre que "La théorie de la lutte des classes requiert la ruine de cet humanisme qui affirme comme certaine, inépuisable une vérité universelle de l'homme et dont le marxisme fait l'idéologie des idéologies et non sans raison, puisqu'elle est la philosophie elle-même" (p. 61). Mais il manque au marxisme, si prompt à dénoncer les mystifications idéologiques, une théorie de la conscience et de ses illusions qui permette de comprendre le mécanisme des mystifications et c'est Freud qui par sa théorie du psychisme humain achève l'entreprise réductionniste de Marx en portant le coup fatal à ce faux souverain qui est la conscience. Ainsi se construit, par l'hybridation paradoxale de deux doc-

trines rigoureusement adverses, ce "freudo-marxisme" qui est l'instrument le plus couramment usité dans les entreprises majeures de l'antiphilosophie contemporaine : l'évanouissement de l'essence humaine et la déposition du sujet.

Avec Nietzsche, la subversion antiphilosophique prend plus de force et de hauteur ; pour lui, les idées ne sont pas représentatives mais expressives de la volonté de puissance et, tandis que le triomphe de la volonté de puissance s'exprime dans la vie des maîtres, joyeux de commander et de créer, la morale judéo-chrétienne n'apparaît plus, chez lui, que sous les traits d'une idéologie d'esclaves pétris de ressentiment. La différence est si grande entre le surhomme et le troupeau qu'il devient absurde, dans cette pensée, de maintenir l'idée universelle d'homme, et, comme le remarque Etienne Borne, Nietzsche annonce donc la mort de l'homme, en même temps que la mort de Dieu (p. 75). Selon lui, le besoin de vérité n'est qu'une forme dévitalisée de la volonté de puissance, une fuite devant la violence du monde réel, que l'on cherche à compenser par des constructions idéales ; prêtres et philosophes ont ainsi construit un arrière-monde qu'ils qualifient de vrai monde, mais ce primat du vrai sur le réel est la mystification philosophique par excellence, dénoncée en premier lieu chez Platon. Ainsi Nietzsche apporte-t-il à l'antiphilosophie ce qu'Etienne Borne appelle "l'arme absolue", c'est-à-dire la dévalorisation radicale de l'idée de vérité ; et si la vérité est illusion, toute la philosophie classique n'est plus elle-même qu'illusion et masque. Mais remarque Etienne Borne, l'idée de vérité est aussi indispensable à l'exercice de la pensée que l'oxygène à l'entretien de la vie, si bien que Nietzsche détruit sa propre pensée en se conduisant en ennemi de toute pensée.

Mais l'auteur des *"Nouveaux inquisiteurs"* ne se contente pas de combattre les entreprises réductionnistes des antiphilosophes ; il relève la profonde ambiguïté des antiphilosophies, plus philosophiques qu'elles ne l'avouent, et il formule le projet généreux de "sauver l'antiphilosophie" (chap. 7), c'est-à-dire de retrouver en elle ce qui a valeur philosophique, et, notamment, de révéler à l'intérieur de chacune ce qu'il appelle "la dialectique de l'humanisme et de l'antihumanisme". Et voici la conclusion de cet examen : "Les idées d'éternité dans Nietzsche, de sens dans Freud, d'aliénation dans Marx appartiennent à la philosophie et n'ont de force que philosophique" (p. 101).

Cet effort pour "rendre à la philosophie les vérités philosophiques captives des antiphilosophies" sert aussi à préparer la dernière étape de cette défense de la philosophie (chap. VIII à XI), la plus personnelle et la plus constructive, où l'auteur veut montrer que la philosophie "n'a de chances de survie qu'en redécouvrant et en rendant plus vives et plus jaillissantes les sources de l'humanisme et du personalisme" (p. 101).

*
* *

Au préalable, Etienne Borne prend soin de chercher les critères de distinction de la philosophie et de l'idéolo-

gie ; il affirme que la philosophie véritable est irréductible au statut d'idéologie et ne peut être comprise comme un simple objet culturel, puisqu'aussi bien les grandes philosophies continuent à garder un sens bien au-delà des conditions de leur naissance. Mais l'idée philosophique peut devenir idéologique lorsqu'elle se fige en un système ou lorsqu'elle est détournée de son objet et mise au service d'intérêts collectifs. Après avoir appelé à la constitution d'une théorie philosophique de l'idéologie, l'auteur en vient à proposer "une idée de l'homme non systématisable et anti-idéologique" (chap. VIII). Il faut comprendre, note-t-il, que pour éviter toute clôture conceptuelle et tout risque de dérive idéologique, le caractère spécifique de l'homme ne peut être déterminé par un concept. L'idée d'homme ne peut être une idée comme les autres ; ce n'est pas un concept opératoire, mais une idée au sens platonicien du terme, idéal jamais rejoint et principe d'intelligibilité en même temps, "idée qui n'est ni représentable comme une image, ni saisissable, maniable et épuisable comme un concept" (p. 121). Chacun porte en soi cette "forme de l'humaine condition", sans que celle-ci soit une donnée immédiate de la conscience ; cette idée de l'humanité est "une finalité qui éclaire et une norme qui exige" (p. 130), elle est "l'objet de la foi de l'homme dans l'homme" (p. 160), objet de foi, mais d'une foi qui ne manque pas de raisons de croire, sans cesse affrontées aux raisons de douter. Finalement le crédo humaniste auquel aboutit la recherche est ainsi formulé : "Croire en l'homme, c'est croire qu'en son unité profonde, l'homme existe, l'homme pense, l'homme vaut ; et, dernier pas décisif : l'homme ne saurait exister, penser et valoir qu'en tant que personne" (p. 123) et il précise que "la personne est donc cette idée de l'homme non systématique et anti-idéologique capable de nourrir et d'animer toute une philosophie ; peut-être la philosophie comme le pense Jean Lacroix" (p. 127). Et le lecteur peut noter, dans ce chapitre de Borne une parfaite harmonie de pensée avec Jean Lacroix et son livre *"Le personalisme comme anti-idéologie"* (Paris, PUF, 1972) ainsi qu'avec l'idée d'"*humanisme intégral*" de Jacques Maritain (voir notamment p. 140).

La marque propre du personalisme d'Etienne Borne réside dans son orientation platonicienne, et les deux chapitres platonisants qu'il consacre à la politique et à la religion (chap. IX et X) débouchent sur un final intitulé : "Instauratio platonica". Mais n'est-il pas naturel qu'un philosophe platonicien réponde aux antiphilosophes d'aujourd'hui, puisque, depuis toujours, Platon a été la cible favorite des attaques antiphilosophiques ?

Une philosophie de la personne intègre également la valeur de l'impératif catégorique de Kant et rend intelligible la vocation morale de l'homme. Sur le plan politique, elle affirme le droit de l'homme à ne pas être intégralement socialisé et estime que l'homme et le citoyen ne sauraient être appelés à cette totale coïncidence que réclame le totalitarisme. Et sur ce point, il est bien clair qu'Etienne Borne réagit en démocrate libéral plutôt que selon la stricte doctrine de Platon, qui soumettait entièrement l'homme à la Cité. Sur cette question se révèle

l'opposition des anciens et des modernes, des chrétiens et des païens, et là se mesure aussi toute la distance entre le personnalisme platonisant de Borne et le platonisme littéral. Dans le livre qu'il a consacré à *Mounier* (Paris, Seghers, 1972, p. 71-72), Etienne Borne définit le personnalisme comme "une reprise créatrice du platonisme" et sa pensée, même inspirée par Platon, garde toute sa liberté d'innovation, notamment dans le domaine politique; les lecteurs de "France-Forum" savent, par un article récent, comment il montre que l'humanisme personnaliste est la philosophie la plus naturellement adaptée à la démocratie (cf. France-Forum, n° 205-206, *Démocratie et personnalisme*, par E. Borne, p. 32-39); je n'insisterai donc pas sur ce point, me contentant de souligner ici l'adhésion d'Etienne Borne à une philosophie pluraliste, là encore bien éloignée de la lettre de Platon. "Au courant démocratique, écrit-il (p. 142), ont contribué bien des écritures, mesurées ou passionnées, libérales ou socialistes, et Montesquieu n'est pas moins important que Rousseau ou Proudhon que Tocqueville. Ne rien laisser perdre. Sauvegarder l'originalité de chacun. Ne permettre aucune annexion et assimilation. La philosophie de la démocratie ne peut être qu'une philosophie des philosophies, fondement intellectuel et moral du pluralisme politique. Rappeler à chacune d'entre-elles que tombe dans l'idéologie une philosophie qui refuse d'entrer en tension avec l'autre philosophie. "Cette politique pluraliste et personnaliste n'a rien à voir avec un humanisme mou; elle reconnaît l'existence des conflits mais cherche à transformer les inévitables tensions en moyens d'union et à civiliser le combat politique par la pratique du débat démocratique. Les contradictions inévitables, par exemple, entre libéralisme et socialisme, entre liberté et égalité ne peuvent trouver de synthèses fixes et définitives et il ne faut pas espérer d'autres solutions que celles qui, sous l'égide du Bien Commun témoignent pour les possibilités indéfinies de l'Idée" (p. 145), du Bien politique qui réside dans l'Idée d'humanité.

Dans le chapitre suivant (chap. X), où il se livre à une réflexion philosophique sur la religion, l'auteur poursuit encore son approche de l'Idée d'homme, en corrigeant au passage Auguste Comte. La personne n'est pas l'absolu, note-t-il, mais elle touche à l'absolu par l'inconditionnalité en elle de l'impératif moral qui a valeur aussi d'une irruption du sacré dans la conscience. Contentons-nous ici de citer l'admirable conclusion de ce chapitre où Etienne Borne étudie la dialectique de l'absolu et du sacré: "L'absolu n'est pas un concept instrumental, pas plus que le sacré n'est une expérience qui se puisse organiser et dominer. Sans référence au sacré l'absolu est vide. Sans référence à l'absolu, le sacré est aliénant. Par sa relation à l'absolu et au sacré, l'homme est à la fois renvoyé à sa propre profondeur et projeté au dessus de lui-même. Si bien que la vérité de l'homme ne peut être que dans une dialectique de l'antihumanisme et de l'humanisme. La personne est en l'homme cette voie d'immanence qui pose un problème de transcendance. L'homme inégal à l'homme et à toute représentation de l'homme de par sa participation à l'absolu et au sacré, telle est l'Idée de l'homme"... (p. 159-160).

L'"Instauratio platonica" qui termine l'ouvrage est un acte de gratitude filial qui rend à Platon la paternité lointaine de cette Idée de l'homme, qui, avant d'être au cœur de la philosophie d'Etienne Borne, était déjà symbolisée par l'Eros platonicien: "Eros, représentation de l'homme, inégal à lui-même à la fois inférieur et supérieur à chacune de ses modalités existentielles... Eros, une certaine idée de l'homme, et inséparablement une certaine idée de la philosophie.. Eros est entre la pluralité de ses signifiés une somptueuse parabole de la passion, et d'abord de cette passion qu'est l'homme. Et la philosophie est prise de conscience de cette passion... Passion de la vérité que symbolise la destinée d'Eros... élan passionné de toute l'âme vers l'Absolu dont il importe peu qu'on le nomme le Beau, le Bien ou l'Un puisqu'il est au dessus de tout nom" (p. 166, 167 et 168).

*
* *

"*Les nouveaux inquisiteurs*" contiennent en réalité deux livres. Le premier, tout à fait conforme à l'annonce initiale, est une défense, opportune et résolue, de la philosophie; mais le deuxième, au lieu d'être, comme convenu, une illustration de la philosophie en général, est l'exposé, d'ailleurs très remarquable, d'une philosophie bien personnelle. Ne revenons pas sur la défense de la philosophie, parfaitement fondée, et aussi savoureuse que pertinente. Mais est-il légitime d'identifier, comme le fait Etienne Borne, la philosophie et la philosophie humaniste? "La philosophie, écrit-il, ne saurait être qu'humaniste puisque la question "qu'est-ce que l'homme" est non seulement génératrice de la philosophie, mais inspiratrice de son élan tout au long de ses itinéraires" (p. 114). La formule surprend et l'affirmation eût mérité de plus amples justifications. Il est dommage que l'auteur des "Nouveaux inquisiteurs" n'ait pas discuté la "*Lettre sur l'humanisme*" d'Heidegger, et mieux distingué, dans la dernière partie de son livre, la philosophie et les philosophies. Puis-je exprimer aussi le regret qu'il n'ait pas marqué à l'égard de Kant la gratitude dont il a fait généreusement hommage à Platon; l'armature kantienne est pourtant présente dans son œuvre, discrète mais efficace. Si le personnalisme négligeait de s'enraciner dans la "*Critique de la Raison pratique*" il redeviendrait vite un discours médiéval sur l'âme. Sans doute, faudrait-il là encore, mieux distinguer le personnalisme et les philosophies personnalistes. Mais quelles que soient les réserves, toujours possibles, même sur un aussi beau livre, il n'y a pas lieu de s'inquiéter sur le fond; et nous savons tous qu'Etienne Borne n'est pas guetté par le dogmatisme. Souvenons-nous que pour lui le personnalisme est la philosophie de la démocratie dont il a magnifiquement écrit: "La philosophie de la démocratie ne peut être qu'une philosophie des philosophies, fondement intellectuel et moral du pluralisme politique" (p. 142).

Jean-Claude LAMBERTI

"*Les nouveaux inquisiteurs*". Paris, P. U. F., collection "le philosophe".

MAIS QU'EST-CE QUI FAIT COURIR BAUDRILLARD ?

par Joseph MACÉ-SCARON

Jean Baudrillard arpente le paysage désespérément désert de la pensée française contemporaine avec infiniment de séduction. Baudrillard agace. Nos apprentis inquisiteurs ont beau l'assigner à résidence dans des chapelles, l'affilier à des "courants" d'idée, rien n'y fait, il reste malicieusement rebelle à des règles de jeu que d'autres ont cru pouvoir lui fixer.

Ainsi ce franc-tireur prend-il parfois des allures de Protée quand il paraît tout à la fois et tour à tour philosophe, sociologue, écrivain de science-fiction, ironiste, homme à facettes qui multiplie les jeux de réflexion. Abordons immédiatement deux grands reproches que lui adressent ses détracteurs : la tenue du discours et un apparent dilettantisme. Son discours se rapproche parfois du style "khâgneux" dont les vieux "nouveaux philosophes" ont usé et abusé, mais il ne gêne nullement ce mélange tout particulier de provocation ludique et d'ironie corrosive. Car il est juste de souligner combien la pensée de Jean Baudrillard décape le tartre des idéologies malthusiennes. Autre reproche : Baudrillard se disperse, papillonne à la surface des choses. Dispersion plus apparente que réelle ! Sociologue, il décrit avec rigueur la mort du social et ses métamorphoses. Philosophe, il se mesure au Réel. Ethnologue de nos sociétés. Analyste de notre modernité. Il sait étudier des phénomènes aussi divers et complexes que le terrorisme, la mode, les médias, la pornographie, le cancer...

En réalité on peut le soupçonner d'entretenir et de rechercher cette confusion qui reste un des derniers artifices afin d'éviter la totale transparence.

L'œuvre de Baudrillard est abondante et connaît déjà une audience internationale certaine. Pour qui accepte de s'y repérer, elle forme un ensemble cohérent qui ne cesse de se développer et de se creuser. Cette œuvre redécouvre en profondeur la même question : quel jeu joue le social ? Véritable Catoblépas de la pensée occidentale, il hante les esprits de Rousseau, de Hegel et surtout de Marx. Dès ses premiers ouvrages : "Le système des objets", "La société de consommation", "Pour une critique de l'économie politique du signe", "Le miroir de la production", Baudrillard oriente sa réflexion vers la critique des schémas classiques de l'analyse des sociétés. Il décrit l'univers de la civilisation contemporaine comme un monde gouverné par des signes. Les objets échangés dans la vie économique ne sont plus déterminés, choisis et conçus pour la consommation matérielle, la satisfaction purement hédoniste. Ils sont consommés pour la marque, l'inscription, le code social. A la "société du spectacle" des situationnistes répond la "société du signe" de Baudrillard. Cette vision iconoclaste irrite les marxistes qui n'accepteront pas la remise en cause du lien de la valeur avec un réel supposé "objectif".

En 1970 "La société de consommation va plus loin", elle s'attaque à l'honorable thèse marxiste de la paupérisation progressive des masses en régime capitaliste. Marxisme et capitalisme concourent à la même production : un consommateur dépendant et soumis. Il poursuit par la suite cette analyse et montre à quel point tout système économique transforme la société en "cimetière de signes", anéantissant tout symbole et réduisant ce

monde à un théâtre d'ombres.

Les quatre essais qu'il publie entre 1977 et 1979 sont autant de jalons pour dépasser une analyse qui commence à s'engluer dans la critique du marxisme. Après "Oublier Foucault", "L'effet Beaubourg", essai fiction dépeint comment l'hypertrophie du succès mène un bâtiment à sa déliquescence "A l'ombre des majorités silencieuses" qui est actuellement rééditée (1), étudie la place et le rôle des masses. Jean Baudrillard souligne que tous les systèmes actuels se réfèrent à cette entité nébuleuse dont le seul mode d'apparition est le sondage. Mais les masses ne reflètent pas le social et ne se réfléchissent pas dans le social - c'est le miroir du social qui vient se briser sur elles. Elles résistent par leur puissance d'inertie à toute communication rationnelle. Des critiques s'élèvent souvent contre la manipulation des masses. L'exemple type souvent donné est l'utilisation de "jeux" comme le football par le pouvoir. Or le pouvoir ne manipule rien, les masses ne sont ni égarées ni mystifiées. Cette pseudo responsabilité rassure le pouvoir qui est ainsi conforté dans son illusion d'être le pouvoir.

La révolte des masses ne se traduit pas par la rébellion mais par l'hyperconformisme. Il en est ainsi dans le domaine de la Santé. Les masses se vengent par une consommation immaîtrisable et excessive. "Aliénées les masses dans la médecine?" écrit Baudrillard, "Pas du tout : elles sont en train de ruiner son institution, de faire exploser la Sécurité Sociale, de mettre le social lui-même en danger". Magnifique dérision en effet que cette exigence du social comme bien de consommation individuel soumis à la surenchère de l'offre et de la demande.

C'est par ce jeu que les masses s'engouffrent dans d'autres institutions qui ont "jalonné" le progrès du social (urbanisation, travail, assurances, scolarisation...) qui le produisent et le détruisent dans un même mouvement. Jean Baudrillard esquisse ici une réflexion qu'il approfondira dans son dernier ouvrage : la stratégie ironique de l'objet.

Avec "De la séduction", rééditée également récemment (2), il semble s'acheminer vers d'autres pistes. En fait, il intériorise ses analyses antérieures. La séduction est présentée comme ce qui ôte au discours son sens et le détourne de sa vérité. Si l'amour est littéralement "gorgé de sens", la séduction est un simulacre et rétablit les apparences. Il s'ensuit une critique vigoureuse de la psychanalyse. Freud a aboli la séduction et institué une mécanique écrasante d'interprétation qui offre toutes les caractéristiques de l'objectivité et de la cohérence. Mais ce bel édifice de sens qu'est la psychanalyse n'échappe pas à la tentation que connaît tout système de sens. N'est-il pas séduit par sa propre image jusqu'à en perdre le sens? Il faut accepter, nous dit Baudrillard, l'idée qu'on ne peut vivre que d'une vérité altérée. Nous ne devons pas écarter les apparences qui protègent la société et il cite Nietzsche : "Nous ne croyons pas que la vérité reste la vérité quand on lui enlève son voile". Il conclut : "Le monde est nu, le roi est nu, les choses sont claires. Toute la production et la vérité même, visent à ce dénué-

ment (...) Heureusement il n'en est rien profondément, c'est la séduction de la vérité elle-même qui détient la clé la plus sibylline à savoir que peut-être ne désire-t-on la dévêtir que parce qu'il est si difficile de l'imaginer nue".

Jean Baudrillard

Son dernier ouvrage : "Stratégies fatales" (3) est en quelque sorte une synthèse-dépassement des thèmes déployés dans les précédents ouvrages. Le point de départ de Baudrillard, c'est d'admettre la désinvolture du monde envers nos entreprises. Le "sujet", c'est-à-dire l'homme occidental a échoué dans sa volonté de plier "l'objet", c'est-à-dire la société et sa propre nature. Un exemple de cet échec est l'ex-centricité des choses, cette dérive dans l'excroissance qui caractérise si bien notre modernité. Ceci va du comportement de la cellule cancéreuse (hypervitalité dans une seule direction) à l'hypermultiplication des objets et des hommes, à l'hypermultiplication du moindre signe. Cet outrepassement logique conduit à un point mort où tout système a franchi la possibilité d'une réversibilité dans une contradiction. Il poursuit alors son "évolution" dans sa propre contemplation. Le politique, face à cette évolution, a déserté les rapports sociaux pour laisser la place au transpolitique. L'ère du transpolitique qui se dessine aujourd'hui est celle de l'anomalie; "aberration sans conséquence, contemporaine de l'événement sans conséquence". L'anomalie n'a pas le caractère tragique de l'anormalité. Elle est anodine, de l'ordre de l'apparition pure et simple. Les images de l'anomalie sont de plus en plus nombreuses. L'obésité en est une. On songe à l'obésité fascinante que l'on rencontre partout en Europe, mais surtout

aux Etats-Unis. Mais ce n'est pas l'obésité de quelques individus qui est ici en cause, c'est celle d'un système. L'obèse n'est pas seulement gros : il est plus gros que le gros. Il témoigne de cette révolution dans les choses "qui n'est plus dans leur dépassement dialectique mais dans leur potentialisation à la puissance n, de cette montée aux extrêmes en l'absence de règle du jeu". L'otage est à l'image de l'obésité un miroir déformant du corps social. Les masses sont le prototype absolu de l'otage, écrit Baudrillard. Elles sont annulées dans leur souveraineté, abolies comme sujet mais aussi radicalement inéchangeables comme objet. Cette inéchangeabilité de l'otage révèle la question de l'inéchangeable. L'échange est notre loi et a ses règles, or nous sommes dans une société où de moins en moins de choses peuvent réellement se négocier. L'échange en se généralisant, en allant au maximum de ses potentialités, n'a oublié que les derniers objets irréductibles à l'échange. Ce sont ceux-ci qui deviennent les véritables enjeux.

Cette hypertélie des systèmes a perdu le jeu, le simulacre et l'illusion pour les remplacer par l'obscène. Jean Baudrillard refuse cette disparition scandaleuse de l'artifice : "il faut refaire l'illusion, retrouver l'illusion, cette puissance à la fois immorale et maléfique d'arracher le même au même qui s'appelle séduction. La séduction contre la terreur : tel est l'enjeu". L'effacement de toute illusion n'a nullement été remplacé par l'inconscient ou le fantasme. Sollicitation, sensibilisation, contact, connexion, communication... Tout vise à la transparence, à l'abandon du secret. Mais cette transparence est faussée par la stratégie ironique adoptée par l'objet.

Dès le début du XX^e siècle la science reconnaît que tout dispositif d'observation au niveau microscopique provoque une telle altération de l'objet que sa connaissance en devient périlleuse. Or, personne n'a jusqu'ici émis l'hypothèse d'une altération active de l'objet au fait d'être questionné ! A cet égard les histoires de réversibilité ne manquent pas telle celle du rat et du psychologue : "le rat raconte comment il a fini par conditionner le

psychologue à lui donner un bout de pain à chaque fois qu'il ouvre sa cage". Ainsi le sujet peut être séduit par son objet et redevenir la proie des apparences. La même observation vaut pour les masses. Elles n'ont pas à être libérées. Leur unique puissance est d'être là "comme objet pur, c'est-à-dire d'opposer leur silence, leur absence de désir à toute velléité politique de les faire parler". Leur souveraineté est passive, "opaque" mais elles parviennent à neutraliser la scène et le discours politique qui n'a pas d'autres possibilités que de rester désespérément vidé de tout enjeu, de tout projet. "Ce n'est plus le pouvoir qui entraîne la masse dans son sillage, c'est la masse qui entraîne le pouvoir dans sa chute". Jean Baudrillard parvient à éviter dans ce difficile passage un désespoir impuissant. La pensée occidentale travaille depuis des siècles à représenter un monde-sujet (sujet individuel et collectif, sujet de la conscience ou sujet de l'inconscient). L'objet a été traditionnellement écarté. Il n'était que la part aliénée du sujet. L'objet était réel et soumis à des lois. Baudrillard dénonce cette fausse alternative : nihilisme ou réalisme. La stratégie fatale est celle où l'on parie sur un objet plus malin, plus cynique que le sujet. L'objet accepte nos lois mais pour y figurer en tant que variable sarcastique. Il n'est "ni le double refoulé du sujet ni son fantasme, ni son miroir : il a sa stratégie propre". Il cache une stratégie fatale, quelque chose comme une autre règle du jeu. "Tout se résume finalement à cela : faisons un seul instant l'hypothèse qu'il y ait un parti pris fatal et énigmatique à l'ordre des choses".

Conclusion provocante mais salubre car elle nous oblige à penser le monde "actuel". Finalement la modernité est affaire trop importante pour être confiée aux seuls sociologues...

Joseph MACÉ-SCARON

(1) *A l'ombre des majorités silencieuses - Médiations Denoël*

(2) *De la séduction - Médiations Denoël*

(3) *Les stratégies fatales - Grasset.*

ECHANGE DE VUES SUR TOCQUEVILLE

Si l'on doutait que Tocqueville soit à l'ordre du jour de la réflexion politique contemporaine, il suffirait de lire l'échange de vues ci-après entre nos amis Maurice Schumann et Jean-Claude Lamberti pour être convaincu du contraire.

MAURICE SCHUMANN :

Cher Henri Bourbon,

J'ai lu avec le plus vif intérêt dans "France-Forum", l'article de Jean-Claude Lamberti "De Benjamin Constant à Alexis de Tocqueville".

La pensée de "l'inventeur du libéralisme" y est interprétée conformément à l'exégèse illustrée par Raymond Aron et son école. J'aurais mauvaise grâce à m'en étonner : en 1935, à l'occasion du centenaire de "La Démocratie en Amérique", j'ai moi-même consacré une page des "Nouvelles Littéraires" à deux portraits parallèles de Tocqueville et de Gobineau (son chef de cabinet au ministère des Affaires Etrangères) qui s'en tenait à la même analyse.

Mais, depuis lors, j'ai dû franchir un pas qui m'amène à contester la dernière phrase de la brillante étude que France Forum a certes eu raison d'accueillir : l'œuvre de Tocqueville "est la véritable fondation de ce libéralisme démocratique qui peut nous aider à penser les sociétés industrielles de notre temps".

Pourquoi ?

Vous trouverez la réponse dans la préface que j'ai donnée à "l'Histoire Politique de la Revue des Deux Mondes" par Gabriel de Broglie (Librairie Académique

Perrin - 1979) :

"Quand le lucide et sensible Alexis de Tocqueville évoque dans ses *Souvenirs* la grande peur des journées de Juin, il me devient intolérable. Il attribue sans frémir l'insurrection aux "désirs cupides" des ouvriers qui prétendent échapper "aux nécessités de leur condition" et aux femmes qui "apportaient au combat des passions de ménagères" dans l'espoir... d'"élever leurs enfants". Mieux : il relate avec une sorte de délectation l'aventure de Jérôme-Adolphe Blanqui, son collègue à la Chambre et son confrère à l'Institut, qui avait surpris deux enfants placés chez lui comme domestiques en train d'émettre l'insupportable prétention de "manger des ailes de poulet" et de "porter de belles robes". "Blanqui, ajoute le mémorialiste au grand cœur, se garda bien d'avoir l'air d'entendre ces marmots : ils lui faisaient grand-peur. Ce ne fut que le lendemain de la victoire qu'il se permit de reconduire ce jeune ambitieux et cette petite glorieuse dans leur taudis". Ce dernier mot est visiblement écrit sans aucune gêne. Tocqueville lui reconnaît, au contraire, la saveur des fruits de "la victoire".

Vous me répondez sans doute que Tocqueville était un homme de son temps. Sans doute ! Mais tous les hommes de son temps n'ont pas fondé une philosophie libérale sur la légitimation du taudis, juste châtimement des enfants pauvres qui rêvent d'échapper aux "nécessités de leur condition". Pour ne citer qu'un exemple, on pouvait lire dans *La Revue des Deux Mondes*, deux ans après les journées de Juin, sous la signature de Michel Chevalier : "Le temps de la bienfaisance est dépassé. La classe ouvrière constitue une force distincte, importante, consciente de ses droits. Le capital est l'auxiliaire du

travail". Et puis, il y avait Buchez, Lacordaire, Lamennais, ceux qui ont enseigné à Marc Sangnier et à ses disciples que, bien souvent, "c'est la loi qui libère et la liberté qui asservit". S'il est une équipe à laquelle il n'est pas nécessaire de rappeler cette histoire, c'est bien assurément celle de "France Forum".

Affectueusement à vous.

Maurice SCHUMANN

P.S. : Comme pour me donner raison, un groupe d'économistes "libéraux" se retrouvent devant la statue de Frédéric Bastiat, panégyriste des cruautés de l'âge industriel et "bête noire" de tous les chrétiens sociaux !

JEAN-CLAUDE LAMBERTI :

L'avantage d'écrire dans "France-Forum" c'est d'avoir des lecteurs tels que le Président Maurice Schumann, qui vous font bénéficier d'observations à la fois aimables et savantes.

Il est vrai que les "*Souvenirs*", écrits en 1850 et 1851 ne sont pas le simple prolongement du libéralisme démocratique exposé dans "*la Démocratie en Amérique*", et que les événements de 1848 ont suscité un accès de conservatisme chez Tocqueville. Auteur en 1835 d'un "*Mémoire sur le paupérisme*", il avait défendu des vues sociales avancées dans sa "*Démocratie*" où, par exemple, il plaida pour un salaire ouvrier minimum fixé par le législateur (volume II, troisième section, chap. 7, dernier alinéa), notion empruntée à Alban de Villeneuve-Bargemont, auteur de l'"*Economie politique chrétienne*", ouvrage dont s'inspirèrent largement Armand de Melun et les premiers catholiques sociaux. En 1847, avec quelques amis politiques du centre-gauche, Tocqueville tenta de fonder un nouveau parti et dans un texte destiné à servir de manifeste et intitulé "*De la classe moyenne et du peuple*" il fixa deux objectifs principaux : 1°) "Etendre peu à peu le cercle des droits politiques, de manière à dépasser les limites de la classe moyenne, afin de rendre la vie publique plus variée, plus féconde et d'intéresser d'une manière régulière et paisible les classes inférieures aux affaires ; 2°) faire du sort matériel et intellectuel de ces classes l'objet principal des soins du législateur" (œuvres complètes, éditions de 1866, tome IX, 518-519).

On mesure, par rapport à ces textes, la régression effectuée en 1848 sous le choc de la révolution ; ce phénomène fut très répandu et Tocqueville n'en fut pas affecté plus que la majorité de ses contemporains. Relisons les textes cités par Monsieur Maurice Schumann. Ils sont accablants pour Jérôme-Adolphe Blanqui, frère ennemi de Louis-Auguste, le chef socialiste, et non pas pour Tocqueville. Quant à la brève citation de celui-ci sur "les désirs cupides" des ouvriers, elle mérite d'être complétée : "C'est ce mélange de désirs cupides et de théories fausses qui rendit cette insurrection (juin 1848) si formidable après l'avoir fait naître". (*Souvenirs*, éditions Gallimard, p. 151). Dans la suite du texte, Tocqueville critique surtout les théories fausses des socialistes qui poussent à la lutte des classes. Et au début de ses *Souvenirs* lorsqu'il analyse les causes de la révolution de Février, il place au premier rang l'égoïsme et l'incompétence politique des classes moyennes, chères à Guizot.

Faut-il comparer Tocqueville aux meilleurs de ses contemporains, Buchez, Lamennais, Lacordaire, comme le suggère M. Maurice Schumann ? Il est moins jacobin, Dieu merci, et plus lucide sur la Révolution Française que ne le fut Buchez. Il est plus politique que Lamennais. Mais j'ai trop peu d'autorité pour convaincre M. Maurice Schumann, et je préfère laisser la parole à Lacordaire lui-même. Le 24 janvier 1861, dans son discours de réception à l'Académie française, où il succéda à Tocqueville, le grand Lacordaire souligna deux originalités de son prédécesseur par rapport à l'opinion libérale de son temps... "Il avait ressenti une douleur de rencontrer la cause libérale si loin du Dieu qui a fait l'homme libre... Par un autre point, l'opinion libérale blessait encore M. de Tocqueville. Il lui semblait qu'elle s'adressait trop à une seule classe d'hommes, à cette classe riche d'esprit, d'industrie et de fortune, qui avait conquis le pouvoir... Il ne voyait pas dans le triomphe éclatant de la bourgeoisie française le dernier mot de l'avenir... Certainement M. de Tocqueville, comme tout vrai chrétien, aimait le peuple".

Je n'ai rien voulu dire d'autre, et tout en remerciant M. Maurice Schumann de ses remarques pertinentes, je demeure persuadé que Tocqueville est le plus grand théoricien, en son siècle, de la démocratie libérale et qu'il occupe une place originale entre les libéraux classiques et les démocrates chrétiens.

Les Nouvelles scènes de la vie future de notre collaborateur Dominique-André Kergal ont été portées à la scène par Dominique Leverd, directeur de "Théâtre et Lumière". Le rôle du professeur Kermadec était tenu par Guy Kerner. La création a eu lieu au Théâtre du Casino d'Enghien le 14 Octobre dernier. Rappelons qu'avant d'être publiées à "L'Atelier Marcel Jullian" en 1979, les Nouvelles scènes de la vie future étaient parues en version abrégée dans le numéro de juillet-août 1977 de "France-Forum". La transposition de l'œuvre à la scène a constitué une réussite tant par la qualité de la mise en scène que par la force convaincante de l'interprétation.

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Une biographie de Madame de Staël, par Ghislain de Diesbach - Les Correspondances : Madame de Staël, George Sand - Luc Estang : Les femmes de M. Legouvé - Didier Decoin : Les trois vies de Babe Ozouf - Françoise Mallet-Joris : Le clin d'œil de l'ange - Marcel Schneider : Mère Merveille - Jean-Marie Rouart : Avant guerre - Guy Lagorce : Le Train du soir - Roger Vrigny : Sentiments distingués.

Germaine Necker a écrit dans son Journal de jeune fille : "Je suis la fille de M. Necker, je m'attacherai à lui, c'est là mon vrai nom. Je tâcherai qu'on me le donne encore même lorsque je l'aurai quitté. Je n'en suis pas indigné". Devenue madame de Staël, elle devait écrire qu'elle n'avait eu que trois passions dans sa vie, Dieu, la liberté et son père. M. Ghislain de Diesbach qui lui a consacré une très complète biographie (1) en mettant à profit les nombreuses correspondances et études publiées à ce jour, notamment sous l'égide de la société des études staéliennes fondée par la comtesse de Pange, ne pouvait mieux faire d'aborder celle qui a incarné la conscience politique de son époque et qui demeure aujourd'hui la patronne spirituelle du libéralisme européen qu'en commençant par écrire un grand ouvrage sur Necker. Il a avoué qu'il nourrissait pour cette "vaste et pompeuse personne" quelque prévention. Napoléon qui s'y connaissait en hommes, n'a-t-il pas dit que Necker était "avec ses flonflons son importance et sa queue de chiffres le plus médiocre des esprits"? Pour le vertueux Monthyon comme pour le polisson Mirabeau, il n'était qu'un "charlatan". Cependant, le Necker de M. Ghislain de Diesbach (2) dont l'ancêtre a été massacré le 10 août 1792 sur les marches des Tuileries en défendant un roi qui ne voulait pas être défendu et qui est monté vers l'échafaud du même pas que, prêtre, il serait monté à l'autel, a constitué une tentative de réhabilitation. Fossoyeur de la monarchie, fourrier de la Révolution, dont il a rendu inévitable les sanglantes conséquences en faisant honte au roi de son autorité, en organisant l'impuissance du souverain et en livrant tout le pouvoir aux États généraux qui n'en demandaient pas tant, Necker n'est apparu dans le livre de M. de Diesbach que comme le syndic de la

faillite de la vertu. La grande prêtresse de son culte, sa propre femme, Suzanne Curchod, publiait qu'il était "chargé de débrouiller le chaos". N'avait-il pas rêvé, au milieu du concert de philosophes et de poètes que madame Necker s'employait à bien nourrir, d'être "l'instituteur du genre humain"? Mais le genre humain constitué en corps politique n'écouta ses leçons qu'avec indifférence; il lui demandait seulement d'assurer, avec ses fins de mois, le confort de ses dévergondages intellectuels. Ce fut le premier des grands malentendus entre la Politique et la Morale.

De Necker à madame de Staël, M. Ghislain de Diesbach n'a fait que poursuivre la même entreprise. En écrivant la vie du père, il se préparait à écrire la vie de la fille. "Si elle avait su se gouverner, elle aurait gouverné le monde", a dit Benjamin Constant de madame de Staël. Ce propos que M. de Diesbach a inscrit au fronton de son ouvrage, éclaire bien le destin de la fille de Necker. Est-ce pour prendre la revanche de l'échec politique de son père qu'elle a voulu, comme le déclare son biographe, "s'élever au rang de puissance souveraine et traiter d'égal à égal avec ministres et monarques en faisant de son château de Coppet devenu l'Elysée intellectuel de toute une génération le quartier général de ceux qui osaient braver Napoléon"? C'est dans l'opposition au pouvoir temporel que madame de Staël, relevant le défi que les faits avaient soutenu victorieusement contre Necker, a établi son pouvoir spirituel. "Il y a en chaque Français, avait-elle écrit au début de la Révolution, une moitié de pape et une moitié d'empereur". Mais elle a été, à elle seule, selon le mot de son ami Sismondi, "toute une assemblée nationale". Telle elle apparaît sous la plume de M. de Diesbach dans ses prérogatives de puissance souveraine, au cœur de cet Etat-Coppet où elle reçoit les

ambassades de l'Europe et d'où sa parole, encore plus que ses écrits, fulmine les excommunications. Un autre de ses amis, Charles de Bonstetten, a pu dire : "Il n'y a que trois puissances indépendantes en Europe : l'Angleterre, la Russie et madame de Staël".

A vrai dire, madame de Staël, plus qu'à l'état de puissance, avait vocation à une fonction de magistrature. Elle avait toujours été à la recherche d'une direction de conscience politique et elle aurait voulu jouer auprès du chef d'état disponible le rôle d'un confesseur laïque. Elle affirmait cette vocation, dès 1795, lorsqu'elle écrivait à Alexandre de Lameth : "Il faut se rallier à la République, mais pour la diriger". Entre deux fanatismes, entre deux extrémismes, l'*aristocrate* et le *jacobin*, elle travaillait dans une position centriste à l'affermissement d'une troisième force. "Il faut grossir le centre", déclarait-elle à Barnave. "Le meilleur remède contre les maux de la monarchie, c'est la République, dira Joubert, et le meilleur remède contre les maux de la république, c'est la monarchie". C'est ce remède, c'est cette impossible panacée que madame de Staël qui veut exclure de la République les républicains et ne mettre au service de celle-ci qu'un personnel monarchiste, ne cesse de proposer. Bonaparte en qui elle avait placé ses espérances et qu'elle avait vainement essayé de rattraper pour lui faire la leçon sur la route de Paris à Coppet au printemps de 1800, lorsqu'il rejoignait l'armée d'Italie, ne s'était pas trompé sur celle qui, ne pouvant être sa directrice de conscience, ne pouvait plus être que son adversaire. Madame de Staël, dans sa préface à *Delphine*, s'adresse à la "France éclairée et silencieuse". L'Empereur des Français pouvait s'accommoder de puissances rivales lui disputant l'empire du monde, mais il ne pouvait pactiser avec celles qui régentaient le domaine spirituel où il voulait régner : le Pape et madame de Staël. Il a emprisonné l'un et exilé l'autre. "L'air de France ne vous convient pas" notifia Savary à Germaine Necker le 3 octobre 1810. L'un des mérites qui sont nombreux de la biographie staëlienne de M. Ghislain de Diesbach est de projeter une lumière originale sur l'éternel et fondamental désaccord entre le Sacerdoce et l'Empire à l'occasion des démêlés de Napoléon et de madame de Staël.

*
* *

D'abord subjuguée par le général corse - "ton héros", lui écrivait son père - Madame de Staël fut bien obligée de comprendre qu'elle n'avait rien à espérer de celui qui la maintenait à quarante lieues de Paris et qui, dès qu'elle franchissait ce cordon sanitaire, la faisait reconduire par sa gendarmerie sur les limites qui lui étaient assignées. Louis XVI avait eu, selon Montmorin, "la bonté de ne voir en madame de Staël qu'une folle". Bonaparte, outre qu'il la traitait publiquement de putain, la considérait comme une dangereuse agitatrice. Paris et la rue du Bac étaient nécessaires au bonheur de madame de Staël. En l'empêchant d'être heureuse et en la reléguant à Coppet, Bonaparte n'a fait que fortifier de ses propres mains un avant-poste de l'Europe au centre de son Empire, alimenter en rancœurs la conscience universelle et préparer

lui-même la revanche du pouvoir spirituel. Il reprochait à madame de Staël d'être "anglaise". C'est vers l'Allemagne, en définitive, qu'il la tourna et c'est d'Allemagne qu'elle ramena tout un arsenal de propagande dans lequel, de 1815 à 1870 et même jusqu'en 1914, le parti libéral en France n'a cessé de se fournir en munitions.

Le dernier volume de la *Correspondance* de madame de Staël dont nous devons la réunion à Mme Béatrice Jasinski et dont la librairie Hachette vient de reprendre heureusement la publication interrompue par M. Jean-Jacques Pauvert, faute de moyens, a trait aux années 1803 et 1804 (3). Ce sont les années où madame de Staël définitivement éloignée de Paris par Bonaparte après une tentative de retour, "ah, pauvre France, que vous seriez charmante, écrivait-elle, si vous n'étiez aussi abominable", ce sont les années où elle accomplit son fameux voyage outre-Rhin et où elle en rapportera, sous le titre *De l'Allemagne*, un *Génie du Germanisme* aussi important par l'influence qu'il a exercée sur tout le XIX^e siècle que le *Génie du Christianisme* de Chateaubriand. Curieusement, madame de Staël s'était un jour posé la question de savoir si le voyage en Allemagne était "utile". "Je crois déjà savoir tout ce qu'on a dit". Introduite à la philosophie de Kant, source de notre idéologie républicaine, par l'émigré Villers avec qui elle passa deux journées bien remplies à Metz, initiée à Berlin en dix minutes par Fichte à son système, elle entreprit avec Schiller une conversation à travers "un nuage de mots" et elle réussit à acculer Goethe à une rencontre qu'il avait essayé d'éluder par tous les moyens. L'ayant vu, elle nota dans ses carnets qu'il valait mieux lui écrire. Mais Goethe ayant *entendu* madame de Staël, resta accablé de son discours. Metternich lui fut présenté : "Son esprit m'a fait mal. Ses gestes m'ont fait peur. La femme -homme me tue. Son salon, loin d'être agréable, ressemblait à un forum et son fauteuil à une tribune". Ainsi la jugea-t-il. Madame de Staël a comparé l'Allemagne à un "concert enfumé"; chacun pensait et fumait solitairement. Mais "les hommes du monde ne savaient pas penser et les savants ne savaient pas causer". Comment madame de Staël aurait-elle pu être heureuse en Allemagne? Cependant, elle retint de son voyage que les Allemands ne croyaient à la réalité que dans la mesure où elle était *pensée*, que rien n'existait pour eux que ce qui est "mental" et que le monde n'est que pure *idée*. Jacobi lui demanda d'impatroniser l'Allemagne en France. Ce qu'elle fit passer en contrebande par le poste de douane de Coppet, sous l'étiquette fallacieuse de la "bonne Allemagne", ce fut une jolie cargaison de chimères. Les Français en acquitteront ultérieurement les droits qui furent lourds...

*
* *

George Sand écrit à Arthur Baignères le 14 mars 1863 : "J'ai un peu coulé comme un ruisseau qui ne sait trop où il va et qui a suivi sa pente sans la choisir". Nous avons suivi depuis sa source ce ruisseau devenu fleuve à travers la *Correspondance* dont le dix-septième volume vient de paraître (4). George Sand a maintenant soixante ans. A trente-six ans déjà, elle se disait une *mère respectable*.

Elle s'est accommodée doucement dans son Nohant de la vieillesse. Les fidèles lecteurs de sa correspondance (dont nous sommes) ont traversé en sa compagnie les saisons tourmentées du Romantisme, de l'Amour et de la Révolution. "Une belle partie à jouer", écrivait-elle à son fils Maurice en 1848, du bureau même du ministre de l'Intérieur où, nouvelle madame Roland, elle s'était installée. Nous n'attendons plus des lettres que M. Georges Lubin continue patiemment de recenser, de publier et d'annoter, de grandes émotions. Nous vieillissons avec George Sand. "C'est un beau côté de la vieillesse, a-t-elle écrit, que de vieillir ensemble". On échange des souvenirs par un simple clin d'œil complice sans avoir à beaucoup parler. La lecture de cette correspondance est devenue bien reposante.

Il y a peu encore, George Sand applaudissait bruyamment aux équipées de Garibaldi. Elle ne croit plus qu'en une République idéale dont l'avènement n'est pas pour demain : "la grande utopie", ainsi la nomme-t-elle. Victor Hugo l'incarne sur son rocher dans une pose avantageuse. George Sand ne considère plus la Politique que comme une "science empirique". Encore un peu, elle inventerait *l'empirisme organisateur*. Elle a plus de confiance désormais dans les rebouteux que dans les théoriciens. L'Empire dans lequel elle a un pied grâce au prince Napoléon, lui paraît, somme toute, un emplâtre acceptable. Elle entretient une correspondance sérieuse et un peu pédante avec le banquier Edouard Rodrigues. "Dieu bénisse les bons riches", écrit-elle. Edouard Rodrigues lui alloue de copieuses subventions pour ses pauvres. George Sand est devenue une dame d'œuvres, mais toujours résolument laïque. Si elle veut bien de Dieu, c'est sans l'Enfer, sans la confession et sans les prêtres. Elle écrit un roman, *Mademoiselle La Quintinie* en réponse à la *Sybille* d'Octave Feuillet. Buloz lui adresse un billet louangeur : "Je vous sais gré d'écrire un roman contre le catholicisme". Ce roman l'occupe énormément. Entre deux chapitres, elle écrit et fait jouer ses pièces sur la petite scène de Nohant en invitant les notables du pays et quelques littérateurs parisiens dont Alexandre Dumas fils. Elle reconnaît qu'elle manque d'idées pour le théâtre, mais il la fait vivre et lui assure ses fins de mois toujours difficiles. Quand il lui reste un peu de temps, elle adresse à sa bru, Lina Calamata, de délicieuses lettres pleines de bouffées de jeunesse et de conseils maternels. Elle collectionne avec le fidèle Manceau qui meurt doucement d'une tuberculose qualifiée par les médecins de cathare, les pierres rares de la vallée de la Creuse, comme, il y a peu, passionnée pour l'entomologie, elle collectionnait l'orthoptère, la smérinthe et la phlogophorameticulosa. Elle commence sa grande correspondance avec Flaubert qui a placé son portrait dans son bureau. C'est peut-être le même que le petit Georges Lubin contemplait jadis dans la salle à manger de ses parents et qui a éveillé sa passion pour George Sand.

*
* *

M. Luc Estang, des *Stigmates*, son premier roman, à //

était un petit homme, a longtemps cherché entre le Salut et le Bonheur, titre d'un autre de ses romans, la voie dans laquelle il trouverait le remède à ses angoisses. Son écriture tâillonne et tourmentée indique assez la difficulté de cette recherche. Il est apparu dès *l'Apostat*, non pas peut-être qu'il renonçait au Salut, mais que les conditions lui en semblant trop contraignantes, il se mettait momentanément en congé de Dieu. *Il était un p'tit homme* fut, aussi bien, dans l'œuvre de M. Luc Estang, le signal d'une libération. On assista, sous le couvert d'une aventure politique et sentimentale d'extrême-droite dans le bocage vendéen pendant la Révolution et les premières années du XIX^e siècle, à un joyeux dévouement d'instincts. Qui eût pensé que l'auteur des *Stigmates* ayant jeté sa gourme s'enrôlerait un jour dans le fringant parti des hussards de M. Jacques Laurent ?

Le dernier roman de M. Luc Estang, *Les femmes de M. Legouvé* (5) paraît n'exprimer au premier abord que la désinvolture stendhalienne, dont se réclamaient, il y a trente ans, M. Laurent et ses copains, mais au lieu de s'apparenter comme *Il était un p'tit homme* à une *Chartrreuse de Parme* où la quête du bonheur passerait par les écoles buissonnières de la contre-Révolution, il s'inspirerait plutôt, non pas tant de *Henri Brulard*, comme le voudrait M. Luc Estang, que de *Lucien Leuwen*. Ce roman est une chronique des années 30-40 de notre siècle ; on y voit un jeune homme de bonne famille, élève des Sciences Po. et amateur de littérature giralducienne, s'initier à l'amour avec une amie de sa mère et entrer dans la carrière diplomatique sous le patronage de son beau-père, participer aux manifestations mondaines du Tout-Paris, enfin délaissant sa maternelle initiatrice, Laure de Faulmes (un nom digne d'un roman de Marcel Prévost ou d'Abel Hermant) épouser à Saint-Philippe du Roule aux accents de la *Marche nuptiale* de Mendelssohn une timide jeune fille. M. Luc Estang nous promène à travers l'avant-guerre, de l'avenue Henri-Martin au Cap Ferrat, dans un paysage social où les remous du Front populaire ne sont ressentis que comme une agitation un peu folklorique et où l'Internationale se mêle aux flonflons des bals-musette, mais il nous entraîne aussi à Munich où Paulin Legouvé est vice consul de France et où il nous fait pénétrer assez étrangement à la faveur d'une intrigue diplomatique-galante dans un camp de concentration. Or, c'est cette descente inopinée dans les profondeurs de la dangereuse Allemagne qui donnera au roman apparemment léger de M. Luc Estang son véritable caractère.

La guerre de Troie ayant eu lieu, Paulin Legouvé pratique à Vichy dans un charmant sarniente politique les doubles jeux de l'attentisme jusqu'au jour où il entre dans la Résistance. C'est en cette circonstance, à la lumière d'un poème oublié du début du XIX^e siècle, *le Mérite des femmes* dont l'auteur s'appelle du nom bien réel de Gabriel Legouvé que le propos de M. Luc Estang va un peu tardivement s'éclaircir. Laure de Faulmes qui a tenté d'arracher l'infidèle Paulin au train de déportation en gare de Compiègne aura au moins la joie de partager le sort de celui qu'elle n'a pas cessé d'aimer. Le roman de M. Luc Estang a trouvé toute sa signification

dans cet épilogue où la conduite héroïque de Laure de Faulmes s'inspire, à travers le poème de Gabriel Legouvé, de celle d'une de ses devancières pendant la Terreur. En marge de ce texte et de l'excellent commentaire critique que nous vaut son exhumation, M. Luc Estang a écrit, à la louange du *sexe*, un roman qui a pu apparaître comme une *éducation sentimentale* teintée d'érotisme dans le Paris léger de l'avant-guerre, mais qui s'est révélé en définitive, dans l'éclat brutal de ses dernières pages, extraordinairement violent et cruel. La référence à *Lucien Leuwen* doit s'effacer devant celle qui s'impose des *Chroniques italiennes*.

*
* *

M. Didier Decoin a placé son dernier roman, *Les trois vies de Babe Ozouf* (6) sous le signe du feu. Babe Ozouf est apparemment une tranquille propriétaire normande, mais elle court la nuit sur la lande autour du cap de la Hague comme une des *dames blanches* qui hantent les romans de Barbey d'Aurevilly et elle allume sur le terrible promontoire au dessus de l'océan des bûchers fatidiques. Les navires perdus dans la tempête viennent se fracasser sur les rochers. Babe Ozouf n'agit que par un amour incompréhensible de la chaleur et de la lumière. Elle est arrêtée et elle montera à l'échafaud au terme d'un long cheminement épico-lyrique du lieu de son forfait jusqu'au palais de justice de Saint-Lô. "La nuit sur la Hague, écrit M. Didier Decoin, libère de singuliers démons". Ce sont ces démons qui, mi-compatissants, mi-ricaneurs, escortent Babe Ozouf enchaînée aux chevaux des gendarmes et ce sont ces démons avec lesquels elle s'entretient familièrement sur les chemins de son supplice en remontant le cours de sa vie, jalonné par de bien étranges stations érotiques.

Le roman de M. Didier Decoin ne se termine pas avec la mort de Babe Ozouf. Celle-ci revit dans la fille que l'un des gendarmes lui a faite charitablement entre la Hague et Saint-Lô pour retarder son exécution et qu'une même flamme intérieure illumine, brûle et consumera au cours d'un bref destin, puis une nouvelle fois dans une petite-fille revenue des Amériques cinquante ans après, durant la guerre des années 39-45, chargée de mission par la Résistance pour, au même endroit, allumer le même feu et provoquer, cette fois très consciemment, le naufrage d'un croiseur allemand. Les motivations diffèrent, mais, à la faveur de l'accomplissement du même rite héréditaire, ce n'est que le passé qui renaît de ses cendres dans un présent qui le ranime et le répète.

Les trois vies de Babe Ozouf est un roman habité par une passion, celle de l'auteur pour la contrée tragique qui l'a inspirée et qui s'impose à nous avec une force multipliée par les ricochets du destin.

*
* *

Le lecteur ne se laissera pas abuser par l'avant-propos en forme de mode d'emploi du *Clin d'œil de l'ange* (7). Mme Françoise Mallet-Jorris y annonce que les sept nouvelles recueillies sous ce titre narrent à travers des

visages, des situations et des objets différents une même histoire romanesque "indépendante de ceux qui la vivent". Qu'est-ce-que cette histoire *en l'air*, sans attache avec des personnes? Qu'est-ce-que cette structure d'accueil où se trouvent logés n'importe quels hôtes de passage? Il y a entre les récits de Mme Mallet Jorris une identité de thèmes, mais rien de plus. C'est assez, sans recourir à de laborieux artifices de présentation, pour donner à l'ensemble un semblant d'unité.

Nouvelles de contrebande sous un pavillon de complaisance pour satisfaire aux exigences commerciales de l'éditeur, ces textes présentés artificieusement nous introduisent dans un monde d'apparences et de truquages, où la réalité ne se révèle qu'à la faveur de jeux de glaces, à l'état de reflet. L'auteur des *Mensonges* et des *Personnages* y évolue avec aisance. Elle nous entraîne d'une attraction foraine à Anvers dont l'héroïne est une fausse sirène à une ville grecque postiche sur la Côte d'Azur, d'un théâtre vénitien où l'on joue l'opéra à des Villes-musées des Etats-Unis. Les personnages de ces nouvelles sont des peintres, des romanciers, des décorateurs, de prétendues femmes du monde, des homosexuels; ils appartiennent au milieu frelaté auquel les magazines spécialisés prêtent des aventures imaginaires et dont Mme Mallet-Jorris rencontre les échantillons dans le VI^e arrondissement où elle habite. Ils sont placés dans des décors en trompe l'œil stéréotypés et interchangeables. Mme Mallet Jorris a-t-elle réussi à *faire du vrai avec du faux*? Elle a mis en scène une comédie sociale et humaine sous le signe de l'imposture.

Cependant, il y a dans certaines de ces nouvelles une nostalgie du vrai, du réel et du solide. Le petit garçon que son grand-père, un homme authentique celui-là, promène dans l'univers en carton-pâte de la ville-musée de Nantucket pose des questions embarrassantes; il est à la recherche de souvenirs et il a besoin d'attaches. La sirène de la foire d'Anvers est en dehors de son aquarium une jeune fille infirme dont le portraitiste attiré des figures bourgeoises de la ville peut tomber amoureux. Mme Françoise Mallet-Jorris dans un décor de foire évoque avec bonheur la réalité même de la grande ville commerçante où elle a grandi. Ces deux nouvelles, *Anvers* et *Nantucket*, quand on en frappe, sous l'écorce colorée, le noyau, rendent un son vrai.

*
* *

M. Marcel Schneider raconte dans *Mère Merveille* (8) une vie rêvée dans une sorte de pré-éternité où le héros du récit flotte, libéré de toutes les attaches terrestres comme dans une nacelle de montgolfière entre le ciel et la terre. "Des lambeaux de phrases et de chansons traversent l'espace... Cela constitue une longue chaîne d'où se détachent, tantôt un mot, tantôt un air; c'est la trame de ma vie qui se déroule devant moi mais comme je n'en saisis pas toujours le sens, je n'y vois qu'un spectacle incohérent, parfois tragique parfois bouffon qui me fait rire et qui me fait pleurer". Cette histoire tracée en lettres d'or sur l'azur ténébreux d'une stratosphère irréelle est *vraie*: la mémoire du narrateur est habitée par les fantômes

d'une existence évanouie; les personnages de son enfance sont devenus à la faveur du songe une armée, un prince persan, un chasseur barbare, mais, sous ses travestissements, ils retrouvent leur réalité et on les reconnaît. M. Marcel Schneider décrit le Paris de l'occupation avec ses banderoles rouges, blanches et noires frappées de la croix gammée, le Marais et ses rues désertes et ses agents secrets chargés de messages, des boutiques bruissantes de conciliabules; il évoque à l'arrière plan de cet étrange pays, une Allemagne énigmatique avec ses forêts, ses balcons fleuris, toutes les tentations du romantisme. Le monde de *Mère Merveille* est séduisant et dangereux, les loups y font entendre leurs hurlements et les oiseaux de paradis y étalent leurs couleurs. On est *ensorcelé*. M. Marcel Schneider use en magicien de tous les sortilèges et de tous les charmes qu'il n'a cessé de prodiguer depuis *le Chasseur vert* et les admirables *Colonnes du temple* dans une œuvre troublante mais où les ténèbres sont converties en lumière et où une logique différente de la logique commune tire de la confusion originelle tous les éléments nécessaires à la transfiguration du monde brut en un ordre supérieur. Opération miraculeuse parfaitement réussie !

*
* *

On a remarqué les débuts de M. Jean-Marie Rouart dans la littérature avec *La Fuite en Pologne et les Feux du pouvoir*. *Les Feux du pouvoir* traçait l'itinéraire d'un nouveau Julien Sorel à travers la politique, d'une maison de rééducation jusqu'aux abords des conseils du gouvernement, mais le héros de ce roman auquel on prêtait une ambition de jeune loup était touché par l'état de grâce de Mai 68 et un roman dur et féroce s'achevait sur une interrogation inquiète : la vie a-t-elle un sens ? Roman de formation et d'apprentissage, *Les Feux du pouvoir* exprimait l'intérêt de M. Jean-Marie Rouart pour la politique. Dans *Avant-guerre* (9), le même intérêt se manifeste. Mais ce n'est plus à une destinée individuelle que M. Jean-Marie Rouart prête attention, c'est à la destinée d'une génération, qui n'est pas la sienne, mais celle qui l'a précédé, la génération, pour parler comme Thibaudet, des vingt-ans en 1930. Il ne se livrera donc pas à une confession, mais du point de vue objectif où il se place et qui lui permet de découvrir le panorama intellectuel et moral de l'avant-guerre, à une description critique. Ce roman est, comme *l'Education sentimentale* ou *les Déracinés*, un roman de groupe, mais alors que la politique dans *l'Education sentimentale* ne constitue que la toile de fond sur laquelle le sujet dessine ses broderies, elle est, dans *Avant-guerre* comme dans *les Déracinés*, la trame même du roman. Cinq jeunes gens sont réunis à la fin de l'été 1933 sur la terrasse d'une villa du pays basque pour une fête qui sera peut-être la dernière d'une saison encore heureuse. Des nuages s'accablent à l'horizon et déjà l'orage gronde de l'autre côté du rivage où la jeunesse danse l'éternel ballet de son entrée en scène. Mais ces jeunes gens n'ont pas peur de la foudre. M. Jean-Marie Rouart écrit : "Jeunes, beaux, riches, ils se profilaient avec un air vainqueur dans le soleil couchant qui

jetait sur eux une lueur tourmentée". Cette phrase donne d'emblée le ton du livre, à la fois allègre et grave, tendre et amer. Elle inscrit la carrière du groupe juvénile entre la saison des espérances et celle des désillusions, dans l'unité d'action et de temps, mais aussi d'intentions qui est la marque de toute grande œuvre classique.

La parenté de M. Jean-Marie Rouart avec Drieu la Rochelle est évidente. Dans l'avant-guerre où il jette ses cinq jeunes gens au milieu de l'apparent désordre des ambitions et des sentiments, c'est la bourgeoisie qui *réve* encore dans le même décor de décadence confortable, mais sur des thèmes où l'amour que l'adultère à la fois exalte, corrompt et détruit, est insuffisant à alimenter les passions de la jeunesse. "L'amour, dit l'un des personnages d'*Avant-guerre*, n'a jamais donné à quiconque ni destin, ni gloire. Si je veux être autre chose qu'un dilettante, je dois aller jusqu'au bout. Surtout, je dois choisir". Or, le choix, pour cette génération, est d'abord politique et c'est la guerre qui transformera ceux qui peut-être n'auraient été, dans le vain tumulte des esprits autour des années 35, que des amateurs de révolution, non pas seulement en héros, mais en hommes d'étude et de gouvernement. M. Rouart projette d'éclatants rayons de lumière où ce ne sont pas les ligues et les comités qui retiennent son attention, mais, sous les remous de surface de l'actualité, les organisations occultes, comme le fameux cercle "X-Crise", dans lesquelles la technocratie prenait conscience de sa puissance et préparait l'avènement des *compétences*, en se dotant d'une philosophie comme moyen d'action. La parenté de M. Jean-Marie Rouart avec Drieu la Rochelle se double d'une parenté toute aussi évidente avec M. Raymond Abellio, mais le goût du pouvoir ne se dilue pas chez lui dans un ésotérisme activiste et l'un des personnages de son roman en qui l'on reconnaîtra Pierre Pucheu se mesure sans concessions aux charmes alambiqués de la rêverie, à une réalité politique.

La génération des vingt-ans en 1930 aura jeté tous ses feux dans le brusque et violent embrasement de la guerre. Les visages s'y éclairent, les âmes s'y exaltent, mais les destins s'y sont consumés. *Avant-guerre*, roman d'une génération où la frontière ne s'établit, en définitive, qu'entre les *purs* et les *musfles* (Flaubert annonçait déjà l'avènement du *règne des musfles*) emprunte son ardeur aux puissants élans de l'adolescence; il brille intensément au-dessus de la grisaille littéraire actuelle, mais c'est pour mieux décrire la mélancolique retombée des cendres d'un brasier sur l'espace sans relief jonché de tant de désillusions. Ainsi les après-guerres succèdent éternellement aux avant-guerres, les promesses ne sont jamais tenues; hormis, comme ici, celle du talent qui est là pour témoigner que la vie doit toujours être disputée à la mort et que le souvenir d'un moment heureux, celui de la dernière fête de l'été 1933 d'où s'élève un parfum envoûtant de genêt d'Espagne, est plus vrai que le bonheur. *Avant-guerre* est, si les mots ont au moins gardé un sens dans l'inflation actuelle de tous les moyens d'expression un beau et grand roman que l'on ne devra pas cesser de relire.

*
**

De nombreux livres sont, en ce début de saison, à signaler. Un très rapide tri me permet de mettre de côté - pour y revenir (je l'espère) - quelques romans intéressants : *Ma chère République* où Mme Elvire de Brissac place sa voix mi-pincée, mi-gouailleuse, entre Philippe Jullian et Alphonse Boudard (Grasset), *Maria Vandamme* de M. Jacques Duquesne (Grasset), *Le premier pas d'amante* de Mme Laurence Cossé (Gallimard), *Blanc cassé* de M. Gilles Rosset (Gallimard) ; des livres d'histoire (Librairie académique Perrin) : *Hébert* en qui Mme Marina Grey démasque un agent royaliste, *Louise de Polastron, le grand amour du comte d'Artois*, par Mme Monique de Huertas, avec une brillante préface de M. Jean-François Chiappe, *le Monsieur Thiers* du Duc de Castries ; du côté de chez Grasset, dans la collection des petits crédo personnels : *Ce que je crois* de M. Pierre Debray-Ritzen, philosophie, poésie, pamphlet mêlés, une Bible de poche. Enfin, je ne veux pas oublier le *Stendhal* de M. Armand Hoog qui a marqué, la saison dernière, le centenaire de Henri Beyle et dont le second tome attendu me donnera l'occasion de lui consacrer l'article qu'il mérite (Garnier-Jean-Jacques Pauvert).

Mais d'ores et déjà, je ferai un juste sort à deux romans (ou récits) qui ne sauraient attendre plus longtemps : *Le Train du soir* de M. Guy Lagorce (10) et *Sentiments distingués* de M. Roger Vrigny (11).

Les sombres années de la guerre et de l'occupation obscurcissent en cette saison l'horizon littéraire. Est-ce parce que le temps est venu pour la génération des Dix ans en 1940 de faire le bilan d'une vie, de rassembler des souvenirs, Mauriac aurait dit : les bagages pour la dernière étape. *Le Train du soir* projette ses voyageurs traqués dans une fuite en avant qui, écrit M. Lagorce "donne à la vie un aspect d'inachevé toujours bon à prendre, la quarantaine passée". Mais à travers les continents et les révolutions où les personnages de ce roman, reporters, grands sportifs, poursuivent furieusement la quête d'un secret qui leur échappera longtemps, il nous ramène vers le pays de l'enfance qui est celui des jeux, des amitiés et des vacances. Les vacances des Dix ans en 1940 sont des vacances inoubliables. "Il n'y avait presque plus d'hommes au village, dit M. Lagorce ; ils étaient prisonniers en Allemagne. Il restait les vieux, les enfants et les femmes. Les pères n'étaient pas là pour nous engueuler et les mères avaient trop à faire pour nous surveiller tout le temps. On était libres. Ça, oui !" C'est dans cette tragique liberté, au centre d'un marais-refuge symbolique, mais fabuleusement réel, habité par tout un peuple d'aigle-renards, de pigeon-paons et d'enfants aux écoutes des génies de la nature, que M. Guy Lagorce nous installe. Les étrangers, les ennemis cernent le refuge, l'île mystérieuse d'où s'élève un chant de bonheur et où, au tréfond d'une grotte, deux petits garçons cachent une petite fille juive. *Le Train du soir*, c'est l'histoire de cette complicité nouée dans une saison où la liberté s'achetait à prix d'or

et de sang, entre trois êtres préservés, puis rachetés par l'enfance de toute les souillures, c'est cette nostalgie et cette redécouverte de la pureté au terme d'un long et fatal voyage nocturne où brillent les mirages de tout départ pour la vie. Il y a dans *Le Train du soir* comme un écho du *Grand Meaulnes*. Nous y entendons les rumeurs du plus lointain et du plus profond de ce qui nous est cher.

*
**

"Chaque fois que je vais dîner chez Berthe, je prends de préférence à un autre le chemin qui longe la Seine entre le pont de Puteaux et celui de Courbevoie. Un roman pourrait commencer de cette façon là ?". C'est par cette phrase, en tout cas, que M. Roger Vrigny entreprend de raconter ses souvenirs et c'est cette phrase qui, comme telle autre chez Proust, constitue le déclat qui met en marche l'appareil de projection de la mémoire, le petit cinématographe intime dont nous disposons chacun pour reconstituer, avec des bouts de film, la continuité d'une vie. M. Roger Vrigny évoque sur le chemin de Bois-Colombes où il va rendre visite à une vieille amie, la même route il y a quarante ans ; "L'écran s'allume, écrit-il, et le film se déroule". Il se déroule comme par bonds, à la manière des films d'autrefois, de grandes taches de lumière grise éclatent sur la toile blanche bordée de noir, des déchirures la zèbrent, les personnages sautillent ; les paysages basculent, on plonge soudain dans un trou d'ombre. Les images se superposent, deux bobines embrouillent leurs rubans, le film des actualités internationales se mélange avec un film sur la vie d'une petite entreprise française, et c'est Hitler qui fait irruption rue de la Grange aux Belles dans les établissements Vrigny et fils aîné au moment où M. Vrigny père annonce qu'il dépose son bilan. On est en 1933. C'est l'année cruciale, le carrefour autour duquel s'ordonnent les routes dont beaucoup seront des impasses. M. Roger Vrigny nous entraîne comme à la sauvette dans un paysage mouvementé par des chemins de traverse où nous faisons des rencontres inattendues. De la route de Bois-Colombes où il roule à travers les blés dans une traction-avant Citroën à la générale du *Diabla* et le bon Dieu où il provoque une émeute en sifflant Sartre, M. Roger Vrigny remonte et descend le temps en ne cessant pas de faire des aller-retours entre les moments de sa vie, mais en établissant entre eux des passerelles où l'enfant, le jeune homme, l'écrivain consacré véhiculent la même sensibilité, la même provision d'émotions, en nous posant toujours la même question, celle qu'il a placée en tête de son Journal : *Pourquoi cette joie ?* et en nous invitant à y répondre par la même joie.

Philippe SÉNART

- (1) (2) Librairie académique Perrin
- (3) Hachette
- (4) Garnier
- (5) (6) Le seuil
- (7) Gallimard
- (8) (9) (10) (11) Grasset

LE CHATEAU DES TUILERIES ET SA MÉMOIRE

par Yvan CHRIST

1883-1983. Anniversaire sinistre. C'est celui de la destruction, par la troisième République, des solides ruines du château des Tuileries, incendié en 1871 par la Commune. On pouvait, on devait restaurer le "Château" par excellence où, surtout depuis 1789, s'était jouée toute l'histoire nationale. Le nouveau régime a tenu à exorciser les menaçants fantômes de l'ancien. Ceux de la Révolution ont paradoxalement subi le même sort. La République naissante a, ce faisant, accompli l'un de ses actes de vandalisme les plus détestables...

A la vérité, les Parisiens et les Français de la fin du XX^e siècle ont effacé ce château de leur mémoire comme il le fut, à la fin du XIX^e siècle, du sol de Paris. Combien en est-il qui, entre les pavillons de Flore et de Marsan, en imaginent, en redressent la silhouette auguste ? Le nom même les Tuileries ne s'identifie plus pour eux qu'à un jardin. De la demeure commencée par Philibert De l'Orme pour Catherine de Médicis, complétée par Jean Bullant sous Charle IX et par Jacques II Androuet Du Cerceau sous Henri IV, remaniée par Louis Le Vau sous Louis XIV, réaménagée par Percier et Fontaine sous Napoléon I^{er} et sous Louis-Philippe, retouchée par Hector Lefuel sous Napoléon III, ne restent plus que quelques-unes des pierres éparses qui furent vendues aux enchères publiques, il y a cent ans. Le 30 septembre 1883, la place était nette et tout était consommé.

*
**

Place nette... Le regard, depuis un siècle, s'est habitué à la grandiose perspective de verdure qui, d'un seul trait, s'étend du Carrousel à l'Etoile : c'est un des plus beaux spectacles du monde. Mais ce spectacle-là, pour en bien comprendre le sens, dans le triple domaine de l'art, de l'histoire et de l'urbanisme, c'est à partir du château qu'il aurait fallu le considérer. Cette marche de Paris vers l'Occident, n'est-ce pas le château des Tuileries qui en fut la genèse ? Sans lui, rien n'eût été fait puisque c'est de lui que tout est né et n'a eu de cesse de prospérer. Et ce qu'aujourd'hui, on médite de construire, à la "tête de la Défense", n'est autre que l'ultime conséquence de la création, sous la Renaissance, d'une résidence royale. L'extension de Paris vers l'Ouest, c'est le fruit toujours vivace des Tuileries - sacrifiées à la plus basse des ran-

cunes politiques et politiciennes...

Est-il besoin de le démontrer ? A ce château qui, lors de sa création, était indépendant du palais du Louvre, il fallait un jardin. Il en fut un dès le XVI^e siècle, que redessina superbement André Le Nôtre durant le siècle de Louis XIV : c'est celui que nous connaissons toujours. Sous le même règne, l'ordonnateur des jardins de Versailles fut chargé de tracer, dans l'axe du jardin parisien, un certain Grand-Cours que l'on nomme les Champs-Élysées, poursuivi durant le XVIII^e siècle, jusqu'à la butte de l'Etoile puis au pont de Neuilly. Dans son dessein originel, le Grand-Cours était un acte gratuit, le fait du prince, la démultiplication jusqu'à l'infini, si l'on peut dire, du jardin d'un château royal. La perspective des Tuileries était ainsi prolongée jusqu'à l'occident de la ville : c'était une allée verte comparable au Tapis vert de Versailles. Les Parisiens du vingtième siècle finissant doivent à Louis XIV leur principal terrain de manœuvres.

La création de notre Concorde, expressément voulue, en ces lieux, par Louis XV, et conçue par Gabriel, s'inscrit dans la même continuité. La place Louis XV n'est, en somme, que l'élément constitutif d'un jardin urbain, une clairière entre deux coulées de verdure - le parvis d'un château dont le dôme, modelé par Le Vau, marquait, à l'est, le point fort. Le château disparu, l'incomparable opération d'urbanisme qu'achève, tant bien que mal, le XX^e siècle, devient quelque chose comme une énigme...

*
**

Les irréfutables photographies qui, entre 1871 et 1883, furent prises de ses ruines prouvent à l'évidence que l'édifice, presque entièrement ravagé à l'intérieur, était curable. L'architecte Lefuel - avec Visconti, il avait réussi à accomplir, sous Napoléon III, le "grand dessein" séculaire de réunion des Tuileries au Louvre - envisagea la restauration du château incendié, dont la structure et le décor extérieur étaient quasi intacts. Son projet de restauration, qui ne conservait que la partie centrale, était assez médiocre. Il valait pourtant mieux que l'anéantissement intégral, en faveur duquel milita hargneusement le député Clemenceau, qui fut écouté par la majorité de la Chambre.

Un siècle après ce forfait, je ne suis pas de ceux qui rêvent à une tardive et folle reconstitution des Tuileries - fût-ce à partir de ses *membra disjecta*, dispersés à travers Paris et le reste de la France, voire hors de nos frontières. Viollet-le-Duc n'a jamais été, ne sera jamais mon dieu... L'association des "Amis du château des Tuileries", que j'ai cru devoir fonder, à l'initiative d'Emmanuel Jacquin, ne nourrit pas de telles ambitions (1). L'utopie n'est pas son fait. Réaliste, elle se contente seulement de souhaiter que la mémoire revienne quelque peu aux Parisiens lorsqu'ils longent la ligne idéale du château sacrifié. Dans cette vue, elle demande qu'une plaque ou, mieux encore, une stèle commémorative soit disposée à l'emplacement du pavillon central et qu'un tracé de verdure désigne à l'attention des promeneurs les contours du château, entre les pavillons de Marsan et de Flore. Voilà qui semble d'ores et déjà admis, du moins dans le principe, par ceux qui sont présentement chargés de la mission dite du "Grand Louvre".

Palais des Tuileries après l'incendie

Il serait également souhaitable de pratiquer des sondages pour s'assurer qu'existent encore, comme tout le laisse supposer, les salles souterraines du château, qui, lors de sa destruction, n'auraient été que comblées. Les restaurer, les rendre accessibles au public, serait assurer une liaison naturelle entre les parties extrêmes du palais du Louvre, qui, après le prochain départ, depuis longtemps envisagé, du ministère des Finances, sera, on le sait, entièrement consacré aux collections du musée. Dans ces salles, où pourrait être évoqué le destin du

château et illustré son rôle dans l'histoire de la France et dans l'histoire de l'art, certains de ses vestiges lapidaires devraient être logiquement regroupés. Faute de pouvoir réaliser un tel aménagement, c'est le musée du Louvre ou le musée des Arts décoratifs - lequel occupe notamment le pavillon de Marsan, entièrement reconstruit, entre 1874 et 1880, par Lefuel - qui devraient consacrer quelques-unes de leurs salles au château disparu. A rappeler qu'avant l'incendie de 1871, la plus grande partie du mobilier qui le peuplait avait été transportée au Mobilier national.

Voilà des souhaits qui n'ont rien d'exorbitant. Les réaliser, dans les années qui viennent, serait, de la part des pouvoirs publics, un acte de justice. En attendant que, sur place, ils se matérialisent, l'association des "Amis du château des Tuileries" organisera, du 25 novembre au 25 décembre de cette année, une exposition documentaire qui se tiendra dans la grande salle du métro "Halles". Elle est conçue par les architectes Jacques de Fontgallant et Laurent Guinamard, avec le généreux concours de la Direction du Patrimoine et de la Régie autonome des transports parisiens. Qui plus est, la R.A.T.P. a favorablement accueilli le vœu de l'association, qui consisterait, dans les prochaines années à venir, à réaménager tout ou partie de la station "Tuileries" où serait succinctement résumée l'histoire du château. Le modèle à suivre, en la circonstance, serait l'harmonieuse disposition de la station "Louvre". Ira-t-on, en temps de crise, jusque là ?

D'autres manifestations sont prévues. Ainsi, l'ancienne église de l'Oratoire, rue Saint-Honoré, aujourd'hui temple réformé, servira de cadre à des concerts de musique ancienne : ils rappelleront ce que furent, au XVIII^e siècle, les "Concerts spirituels" qui se tenaient dans la grande salle du pavillon central du château, où tant d'œuvres célèbres furent interprétées ou créées. L'église des oratoriens, à laquelle, en 1627, Louis XIII accorda le titre d'"Oratoire royal", n'était-elle pas désignée pour abriter, en cet anniversaire de la destruction des Tuileries, des manifestations musicales de qualité ?

A plus longue échéance, l'association s'attachera à favoriser, outre un regroupement partiel des vestiges lapidaires du château, un inventaire méthodique de ses ruines éparses. Il en est quelques-unes qui ont été remontrées, dans le jardin même, derrière le musée du Jeu-de-Paume. Ce ne sont, pour les promeneurs, que des pierres anonymes. L'association prévoit d'y faire apposer des plaques - mesure toute simple qui s'impose et qui devrait être prise avant longtemps.

*
* *

Restaurer, non point le Château, mais son souvenir.
Voilà ce qu'est notre seul "grand dessein".

Yvan CHRIST

(1) *Siège social, Bibliothèque Thiers, 27, Place Saint-Georges, 75009 Paris. L'association ne demande aucune cotisation à ses adhérents éventuels, mais le concours actif de leur bonne volonté.*

CULTURE ET FOI

EN MARGÈ DU FESTIVAL D'AVIGNON

Le 13^e Colloque de Foi et Culture s'est achevé en Avignon où il a trouvé place au sein du Festival depuis un peu plus d'une décennie. Parmi tant de scènes improvisées, d'initiatives bruyantes et brillantes au cœur d'un des hauts-lieux de la création artistique contemporaine en proie à l'inquiétude et à la critique, s'est installé un espace de réflexion chrétienne sur les rapports de la culture et de la foi. Sa durée répond à un incontestable besoin. Cette année, le thème retenu portait sur la création, les participants devaient "écouter le mouvement de la création dans l'art et dans la foi".

Plus de 120 personnes, dont de nombreux artistes ont participé au colloque inauguré par une discussion en ateliers spécialisés. Le premier était dirigé par des écrivains, Yves Laprairie et Jacques Delval, un autre par les chorégraphes Georges et Catherine Golovine, et Mireille

Nègre, le troisième par la comédienne Anne Marbeau et les deux derniers sur les arts plastiques par les peintres André Gence et un sculpteur Vino Quartana. Plusieurs thèmes ont émergé du débat.

LES DIFFICULTES DE L'ART CONTEMPORAIN

La création est exprimée comme un besoin par l'artiste. Il écrit, peint ou danse parce qu'il en ressent la nécessité. Il est contraint de le faire pour s'exprimer et sa création lui échappe et débouche sur une "aventure imprévisible". L'œuvre, dès qu'elle naît, possède sa vie et sa force propres. Un livre, un tableau, un ballet acquièrent une existence indépendante de celle de l'artiste et lui échappent totalement. Vision significative de l'artiste, la création donne au réel une perception originale, la dimension particulière propre au génie créateur.

Ce débat classique met en relief les deux difficultés fondamentales de l'artiste dans le monde actuel. L'art est coupé du réel pour gagner une autonomie totale et perdre dans certains secteurs toute signification. Après l'image, le symbole ; après le symbole, la juxtaposition ou l'association. Mais après, quoi ? L'artiste n'exprime plus une vision du réel mais confectionne des objets finis, sans lien avec le monde visible ou invisible. Au sens fort, l'art est devenu insignifiant. Mais dans quelle mesure l'univers mental, politique et social ne s'est-il pas lui-même décomposé ? L'art n'est-il pas devenu à son image ?

LA MARGINALISATION D'ARTS "IDEOLOGIQUEMENT" INSPIRES

Deux courants échappent à cette désagrégation, celui inspiré du marxisme et celui qu'anime la foi chrétienne. Du premier, il a été peu question, mais on ne peut négliger la survie d'une conception classique de l'art dans le monde soviétique. Les arts plastiques en particulier sont appelés à exalter la réalité sociale, les combats du prolétariat pour la protection ou la défense de la patrie menacée. Dans ce sens, le réalisme socialiste, toujours à l'honneur en Union soviétique, qui avait animé le peintre Fougeron en France, prolonge à sa manière l'art aristocratique ou bourgeois qui célébrait les beautés et les richesses de la société privilégiée. Cette forme d'art convient à un public et conserve nécessairement une clientèle.

Dans le monde chrétien, fragmenté nationalement, socialement et politiquement, la grande veine créatrice semble tarie. Le fossé s'est creusé entre les cadres scientifiques et artistiques et l'Eglise. Un art sacré répétitif et commercialisé fournit aux besoins courants du culte ou de la piété des fidèles, mais la création a déserté les

chemins de Dieu. Contradictoirement, Saint-Sulpice rejoint le réalisme soviétique, peut-être ont-ils des clientèles analogues à satisfaire !

Lorsque Paul VI a voulu créer son musée d'art religieux moderne, il a eu beaucoup de mal à faire réunir des œuvres de très haut niveau. Certaines, parmi les plus belles, avaient été créées et offertes par les artistes incroyants comme le sculpteur Manzu. D'autres créateurs, par hostilité idéologique à l'Eglise, refusèrent d'y figurer. Picasso, ainsi, ne donna jamais la toile espérée !

POUR UN RENOUVEAU CHRETIEN DE L'ART

Eveiller de nouveau l'Eglise aux nécessités de l'art, rendre aux artistes le goût de la création où la beauté et la signification s'allieraient harmonieusement, telles apparaissent les conclusions impératives de cette 13^e réunion de Foi et Culture en Avignon, dans ce cadre inspiré, que la papauté a contribué à créer et enrichir. Mais dans ce sens, Rome a encore quelque chose à dire.

Jean-Paul II, élevé dans un pays socialiste, mesure à quel point le marxisme a investi dans la culture. A ses yeux, le grand affrontement entre l'humanisme et le christianisme se joue sur ce terrain. Pour sensibiliser les chrétiens à ce problème, il a créé le Conseil pour la Culture présidé par le Cardinal Garrone et animé par Mgr Poupard. Il fait ainsi confiance à deux Français. Il souhaite dans ce domaine à la fois la mise en route d'une réflexion fondamentale, mais aussi le lancement d'initiatives éclatantes dont il est prêt à suggérer les thèmes dans les mois qui viennent. L'homme, image de Dieu, demeure l'acteur et le thème d'un art chrétien qui ne se limiterait pas à être un art religieux.

Jean CHELINI

J.M.W. TURNER

Joseph Mallord William Turner appartient avec Constable, Bonington, Cozens, Girtin, Cotman, à l'Age d'Or de la peinture anglaise qui s'étend de 1765 à 1855 et où le triomphe du Paysage concorde avec ce qu'il est convenu d'appeler le Romantisme, c'est-à-dire le sentiment de la nature et son amplification lyrique. En littérature, les contemporains se nomment alors Wordsworth, Keats, Coleridge, Shelley, Byron.

L'épopée visionnaire de Turner se déroule sous le signe du succès, bien que le peintre n'ait pas manqué de détracteurs, surtout à la fin de sa vie. Il ne subira pas les diatribes, les sarcasmes et les attaques que supportèrent - et qui insupportèrent - Manet, Monet, Cézanne, Renoir, Pissaro. En 1802 à vingt-sept ans, il est élu à la Royale Academy. Ses œuvres de jeunesse se caractérisent par le souci du réalisme et du pittoresque. Puis il passe par une phase où sa peinture, talentueuse et habile, mêle classicisme et romantisme. Il choisit, à cette époque, pour modèle idéal Claude Lorrain. Quel fantastique itinéraire va ensuite parcourir l'artiste pour culminer dans des paysages où la réalité se dissout en rêve de lumière, en univers de songe, en fantasmagories aux subtiles et somptueuses harmonies de couleurs.

C'est en 1795 que le jeune Turner accomplit deux voyages qui auront sur sa personnalité et sur son art une influence décisive. L'un dans l'Ile de Wight, l'autre dans le Pays de Galles. L'Ile de Wight : la mer ; le Pays de Galles : la montagne. Nous ne cesserons de retrouver tout au long de sa carrière la mer et la montagne comme sources essentielles de son inspiration. L'impétueux et sensible Turner aura toujours besoin de puiser une sorte d'excitation dans la nature, pour évoluer et s'accomplir.

En 1802 la découverte des Alpes françaises et suisses, en 1819 la découverte de l'Italie et de Venise, marqueront les deux aspects fondamentaux de son esthétique et de son génie : ce qu'Henri Lemaître a appelé l'expressionnisme alpin, hymne aux fortes beautés d'une nature qui sait devenir menaçante et meurtrière, et l'onirisme ou

l'impressionnisme vénitien avec ses orchestrations de couleurs, ses irisations, ses chatoiements. Turner, coloriste révolutionnaire, révèle la plénitude d'une technique originale et novatrice de la couleur, "brillante et mobile, ardente et modulée". En 1836, John Constable écrit : "Turner s'est surpassé ; il peint, dirait-on, avec de la vapeur colorée tant son art est fluide et aérien".

D'autres paysages, d'autres voyages, trouveront dans ses aquarelles, ses huiles, ses dessins, une transcription poétique et cosmique : Londres et la Tamise, l'Ecosse, le Sussex, le Yorkshire, Calais et sa plage, Paris, la Belgique, la Hollande, les pays de Meuse et de Moselle, la Rhénanie et ses châteaux, Rome, Naples et l'Italie méditerranéenne, la vallée de la Seine, Rouen, Honfleur, Dieppe, les pays de Loire, la Bretagne, Mâcon et ses vendanges, le Val d'Aoste. Deviennent rituels les séjours en Suisse. Mais les retours à Venise, en 1833 et en 1840, auront une importance capitale dans la facture et dans le style des derniers chefs d'œuvre qui exaltent les féeries de

Venise

la lumière, ses miroitements et ses modulations, par exemple : "Venise et Santa Maria della Salute", "La Dogana et San Giorgio", "Funérailles en mer", "Juliette et sa nourrice", "Marine avec une côte au loin", "Le soir du Déluge", "Le lendemain du Déluge", "Paysage avec une rivière et une baie au loin".

Turner ne peint pas - ou très exceptionnellement - sur le motif, à la différence de ce que feront plus tard les impressionnistes. Il remplit de dessins, de croquis, d'études, de notations, ses nombreux "carnets de voyages" des contrées visitées. Puis rentré en Angleterre, dans son atelier il crée, d'après ses carnets d'esquisses, les œuvres définitives : huiles et aquarelles.

Turner, peintre de scènes de guerre et d'histoire, de tempêtes en mer et en montagne, de naufrages et d'avalanches, de rivières et de lacs paisibles, de châteaux mystérieux, de précipices inquiétants, de lagunes enchantées, poète de crépuscules flamboyants, d'aubes dorées, bleues-mauves et roses tendres, de ciels pathétiques, fasciné par les violences dramatiques des phénomènes naturels ou leur charme miraculeux, chantre des magies de l'atmosphère dont aucun frémissement ni aucune nuance ne lui échappent, Turner qui, trente ou quarante ans avant Claude Monet, osa mettre la couleur au service de la lumière et entreprendre la division des tons, Turner qui se sent en accord d'intimité intense avec le spectacle sublime qu'offrent le soleil et les nuages, l'eau et le feu, le vent, la neige et le brouillard, Turner prodigieusement moderne et presque futuriste dans "Pluie, vapeur et vitesse" (1844), ce Turner naturaliste et irréa-

liste ne reniera jamais son admiration pour Claude Lorrain au point de préciser, dans une clause de son testament, son souhait que deux de ses toiles "Lever de soleil dans le brouillard" (1807) et "La reine Didon construisant Carthage" (1815) figurent à la National Gallery aux côtés de celles de Claude. Voulait-il ainsi symboliser, outre sa fidélité à un maître de sa jeunesse, son ambition d'atteindre par ses créations si abondantes et si diverses une synthèse entre classicisme et modernité? (1)

Les deux cent cinquante sept tableaux, aquarelles et dessins présentés aux galeries du Grand Palais à Paris, à l'occasion du cinquantième anniversaire du British Council, donnent de l'œuvre grandiose, audacieuse et complexe de Turner un aperçu sans doute limité mais éblouissant. Déjà la magnifique exposition "Turner en France" du Centre Culturel du Marais en 1981 avait montré comment une âme d'artiste pouvait admirablement s'exprimer dans l'aquarelle. Il n'est pas exagéré de dire que Turner a porté à son plus haut degré de perfection et de raffinement l'art de l'aquarelle. Mais bien évidemment, seules les prestigieuses collections Turner de la Tate Gallery, de la National Gallery, et du British Museum à Londres permettent d'appréhender plus complètement les multiples aspects de ce romantique, précurseur de la peinture impressionniste et de l'abstraction lyrique.

Henri BOURBON

(1) D'autres peintres que Le Lorrain exercèrent une influence sur l'art de Turner : Poussin, Ruysdaël, Le Titien, Watteau.

notes de Lecture

● Du côté de Proudhon avec Bernard Voyenne

La publication récente de textes de Proudhon, ordonnés et présentés sous la forme d'une autobiographie intellectuelle par Bernard Voyenne (1) est l'occasion de rappeler le travail considérable effectué par cet auteur dans l'histoire de la pensée. Bernard Voyenne est également l'auteur d'une histoire de l'idée fédéraliste. Une histoire et trois ouvrages - ou plutôt une œuvre ? - d'actualité. En entreprenant cette démarche audacieuse, une histoire universelle du fédéralisme, Bernard Voyenne fait figure d'historien des idées mais aussi de précurseur. Le fédéralisme reste toujours une idée neuve car entre tous les conflits dont l'histoire est tissée, celui entre la volonté d'ouverture et de fermeture est sans doute non seulement le plus significatif mais aussi le seul qui s'avère permanent et perpétuel. Quels que soient les civilisations, les régimes et les gouvernements, le fédéralisme se confond avec l'essor irrécusable de la liberté. Il n'a jamais cessé de poser à tout citoyen des questions essentielles : Comment concilier l'autorité du groupe, indispensable à la survie de tous, et l'autonomie individuelle ? Par quels moyens peut-on établir et conserver une unité aussi extensive que possible sans sacrifier les diversités ? L'entière participation des citoyens à la gestion des affaires publiques peut-elle s'accommoder de la délégation du pouvoir ? ... Autant de questions posées depuis le début de l'histoire européenne puis occidentale qui restent souvent sans réponse pour la seule raison que le fédéralisme (tout comme la pensée de Proudhon) est plus riche d'opinions que de certitudes. Le premier tome (2) retrace l'émergence du fédéralisme dans les plus anciennes formes

politiques de notre civilisation. Les cités grecques furent les premières formes de communautés autonomes que nous connaissons. Puis on retrouve ce principe d'organisation dans le communalisme médiéval. Mais le mouvement communal n'avait de chance de réussir qu'en formant des alliances constitutives, de véritables républiques capables de corriger en les équilibrant les inévitables médiocrités centrifuges. Au lieu de quoi, cet indispensable pouvoir central s'est établi non pour soutenir les diversités mais à leur place. Ainsi s'est constitué l'Etat moderne, premier pas vers le nivellement égalitariste des peuples.

La confédération helvétique et celle des Provinces-Unies, l'institution du gouvernement représentatif en Grande Bretagne, puis la démocratie américaine qui en découle sont autant d'exemples d'organisations politiques fondées sur les autonomies locales et s'efforçant de les prolonger sans les abolir. La "révolution fédéraliste" se heurte en France à des révolutionnaires qui ont conservé de la monarchie une conception monolithique du pouvoir.

Bodin rejoint Rousseau dans cette extase mystique provoquée par l'idée de souveraineté. Ce n'est plus le roi mais l'Etat-Nation qui se trouve divinisé. Alors commence "la chasse frénétique contre les séparés dont la seule ombre est un reproche et une menace". Le fédéralisme devient un crime. Epurations et massacres se succèdent et la carrière personnelle de Bonaparte commence réellement quand se termine dans le sang l'insurrection fédéraliste.

Avec lui, s'achèvent et se concentrent à la fois la monarchie absolutiste et la dictature populaire. La Révolution est close mais les questions demeurent... Le deuxième tome de l'Histoire du fédéralisme aborde la place du fédéralisme dans la pensée de Proudhon (3). Tout l'effort de la pensée proudhonienne vise à assumer les contradictions que l'Ancien Régime a léguées à la Révolution française et à travers elle à la plupart des Etats contemporains.

Dans cette mesure, il n'est pas exagéré de prétendre que Proudhon occupe une position centrale dans l'histoire de la pensée politique moderne. Proudhon réunit en lui la tradition populaire de l'Ancien Régime, que l'on retrouve par ailleurs chez un Péguy et un Bernanos, et les préoccupations d'un homme attaché à la réconciliation entre le socialisme et la liberté. Comme le rappelle Voyenne dans cette biographie intellectuelle de Proudhon, l'auteur de "Qu'est-ce que la propriété?" est sans doute celui qui a posé avec le plus de force le problème des rapports entre l'unicité et la multiplicité. "Si, en 1840, écrit-il, j'ai débuté par l'anarchie, conclusion de ma critique de l'idée gouvernementale, c'est que je devais finir par la fédération, base nécessaire du droit des gens européens, et, plus tard de l'organisation de tous les Etats". Proudhon ne trouve pas le fédéralisme dans une illumination soudaine mais au terme d'une quête longue et tumultueuse.

Avec Proudhon, le fédéralisme prend rang parmi les grandes doctrines. L'anarchie se différencie fondamentalement de l'individualisme que Proudhon a en horreur. Voyenne montre bien que "dès lors apparaît explicitement le fédéralisme, théorie mutualiste généralisée" qui englobe et dépasse l'anarchie conçue comme une mutualité restreinte.

Le troisième et dernier tome de l'Histoire de l'Idée fédéraliste (4) s'interroge sur la difficile postérité de la pensée proudhonienne. Nous assistons au début du syndicalisme, à l'échec de la Commune de Paris et à l'anarchisme brouillon d'un Bakounine. Indirectement la pensée de Proudhon réapparaît dans le courant fédéraliste et traditionaliste de la fin du siècle. Mistral n'écrivait-il pas : "Je me souviens du mutisme organisé dans la presse lors de l'apparition du "Pacte fédératif" de Proudhon une des plus belles œuvres de ce formidable penseur". Il est impossible de citer Mistral et le mouvement félibrige sans évoquer Maurras qui élabore le thème de la monarchie fédérative et décentralisatrice. On s'attend immédiatement à la réflexion suivante : "Entre Proudhon et Maurras quel chemin parcouru !". C'est oublier que Proudhon est à cette époque considéré comme un penseur subversif par les vénérables fondateurs de la III^e République. Une République qui n'est pas la chose de tous et qui ignore superbement la question ouvrière quand elle n'écrase pas ses révoltes dans le sang. En ce début du XX^e siècle, nombreux sont ceux qui souhaitent une rencontre entre un traditionalisme intelligent et un syndicalisme révolutionnaire. Il est dommage à cet égard

que la naissance des Cahiers du Cercle Proudhon ne soit pas plus détaillée. Ce Cercle préfigure toutes ces recherches qui s'épanouiront entre les deux guerres. Bernard Voyenne rend parfaitement compte de cette atmosphère fiévreuse des années 30 où l'on retrouve plus directement Proudhon. C'est une nouvelle fois dans notre histoire la tentative de développer une troisième force. Les circonstances historiques semblent pouvoir le permettre : l'apocalypse de la guerre et la crise mondiale du capitalisme. Les jeunes gens de ce temps là cherchent avec désespoir une issue. Les uns viennent du communisme, d'autres du surréalisme, de l'Action Française ou même du radicalisme. Tous ont en commun la critique d'une pensée officielle qui à droite comme à gauche est en réalité complice dans son refus de renouvellement du personnel et de la culture politique. Ces "non-conformistes des années 30" s'appuient tous, plus ou moins, sur la démarche fédéraliste. Un mot est lancé alors : personnalisme. Il est repris par "l'Ordre nouveau" et "Esprit". Le personnalisme rejoint et parfois se confond avec le fédéralisme dans ce rejet du capitalisme et des tyrannies symétriques du fascisme ou du communisme. La plupart de ces hommes ont lu Proudhon et ont vu en lui non un maître mais un véritable frère d'arme dans le formidable combat intellectuel qui allait s'engager. "Personnalisme et fédéralisme (...) sont les deux faces d'une même réalité. D'un côté il y a l'insurrection de l'esprit, rebelle à toute réduction et irréductible à tout alignement. De l'autre non seulement les institutions mais l'ensemble de la dynamique sociale qui permettent l'émergence de la personne".

Ils ont en mémoire cette indignation de Proudhon qui résonne en nous encore aujourd'hui : "Toujours le drapeau de la Liberté a servi à abriter le despotisme ; toujours les classes privilégiées se sont entourées dans l'intérêt même de leurs privilèges, d'institutions libérales et égalitaires ; toujours les partis ont menti à leur programme, et toujours (...) les Etats ont péri par le développement des notions sur lesquelles ils étaient fondés". Les fédéralistes seront présents aux grands rendez-vous de la Résistance et de la Construction européenne. Après la guerre, le fédéralisme tente de s'organiser et s'enlise dans les questions institutionnelles. Pour Bernard Voyenne le fédéralisme reste une démarche, une "philosophie". Le fédéralisme n'a pas réussi à se constituer en une force politique organisée. Il est comme Proudhon hostile à l'esprit partisan. Le fédéralisme -et c'est tout à son honneur- n'est pas réductible à une chapelle, ou à une secte. Il vise à unir les contraires et non à opposer les semblables, il échappe à toute vision manichéenne du monde et c'est sans doute ce qui exaspère nos "nouveaux" philosophes. Il participe à cette recherche sans cesse recommencée d'une troisième force. Il est bon à ce propos de rappeler ce que Proudhon écrivait à Marx : "Cherchons ensemble si vous le voulez les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent (...) mais après avoir démolé tous les dogmatismes a priori, ne songeons point à notre tour à endoctriner le peuple ! (...) Flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes ; ne

regardons jamais une question comme épuisée et quand nous aurons usé jusqu'à notre dernier argument, recommandons s'il le faut, avec éloquence et ironie..."

Joseph MACE-SCARON

(1) Pierre Joseph Proudhon - *Mémoires sur ma vie. Textes ordonnés et présentés par Bernard Voyenne. La Découverte/Maspéro.*

(2) *Histoire de l'Idée fédéraliste - Les Sources. Presses d'Europe.*

(3) *Histoire de l'Idée fédéraliste - Le fédéralisme de P.J. Proudhon.*

(4) *Histoire de l'Idée fédéraliste - Les lignées proudhoniennes.*

● Tocqueville et la nature de la démocratie de Pierre Manent

Pierre Manent, qui avait publié en 1977 un ouvrage très remarqué de philosophie politique, *"Naissance de la politique moderne"*, présente aujourd'hui au public un livre non moins remarquable : *"Tocqueville et la nature de la démocratie"*. Dans la renaissance actuelle des études tocquevilliennes, suscitée en France par Raymond Aron, rares sont les ouvrages de philosophie politique ; le plus souvent les auteurs suivent par commodité plusieurs chemins à la fois, et mêlent l'essai biographique, la sociologie et la réflexion politique. Ancien maître-assistant de Raymond Aron au collège de France, Pierre Manent, influencé aussi par Léo Strauss, a choisi le chemin austère de la philosophie, mais il l'a parcouru avec art. Dans le cadre de son analyse philosophique claire et rigoureuse, les idées prennent vie grâce au style sobre et limpide de l'auteur et à une pensée trop aigüe et trop subtile pour pouvoir se contenter de schémas abstraits. Attentive aux moindres intentions de Tocqueville, la lecture de Pierre Manent révèle la richesse de sa pensée, son exigence intellectuelle mais aussi ses hésitations et ses paradoxes ; en moins de deux cents pages il donne toutes les idées essentielles de la *"Démocratie en Amérique"* avec une pénétration et une élégance de ton qui ne sont pas sans rappeler les qualités maîtresses de Tocqueville lui-même. L'art de Manent est tel qu'il crée chez son lecteur le sentiment d'une étroite affinité entre la pensée de Tocqueville et la sienne propre.

Comment expliquer l'étonnante jeunesse de cette *"Démocratie en Amérique"* publiée par un jeune aristocrate français en 1835 et en 1840, après un voyage de neuf mois aux Etats-Unis ? La réponse de Pierre Manent est la suivante : au terme de sa quête, Tocqueville a découvert l'essence de la société moderne, de la démocratie. Qu'il soit bien entendu que cette approche essentialiste de l'œuvre de Tocqueville n'est ni la seule possible, ni même la seule à pouvoir rendre compte de l'actualité permanente de son premier chef-d'œuvre. On pourrait également étudier la genèse de l'œuvre, ou recourir plus systématiquement que ne le fait Manent à la méthode comparative, pour confronter l'expérience américaine et l'expérience française notamment. Mais le choix de l'auteur est clairement posé dès le départ, et son livre en déroule toutes les conséquences en restant parfaitement fidèle à la pensée de Tocqueville. L'essence de la société moderne, de la démocratie, c'est "l'égalité des conditions" ; tel est le "fait générateur", comme l'a dit Tocqueville lui-même dont tout le reste se déduit, les mœurs et les lois, les caractères de la société et ceux du régime de souveraineté du peuple.

L'aristocrate Tocqueville sait que l'égalisation des

conditions est portée par la marche irrésistible de l'histoire et son idéal politique est celui de la Constituante : *liberté et égalité*. En 1836, il a nettement écrit que la liberté aristocratique, la liberté privilège n'était pas juste à ses yeux. "D'après la notion moderne et j'ose le dire la notion juste de la liberté, chaque homme, étant présumé avoir reçu de nature les lumières nécessaires pour se conduire apporte en naissant un droit égal et imprescriptible à vivre indépendant de ses semblables, en tout ce qui n'a rapport qu'à lui-même et à régler comme il l'entend sa propre destinée... chacun ayant un droit absolu sur lui-même, il en résulte que la volonté souveraine ne peut émaner que de l'union des volontés de tous". La *"Démocratie en Amérique"* est bâtie sur une comparaison permanente des sociétés aristocratiques et des sociétés démocratiques. Les premières, inégalitaires et hiérarchiques ont un caractère organique et les hommes y sont fortement reliés les uns aux autres dans des réseaux d'influence et de patronage, tandis que dans les secondes l'égalité et l'indépendance individuelle qui en résulte distendent les liens sociaux et isolent les individus. "L'égalité, écrit Tocqueville, place les hommes à côté les uns des autres, sans lien commun qui les retienne". (*"Démocratie en Amérique"*, tome II (désormais citée DA II - p. 109). Mais ces individus isolés et indifférents à leurs semblables sont faibles, désunis et sans défense devant l'Etat. Ce qui facilite l'établissement du despotisme et le rend particulièrement dangereux dans les démocraties ; et comme le souligne fort bien Manent, la liberté démocratique en libérant la puissance de l'égalité finit par entraver et menacer la liberté (cf. chap. 2). "Ils avaient voulu, écrit Tocqueville, être libres pour pouvoir se faire égaux, et, à mesure que l'égalité s'établissait davantage à l'aide de la liberté, elle leur rendait la liberté plus difficile" (DA II, p. 320). L'état social démocratique peut conduire à deux formes politiques opposées : la démocratie libérale ou le despotisme démocratique. Pour rester saine la démocratie doit recréer ce qui était donné dans les sociétés aristocratiques ; elle doit former artificiellement des liens, resserrer le tissu social qu'il est dans sa nature de distendre. "Mais pour combattre les maux que l'égalité peut produire, déclare Tocqueville, il n'y a qu'un remède efficace. C'est la liberté politique" (DA II, p. 112). Sous toutes ses formes, mais spécialement les libertés communales, la liberté de la presse et la liberté d'association. "La démocratie, commente Pierre Manent, défait le lien social et le refait autrement... la démocratie réelle ne cesse d'établir l'état dans lequel des hommes réellement indépendants seraient en mesure de s'associer en préservant leur liberté, c'est là sa tâche toujours inachevée" (p. 47).

La première moitié de la *“Démocratie en Amérique”*, publiée en 1835, accorde la place principale à la description des institutions américaines et à la réflexion sur l'esprit des mœurs et des lois des Etats-Unis ; c'est là que Tocqueville est le Montesquieu des américains. La deuxième moitié de l'œuvre fut publiée en 1840, à un moment où l'opinion française revenue des espoirs et illusions de 1830 s'était détachée du modèle américain ; les références américaines y sont plus rares et moins précises, le contenu est beaucoup plus abstrait et c'est là que se trouve la théorie philosophique de la démocratie moderne élaborée par Tocqueville. Et c'est essentiellement sur ce volume, on ne s'en étonnera pas, que s'appuie le commentaire de Pierre Manent. Celui-ci analyse toutes les conséquences de l'égalité démocratique et de la passion égalitaire qui en découle, puisque, comme l'a noté Tocqueville, “la première et la plus vive des passions que l'égalité fait naître c'est l'amour de cette même égalité” (DA II, p.101). Mais cette passion est insatiable et elle s'exacerbe à mesure que les inégalités se réduisent. De plus, l'égalité nouvelle, l'égalité devant la loi engendre inévitablement de nouvelles inégalités et Tocqueville a consacré, comme on sait, un chapitre prophétique à montrer “Comment l'aristocratie pourrait sortir de l'industrie”. Voilà une contradiction avec laquelle la démocratie aura à compter ; elle le fera, comme elle fait toutes choses, selon la loi de l'opinion publique, c'est-à-dire selon la légitimité du nombre. Comment préserver la démocratie du risque permanent d'une omnipotence de la majorité et d'une tyrannie de l'opinion ?

Pierre Manent montre que l'emprise de l'idée du semblable sur les représentations des hommes démocratiques conduit à “une véritable transformation de la condition de l'homme ” (p.71) qui affecte à la fois ses idées, ses sentiments et ses passions. A partir de là, il présente un portrait saisissant de *l'homme démocratique* : la douceur de ses mœurs, mais aussi son esprit, à la fois conformiste et sujet au doute comme à l'envie, l'inquiétude de cet homme incertain de sa place dans une société mobile ; puis Manent, prolongeant la pensée de Tocqueville, propose une interprétation pascalienne de la quête perpétuelle et illimitée des biens matériels qui obsède l'homme démocratique. “Comme enfin la jouissance des biens matériels ne satisfait pas plus par elle-même l'homme démocratique que ses prédécesseurs dans l'histoire, cet homme n'est pas heureux parmi tant de raisons de l'être, et le ressort de sa vie est le divertissement” (p.89).

Finalement Pierre Manent pose la question : *la démocratie est-elle conforme à la nature de l'homme ?* A première vue, il semble bien que l'aristocratie soit du côté de la convention et la démocratie du côté de la nature. Ainsi l'honneur qui dans les sociétés aristocratiques se confond souvent avec le point d'honneur, tend à s'identifier, dans des sociétés démocratiques, aux notions universelles du bien et du mal. Les mœurs, d'autre part, sont plus douces et plus naturelles dans les démocraties et, comme Manent l'a justement relevé, dans la description que Tocqueville fait de la famille démocratique, il flotte “un

parfum d'idylle rousseauiste” (p.101). Tocqueville conclut : “La démocratie détend les liens sociaux, mais elle resserre les liens naturels” (DA II, p.205). Et Manent commente “Dire que la démocratie, en renforçant les sentiments naturels, affaiblit les liens sociaux, c'est suggérer nettement que la société n'est pas naturelle. La conception tocquevillienne de la nature de l'homme paraît décidément fort proche de celle de Rousseau” (p. 103). Les liens sociaux, en effet, ne peuvent être considérés comme naturels que dans la famille, et, à la rigueur, dans la commune ; ailleurs, ils doivent leur existence à la convention et à l'artifice ; chaque individu est un être naturel mais non pas le lien qui relie un individu à un autre. La principale conséquence de l'égalité et de l'indépendance individuelle est ce que Tocqueville appelle *l'individualisme* qu'il distingue avec soin de l'égoïsme. “L'égoïsme est un amour passionné et exagéré de soi-même, qui porte l'homme à ne rien rapporter qu'à lui-même et à se préférer à tout. L'individualisme est un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis ; de telle sorte que, après s'être ainsi créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même” (DA II, p.105). Cet individualisme corrode les vertus publiques, et, après avoir placé les valeurs économiques au dessus des valeurs politiques, estompe l'idée du Bien commun et, finalement ruine tout civisme. Ainsi, commente joliment Manent, “le triomphe de la nature coïnciderait avec la fin de toute vie publique. L'humanité démocratique ne serait peuplée que de promeneurs solitaires très affairés” (p.106). C'est cet individualisme qui facilite le despotisme et pousse à la croissance d'un Etat “immense et tutélaire”, puisque seul le recours au pouvoir central permet à chacun de croire qu'il ne dépend d'aucune autre personne que de lui-même. Ainsi la nature de la démocratie comporte un danger d'auto-destruction. En outre, note Pierre Manent, la démocratie exige l'égalité, alors que la nature ne cesse de fournir de l'inégalité et que sa domestication égalitaire ne peut jamais être achevée ; en ce sens, le projet de la démocratie est contraire à la nature. Mais puisqu'il est exclu de revenir à l'aristocratie, et qu'il est impossible de rendre la démocratie complètement “réelle”, la seule solution, écrit Manent, est “de modérer la démocratie”, de “tempérer son hostilité à la nature tout en bénéficiant de sa conformité à la nature” (p.116).

La leçon finale de Tocqueville, selon Manent, est la suivante : “Il est difficile d'être l'ami de la démocratie il est nécessaire d'être l'ami de la démocratie” (p.177), car l'enjeu est à la fois l'humanité et la liberté politique, mais celle-ci est également, on le sait, le moyen de modérer la démocratie par elle-même. Mais écoutons le dernier mot de Pierre Manent : “Pour aimer bien la démocratie, il faut l'aimer modérément” (p.181).

Jean-Claude LAMBERTI

Ed. Julliard, collection Commentaire, Paris-1982

● “N’ayez pas peur” - André Frossard dialogue avec Jean-Paul II

C'est au mois d'octobre 82 qu'a paru l'ouvrage d'André Frossard, "N'ayez pas peur", consacré à Jean-Paul II. Bien qu'un an se soit écoulé depuis sa parution, l'actualité n'en a pas été altérée. L'intérêt porté au Pape, bien au-delà du monde catholique et même du cercle des croyants, crée le besoin de mieux connaître les ressorts et les ressources de sa personnalité. André Frossard apporte à cette connaissance une contribution originale. Il a interrogé le Pape sur des sujets fondamentaux : *la foi, les mœurs, l'Église, le monde*. Il l'a invité à parler aussi, et même d'abord, de lui-même et a terminé sa relation par une enquête sur l'attentat qui faillit lui coûter la vie.

S'il a assorti questions et réponses de commentaires, c'est non par souci de faire valoir, mais d'introduire et de relier les propos de son interlocuteur. Lorsqu'il lui est arrivé de laisser percer ses propres convictions, c'est avec le souci manifeste de ne jamais annexer la pensée du Pape qui s'exprime d'ailleurs avec une liberté révélatrice de son authenticité.

Ainsi possédons-nous avec cet ouvrage un guide précieux pour aller, en dépit de la majesté dont se drape inévitablement la charge suprême, jusqu'à l'homme qui en supporte le poids.

La première révélation est un étonnement. Les Papes se sont exprimés au cours des âges à l'occasion d'actes solennels. Le recours à un style noble et impersonnel, mis au service de proclamations morales et dogmatiques, n'était pas étranger à l'image hiératique qu'ils donnaient d'eux-mêmes, comme s'ils ne pouvaient faire autrement que de se placer sur un piédestal. Jean XXIII, Paul VI et Jean-Paul I^{er}, malgré la brièveté de son pontificat, ont entrepris de corriger ces errements d'un autre âge. Jean-Paul II, par l'emploi du "je", le recours au vocabulaire usuel, aux phrases sans périphrases a poursuivi une révolution linguistique qui n'est pas étrangère au retentissement de ses propos.

Il est même allé au-delà dans son dialogue avec André Frossard. Il a répondu sans dérobade à des questions précises. Il a rédigé de sa main certaines réponses. Il a relu et approuvé celles que lui suggérait le va-et-vient de la conversation. Nous sommes donc en présence d'un texte qui est autant son œuvre que celle de son interlocuteur. Il s'y livre sans détours, rompant ainsi délibérément avec des habitudes qui, à force de prudence, en devenaient affadissantes.

Paul VI avait été lui aussi le partenaire de dialogues dont l'interlocuteur et le transcripteur fut Jean Guitton (1). Les deux démarches n'ont, cependant, pas la même portée. Dans un cas, celui de Jean-Paul II, le Pape a été demandeur, coopérateur et acteur. Dans l'autre, c'est Jean Guitton, familier, admirateur et admiré de Paul VI qui a pris l'initiative de nous livrer ses réflexions sur un moment du christianisme. Il a construit un dialogue de

type platonicien, comme il l'avait fait autrefois à propos de M. Pouget, ce prêtre inconnu qu'il rendit célèbre en le faisant agir, par son truchement, sur des générations de lecteurs.

Il a réinventé son modèle à partir d'épisodes vécus, de propos recueillis et échangés, mais non restitués dans leur littéralité. Leur vérité n'en a pas été altérée pour autant, mais c'est la vérité telle qu'un philosophe en saisit et en éclaire la substance. La richesse en est remarquable. L'ampleur de l'impact s'en trouve, cependant, affectée. Peut-être ce décalage traduit-il, d'une certaine manière, la difficulté qu'éprouva Paul VI, surtout dans les derniers temps de son pontificat, à concrétiser ce charisme de la présence que notre siècle de communication immédiate et sans frontière impose, plus qu'à tout autre, au magistère du pasteur universel.

Jean-Paul II se trouve dans la situation inverse qui inquiète d'ailleurs ceux qui flairent les résurgences de la papalatrie. Si tant est que ce déviationnisme ait jamais pris des proportions inquiétantes, nous serions mal venus de nous alarmer aujourd'hui de l'ascendant d'un homme dont l'autorité ne doit rien aux moyens terrestres de la puissance. Si les masses, bien au-delà des limites de la catholicité, se tournent spontanément vers lui, c'est parce qu'elles sont en quête de figures de proues et que celle du Pape émerge aujourd'hui sans rivale de la grisaille des conducteurs de peuples.

Une autre révélation qui sous-tend la première est celle d'une inébranlable certitude. Jean-Paul II est la foi en acte. Il en est à ce point pétri qu'elle éclate dès qu'il paraît. Elle balaie tout ce qui pourrait ressembler à un univers clos ou un domaine réservé et se transforme en appel à l'humanité tout entière. Chacun sent bien, même s'il est éloigné des cheminements austères de la philosophie ou de la théologie, que son plaidoyer pour l'homme tire sa force des paroles de l'écriture qui présentent l'homme comme le reflet et l'image de Dieu. Si les théologies de la mort de Dieu devaient triompher, elles conduiraient à sceller la mort de l'homme.

Ces convictions s'expriment sans ostentation ni dogmatisme. Elles ne s'attardent pas aux remises en question où le risque est grand de privilégier le doute au point de l'assimiler à une supériorité de l'esprit. Elles se fortifient par la combinaison de deux démarches : celle de la connaissance de Dieu par l'intelligence et celle de sa connaissance par les textes inspirés des deux testaments où Dieu s'est communiqué lui-même.

Dire que tout devient simple en écoutant ou en lisant le Pape serait nier l'effort que réclame une démarche de foi. Tout devient plus clair cependant : ceux qui partagent la même espérance se trouvent affermis dans leurs motifs de croire ; les autres sont traités avec un infini respect. Situés sur l'éventail qui va de l'incroyance à d'autres

formes de croyance, tous sont considérés en quête de la vérité totale. Si celle-ci leur échappe, c'est moins parce qu'ils la rejettent que faute d'avoir découvert les raisons d'y souscrire. Que l'Eglise ait, dans ces conditions, des limites invisibles qui débordent ses limites visibles, n'est pas de nature à en relativiser la mission. Tout au contraire. Plus que jamais, elle doit annoncer à temps et à contre-temps, l'Évangile.

Un troisième enseignement de l'ouvrage d'André Frossard et non des moindres est que cette intransigeance dans la foi, loin d'exclure un esprit d'ouverture, en fonde la nécessité.

Qu'il s'agisse du dogme, de la morale, de la discipline intérieure de l'Eglise ou des rapports avec le pouvoir, le Pape montre, références scripturaires à l'appui, comment, dans chacun de ces domaines, ce n'est pas être moderne que de céder à la facilité.

Cette dernière nie en l'homme toute capacité de dépassement, autrement dit toute aptitude à être davantage lui-même. Alors que l'un des problèmes-clés de notre temps est précisément la défense de la dignité de l'homme, la modernité est du côté de l'exigence. La réaction des jeunes qui se pressaient autour du Pape, voici trois ans, au Parc des Princes à Paris et le 15 août dernier, à Lourdes, est révélatrice. Ils ont applaudi l'appel à l'effort, mais il convient d'ajouter aussitôt, parce que cet appel émanait d'un guide en qui ils ont reconnu un modèle.

Ces quelques notations nécessairement partielles n'épuisent pas l'intérêt de l'ouvrage. Elles sont surtout une invitation à le lire et pour ceux qui l'ont déjà fait, à le relire. Elles conduisent aussi à recommander de remonter jusqu'aux textes fondamentaux qui sont la référence permanente du Pape : l'Écriture, parole inspirée qui

éclaire de ses traits de feu les rapports de Dieu avec les hommes et garde une extraordinaire jeunesse en dépit des millénaires qui nous séparent du moment où elle nous a été transmise, mais aussi les textes conciliaires de Vatican II. Si ceux-ci étaient mieux connus des laïcs et des clercs, bien des malentendus se dissiperaient. Souvent cités par le Pape, ils montrent à l'évidence que l'Eglise ne procède pas par retournements, mais par approfondissements dans la quête tâtonnante, certes, mais persévérante d'assurer la fidélité de son attitude aux enseignements de son fondateur.

C'est à quoi s'emploie Jean-Paul II avec ce mélange de fermeté, de courage, de lucidité et de proximité des autres qui fait l'attrait de sa personnalité.

Son dialogue avec André Frossard ne prétend pas nous en livrer tous les aspects. C'est le propre des personnalités exceptionnelles de garder leur halo de mystère. Son mérite est de nous la révéler telle qu'elle est : sans complaisance pour quiconque, étrangère à toute notion d'habileté, rayonnante d'optimisme et par là-même sécurisante pour ceux que l'angoisse tenaille et auxquels s'adresse le fameux "N'ayez pas peur" qui inaugura son pontificat et sous-tend toutes ses démarches. S'il parle de Dieu sans que son langage rebute ceux qui n'y croient pas, c'est, en définitive, parce qu'il n'y a pas de meilleure manière de s'adresser aux hommes que de lever le voile sur ce qui transcende leur nature et recule les frontières de leur destinée.

Emile ARRIGHI de CASANOVA

Editions Robert Laffont

(1) Jean Guittou : Dialogues avec Paul VI - Fayard éd.

● A l'Est du Monde de Gilles Etrillard et François Sureau

"L'avenir est-il assuré ?" s'interroge Raymond Barre dans sa préface de l'ouvrage de Gilles Etrillard et François Sureau. Rien n'est plus incertain, toutefois la France ne "pourra faire face à tous les défis que l'époque accumule, qu'ils viennent de l'Extrême-Orient ou de toute autre partie du globe", qu'à la condition de porter un regard lucide dont, ajoute l'ancien Premier Ministre, "nous avons davantage besoin que de réformes miracles".

Il faut dire que le regard que les auteurs portent sur les pays de la zone Pacifique est particulièrement lucide. Eloignés de tout dogmatisme, ils observent et analysent avec profondeur et clarté : *A l'Est du monde* est un livre facile à lire, d'un style simple et agréable : la rigueur de l'exposé et les qualités littéraires font bon ménage. Une importante bibliographie complète d'une manière très heureuse l'ouvrage.

Il est devenu un lieu commun de dire que l'Europe se trouve dans une phase de déclin, que le XXI^e siècle sera, comme le pensait déjà le Président des Etats-Unis, Théodore Roosevelt, au début de ce siècle, "le siècle du Pacifique" (p.28). S'agit-il d'une évolution fatale ? Non, répondent les auteurs, car la coexistence de plusieurs pôles puissants de développement est parfaitement concevable. Mais le danger est réel : il y a une menace de disparition de l'Europe, d'une soumission à la volonté soviétique, d'une lente désertion de l'Amérique. Le problème est politique : comme le disent fortement les auteurs, "tout procède ici d'une carence politique qui est dérobade face à la destinée... L'Europe... doit répudier tutelles, protectorats, finlandisation, neutralisme, en revenir aux lois de la concurrence ; elle doit se reconnaître pour exister : savoir ce qu'elle veut d'elle-même et pour elle-même, savoir au nom de quoi l'effort doit être

poursuivi" (p.35). *A l'Est du Monde* qui pourrait s'intituler aussi "les défis de l'Extrême-Orient" doit être lu par ceux qui s'intéressent à l'Asie et à l'Océanie, mais aussi par ceux qui s'intéressent à la chose publique et à notre avenir même de français et d'européens : si tout n'est pas perdu, il faut réagir et agir vite. C'est certainement la grande leçon du Pacifique.

L'autre grande leçon, c'est que le capitalisme - un capitalisme moderne adapté aux aspirations et aux besoins du siècle - est bien une voie pour sortir du sous-développement : les auteurs démontrent que le système capitaliste ne conduit pas inéluctablement les pays pauvres à s'appauvrir (p.56) bien au contraire : quel contraste entre les pays de la zone maritime du Pacifique qui ont choisi la voie capitaliste, et les puissances continentales dans lesquelles le communisme s'est imposé ! Le Pacifique est bien la zone de la croissance capitaliste (p. 195). C'est un capitalisme dont le caractère principal est la faculté d'adaptation. Le succès d'un pays comme le Japon repose sur la souplesse : une étonnante mobilité, la capacité de réduire les productions industrielles dont la compétitivité diminue, la capacité d'anticiper et de prévoir grâce à un remarquable réseau de maisons de commerce qui fournissent des informations fiables. Il y a dans l'expérience japonaise, une extraordinaire capacité d'accepter les exigences du marché, inimaginable dans une Europe prisonnière des habitudes et d'idéologies périmées.

C'est ainsi qu'un pays abandonne le plus vite possible un secteur dès lors qu'un concurrent parvient à produire le même bien à un moindre coût : le Japon laisse la construction navale à la Corée, laquelle a dû se retirer de l'industrie textile désormais dominée par l'Indonésie. En 1960, le textile était japonais, coréen en 1970 ; en 1980 il est indonésien et thaïlandais. Tous les Etats de la région, le Japon, grande puissance économique, les nouveaux pays industrialisés (les "NPI") comme la Corée et Taïwan, les pays en voie de développement (Indonésie, Philippines, Thaïlande par exemple), sont mus par une même volonté : "se porter en avant" (p. 70). L'on discerne une *volonté* et une *aptitude* à saisir la chance, et surtout à la forcer en améliorant sans cesse la production natio-

nale et la productivité, en substituant aux importations, production nationale, puis exportations ; le développement ne tient en rien au miracle : c'est le succès de l'*intelligence*, de l'*effort* et de la *volonté*, et en même temps une réponse cinglante au communisme (p.55) : le petit Japon, sans ressources naturelles, devient le 2^e puissance mondiale.

Si la réussite asiatique tient à un système économique très dynamique, elle tient aussi à la stabilité politique fondée sur l'hostilité réciproque de la Chine et de l'Union Soviétique qui a un "caractère décisif" (p.78) : en se neutralisant mutuellement, les deux puissances communistes protègent le développement capitaliste de l'Asie maritime sous la protection diplomatique des Etats-Unis. La rupture sino-soviétique "constitue l'une des modifications décisives du cours des événements mondiaux" (p.93) : ainsi peut-on parler d'une "Pax Pacifica" garantie à la fois par le schisme communiste, la puissance américaine, le développement du Japon. A la souplesse économique s'ajoute la fluidité diplomatique.

Alors la prédiction de Toynbee selon laquelle le centre de gravité du monde basculerait de l'Atlantique au Pacifique se réalise-t-elle ?

Rien n'est inéluctable : "l'Europe est moins menacée par les autres que par elle-même" (p.251). Face à la même crise, la Corée augmente sa durée de travail, la France la réduit. Cette simple constatation (p.219) montre que ce n'est ni le dogmatisme, ni la lutte des classes, ni les incantations verbales qui permettent de relever le défi. Car il est possible de relever le défi : "il ne tient qu'à nous d'être les concurrents de nos concurrents" dit avec justesse Raymond Barre, mais à la condition, prévient-il, de "faire les vrais diagnostics... dissiper les illusions attachées aux programmes-miracles, aux modifications de structures magiques, tenues pour capables de ramener la France sur la voie du progrès sans mobiliser d'abord l'initiative et la responsabilité des Français".

Jean-Dominique DURAND

Gilles Etrillard, François Sureau, *A l'Est du monde*, préface de Raymond Barre, Fayard, 1983, 262 pages.

● L'U.R.S.S. vue de gauche

Lilly Marcou, chercheur à la Fondation Nationale des Sciences Politiques, a réuni dans un volume les interventions de chercheurs, universitaires et témoins lors d'un séminaire consacré à la perception de l'Union Soviétique par la gauche d'Europe occidentale. Sont présentées les analyses de quelques grandes figures du mouvement ouvrier, Karl Kautsky, Rosa Luxemburg, Otto Bauer, Léon Blum et, d'autre part, les relations des partis communistes français, italien et espagnol avec la "patrie du socialisme", ainsi que l'évolution des rapports des syndicats communistes (C.G.T. pour la France, C.G.I.L. pour l'Italie, Commissions Ouvrières pour l'Espagne) avec le

syndicalisme Est-Européen.

La rédaction de l'ouvrage a été achevée en septembre 1981, pour paraître début 1982. Il est instructif de le lire avec le recul que donne l'actualité des années 1982-1983 dominées principalement - du moins pour ce qui concerne la question traitée - par l'évolution de la crise polonaise et par l'action des ministres communistes au sein du gouvernement français.

La Russie Soviétique est l'une des tyrannies les plus redoutables de l'histoire de l'humanité, l'un des régimes

totalitaires les plus implacables et les plus systématiques que le monde ait porté, tout en ayant l'audace de se réclamer des principes les plus vertueux : justice, démocratie, paix. Il faut dire que les marxistes-léninistes de tous pays sont les maîtres de la désinformation, énonçant les plus énormes contre-vérités avec une incroyable assurance. Il suffit de considérer la réaction des communistes français aux récentes décisions de justice concernant la fraude lors des dernières élections municipales ou le tapage organisé autour de l'installation des fusées américaines en Allemagne Fédérale.

Georges Lavau examine comment le P.C.F. rend compte des événements, manière qui montre bien sa dépendance de Moscou : "il y a d'abord, des faits dont il ne fait jamais mention (par exemple : les grèves en Union Soviétique, les atteintes aux droits des travailleurs manuels, les discriminations ethniques, l'antisémitisme). Ensuite il tient à donner aux faits qu'il réprouve sa propre qualification et sa propre définition. En Occident, toute répression est menée, selon la logique interne du capitalisme et sous la pression directe ou indirecte de la Maison Blanche, par les "agents de la CIA", des "commandos", des "nervi", des "fascistes"; dans les pays "socialistes", les "mesures administratives" regrettables sont le fait - dans la pleine souveraineté de chaque Etat - des "forces de sécurité" (p. 190). Le "Manuel" de l'histoire du PCF remis aux militants est un modèle de manipulation; le rapport de 1956 sur les crimes de Staline a été dans un premier temps occulté, puis présenté comme "attribué au camarade Khrouchtchev" (sic). En fait le Parti Communiste Français n'a jamais cessé d'être fidèle à Moscou : les rares critiques qui ont pu être émises ont été vite gommées : en 1968 il y a un semblant de protestation contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, mais en 1969, lors de la conférence des partis communistes, aucune contestation n'est formulée par les représentants français. Le PCF est fondamentalement attaché à l'Union Soviétique. C'est son modèle : il arrive qu'il soit pour des raisons de politique nationale, "politiquement" gêné par le manque de liberté qui y règne, mais il n'est pas "intellectuellement" gêné (p. 198). G. Lavau se demande si la participation du P.C.F. au gouvernement va l'amener à modifier ses positions. Avec une grande lucidité il pense que non : la déclaration commune du 23 juin 1981 signée avec le PS, semble suggérer une capitulation du PC sur les problèmes internationaux (équilibre des forces, euromissiles, CEE, accords de Camp David). "En réalité, une lecture attentive de ce texte très général montre que ses clauses n'engagent le P.C. à rien de très précis" (p. 210). "Ma conviction profonde, conclue-t-il, est que, dans l'expérience nouvelle où il vient de s'engager depuis juin 1981, les considérations de politique extérieure continueront d'avoir la priorité dans la stratégie d'ensemble du PCF sur les considérations de politique intérieure". Quel dommage que le Président de la République n'ait pas eu la clairvoyance de Georges Lavau à qui l'actualité récente donne tout à fait raison.

Incontestablement les partis communistes italien et espagnol ont pris leurs distances avec l'U.R.S.S. Jean

Rony pour le premier, Manuel Azcarate et Carlos Alonso Zaldivar pour le second décrivent leurs avatars avec le PCUS. Mais la question fondamentale ne me paraît pas posée : les communistes italiens et espagnols ont-ils été touchés par la grâce de la démocratie, du respect de la personne humaine ? Mais dans ce cas ils ne devraient plus s'intituler "communistes". Ou bien s'agit-il d'une évolution à la roumaine, prônant une voie nationale, mais conduisant à la même impasse de la dictature et de l'écrasement de l'individu, en passant par le chemin défoncé de la lutte des classes ? Il est légitime de penser, en considérant la gestion de certaines villes et de certaines régions italiennes aux mains des communistes, et l'action des communistes espagnols lorsque, sous la république, ceux-ci furent au pouvoir en 1934, que le "libéralisme" de Santiago Carrillo et de Enrico Berlinguer est un leurre tout comme l'euro-communisme qui n'a jamais été qu'une remarquable entreprise d'intoxication. Les socialistes italiens et espagnols en ont conscience et refusent de s'associer aux communistes lorsqu'ils sont dans l'opposition comme lorsqu'ils participent au gouvernement.

Cependant si les sociaux-démocrates sont souvent clairvoyants quant aux horreurs commises par Lénine et Staline, quant à l'absurdité du système bureaucratique communiste et aux injustices qu'il engendre, ils restent hypnotisés par une valeur symbolique qu'ils attribuent à l'U.R.S.S. Peut-être sont-ils victimes des procédés d'intoxication des soviétiques et des communistes européens. L'allemand Karl Kautsky dresse dès 1921 un terrible réquisitoire contre le régime mis en place par Lénine, régime qu'il considère comme un "monstre" (p. 17). De même Rosa Luxemburg et l'autrichien Otto Bauer ne se font guère d'illusions, leurs écrits le montrent, sur la révolution russe et le régime qu'elle a engendré. Et pourtant, tous maintiennent leur solidarité avec l'U.R.S.S. révolutionnaire, avec le mythe de la révolution sociale. Même Léon Blum, dont nul ne peut nier les préoccupations humanistes et les convictions démocratiques, refuse de mettre sur le même plan communisme et fascisme. De 1934 à 1938, période pendant laquelle, sur l'injonction de Staline, le PCF a adopté la stratégie d'union avec le PS (à l'époque la SFIO) pour former le Front Populaire, l'organe socialiste, *Le Populaire*, ne publie plus d'articles sur les procès de Moscou, alors d'une tragique actualité. Léon Blum a pris pour règle de s'abstenir de critiquer le régime ; ce n'est qu'en mars 1938 qu'il reprend la parole sur les procès : mais le Front Populaire est alors terminé ! En juillet 1945, Léon Blum écrit : "je conviens sans aucune difficulté, que la politique de l'Etat soviétique est conduite par un homme extraordinaire. Quand nos camarades communistes, avant la guerre, parlaient couramment du "génial Staline", je me souviens que j'étais porté à sourire et je confesse aujourd'hui que j'avais tort. Staline est un homme de génie". Plus loin, il compare Staline et ... Cavour ! ajoutant : "il est génial par ses dimensions, par sa puissance d'efficacité, comme par la profondeur patiente de ses desseins" (p. 149-150). Un tel aveuglement sur des réalités, parfaite-

ment connues pourtant, est surprenant, stupéfiant même.

Lorsqu'ils critiquent l'U.R.S.S., les socialistes croient ou feignent de croire que le "socialisme existant" tel qu'il est appliqué dans ce pays et dans ses satellites, c'est-à-dire en fait le stalinisme, est, comme le disait Trotsky, une "excroissance parasitaire sur un corps sain". *Que le vrai socialisme* n'est pas celui là ; le vrai socialisme, nous dit-on, est démocratique. Le marxisme auquel se réfèrent tant les communistes que beaucoup de socialistes peut-il engendrer autre chose que la dictature policière, le bureaucratisme, l'impérialisme ? Grave et vraie question,

● Le juste pouvoir d'Yves Cannac

Ce livre d'Yves Cannac est entièrement sous-tendu par une idée maîtresse. Pour l'auteur, le pouvoir en France a toujours été hégémonique. Depuis 1981, il le devient de plus en plus, dit-il. A ce pouvoir tentaculaire, il conviendrait d'opposer, de substituer une démocratie "civile". Par "civile" comprenez qui émanerait et qui serait l'expression du public.

Normalien, énarque, Yves Cannac a suivi la parfaite trajectoire des grands commis de l'Etat. Deux fois, particulièrement, il s'est trouvé "aux affaires" : en 1970, comme Conseiller Technique au cabinet de Jacques Chaban Delmas et de 1974 à 1978, comme Secrétaire Général adjoint de la Présidence de la République. Son livre est donc à la fois aboutissement d'une réflexion et fruit d'une expérience.

Certes, l'auteur a le don des formules percutantes, il sait brillamment démonter les mécanismes du pouvoir, en montrer les abus et les excès. Sa démonstration sur les 50 % de prélèvements obligatoires que subissent actuellement les Français est aussi cruelle qu'imparable. Je le suivrais moins lorsqu'il écrit : "En règle générale le public est meilleur juge, et juge final, de ce qui lui convient et de ce qui ne lui convient pas". N'est-ce-pas faire trop confiance au public et le pouvoir n'a-t-il pas le devoir d'indiquer ce qui est sain ou malsain, profitable ou néfaste, utile ou dangereux ? Un pouvoir qui se contenterait, sous prétexte de démocratie "civile", d'essayer de connaître les désirs du public et de gérer la nation de façon à satisfaire le mieux possible ces désirs, serait-il un "juste" pouvoir ? Yves Cannac a d'ailleurs très bien senti ce qu'il pouvait y avoir d'utopique dans son affirmation, puisqu'il se reprend un peu plus loin. "Le service public, écrit-il, doit pouvoir, dans ces cas extrêmes, passer outre aux préférences clairement exprimées du public". Il serait judicieux de bien préciser cette notion de "cas extrêmes".

A de nombreux problèmes, information, instruction publique, dépenses publiques, l'auteur propose des solutions qui obéissent au même schéma : rendre le pouvoir moins hégémonique, accorder plus de liberté, plus de choix, plus d'initiative aux Français. Quand Yves Can-

que suggère ce livre. On constate en fait que la collectivisation des moyens de production économique, l'extension de l'emprise de l'Etat sur un grand nombre de secteurs de la vie des citoyens (en particulier sur l'éducation), aboutissent, plus ou moins rapidement, quelles que soient les bonnes intentions de départ, à l'intolérance, puis à la répression, enfin à un type de régime d'où les libertés sont bannies.

Jean-Dominique DURAND

Sous la direction de Lilly Marcou, L'U.R.S.S. vue de gauche, P.U.F., coll. Politique d'aujourd'hui, 1982, 296 p.

nac dit "public" ou "Français", il ne pense pas partis, syndicats ou associations, mais Français pris individuellement. Tous ces groupements lui paraissent trop peu représentatifs et beaucoup trop politisés. Il voit donc dans une réforme de la Constitution qui autoriserait un recours régulier au référendum, l'un des progrès qui mènerait à une démocratie civile.

A cet égard, comme à d'autres, Yves Cannac cite la Suisse en exemple. Il approuve une véritable régionalisation. Mais curieusement, il ne semble pas accorder à cette dernière une place prédominante. Pourtant, qu'est-ce qui peut mieux contrebalancer le pouvoir hégémonique central que la marge de décisions des pouvoirs locaux des régions et des communes ? Ainsi les provinces françaises, leurs cultures, leurs langues, leurs traditions, seraient valorisées.

Le don de conviction d'Yves Cannac est grand. Par exemple lorsqu'il s'écrie : "Que le Pouvoir cesse de tout vouloir légiférer, et il fera respecter sa loi. Qu'il renonce à planifier pour autrui, et ses plans redeviendront utiles. Qu'il modère sa rage d'intervenir, et il aura les moyens financiers de ses interventions. Qu'il cherche moins à régenter la vie sociale, et il dépendra moins de ses experts et de ses fonctionnaires. Qu'il promette moins à l'électeur, et il devra moins aux égoïsmes syndicaux et professionnels. Qu'il ne demande rien d'inavouable à son administration, et il n'aura pas besoin de la politiser". Réquisitoire d'un homme de cabinet, doublé d'un théoricien qui s'adresse d'ailleurs aussi bien à la droite qu'à la gauche, mais en même temps paroles de bon sens, de juste mesure. Sans doute faut-il voir là la clef du livre d'Yves Cannac : son "juste" pouvoir n'est-il pas simplement un pouvoir plus "mesuré". Ce "pouvoir mesuré", si nécessaire soit-il, est peut-être difficile à mettre en œuvre à notre époque. Ce qui est difficile ne mérite-t-il pas d'être tenté ? Telle est la question que l'on se pose après avoir lu cet ouvrage discutabile, intelligent et stimulant.

Gérard STEPHANESCO

Ed. Jean-Claude Lattès.

Raymond Aron : Quelle philosophie ?

par Etienne BORNE

Si tout ce qu'a écrit Raymond Aron de sociologie ou de politologie, a cette importance et cette qualité qui lui sont, enfin, unanimement reconnues au lendemain de sa mort, c'est pour beaucoup de raisons dont celle-ci, majeure, que les origines de sa pensée sont philosophiques, et que l'homme est resté un philosophe tout au long d'une œuvre que l'on classerait scolairement sous la rubrique "sciences humaines". L'impulsion initiale était donnée par cette thèse de philosophie, qui, dans sa fausse modestie universitaire, s'appelait "Introduction à la philosophie de l'histoire".

Travail critique, dans le sens fort peu sceptique du mot, tel qu'il se trouve dans ce qu'on appelle le criticisme kantien. L'illustre auteur de la "Critique de la raison pure" entendait fonder l'objectivité du savoir humain, mais en le limitant et en définissant rigoureusement son champ d'application. Tout nourri de philosophie classique, Raymond Aron posait à propos de la connaissance historique le même problème de ses conditions de possibilité, et il montrait, à la manière de Kant, qu'il n'y a d'objectivité historique que par rapport à une subjectivité humaine qui, d'un même mouvement critique, la limite et la fonde. La vérité historique n'en est pas pour cela dissoute, mais elle ne prend son sens que par rapport à l'homme qui assume le passé de l'espèce, laquelle du coup n'est plus seulement une espèce et qui crée l'histoire en s'inventant historien. Le criticisme, chez Aron comme chez Kant, est un humanisme.

La victime de ce criticisme n'est pas la métaphysique à laquelle Kant entendait ouvrir une "voie royale", mais l'intempérance dogmatique, source d'intolérance donc deux fois anti-philosophique. Kant, par révérence pour l'absolu et le sacré, ne consentait pas à les reconnaître dans la relativité profane des choses de la nature. Sur la même lancée, Aron se refuse à absolutiser la société et à sacraliser l'histoire. La vérité de cette histoire ne saurait se trouver dans un discours intégralement cohérent, à travers lequel se déploierait, posé a priori dans sa superbe, le sens définitif de l'histoire. Aron qui devait dénoncer avec tant de bonheur les "religions séculières" dissipe magistralement les illusions rationalistes, entretenues par Hegel, encore durcies et systématisées dans les hégélianismes de droite et de gauche et qui ne sont pas sans responsabilité dans la genèse des divers totalitarismes. Dès le départ, Aron avait choisi Kant contre Hegel : option philosophique, qui ne cessa d'éclairer et d'animer sa réflexion politique.

Aron serait-il pourtant infidèle à l'inspiration de Kant, ce philosophe d'une morale catégorique aux impératifs inconditionnels, lorsqu'il affirme l'autonomie et le relativisme de la politique ? "Le problème politique n'est pas un problème moral", écrit Aron dans un texte de jeunesse, contemporain de sa thèse, et qu'il reprend dans ses "Mémoires" avec des nuances qui ne sont pas un désaveu. Ainsi continue à s'exprimer cette vigilance critique à l'égard de l'a priori et des systèmes, qui est la constante de la pensée aronienne. Pas plus que la physique ou la biologie ne se déduisent d'une métaphysique ou d'une cosmologie, et c'est la leçon du criticisme, de la même manière ni le savoir ni l'action politique ne sont des corollaires ou des applications d'une morale antérieure et supérieure à ce savoir et à

cette action. Mais alors Aron ne serait-il qu'à demi-kantien, en récusant comme dogmatique le "Tu dois", dont la "Raison pratique ?" fait un absolu.

On est ici au nœud décisif de la pensée aronienne ; il n'est pas impossible alors de comprendre la sorte d'opposition mêlée de complicité qui durant plus d'un demi-siècle a rendu si singulière la relation d'Aron à Sartre. En première analyse, sur fond de camaraderie normalienne, la classique antithèse du réaliste et du moraliste. Concepts qui ne prennent valeur et saveur que dans la mesure où la qualification de chacun traduit le jugement de l'autre. Aron était, aux yeux de Sartre, le représentant d'une sagesse empirique, inclinée au compromis, pesant et calculant les risques et les chances, et dont le réalisme par excès d'attention à ce qui est se ramène à un conservatisme sans doctrine qui fait le jeu des puissances établies. Et Aron voyait bien que la pensée de Sartre, en dépit de tous les gros mots contre les gens de bien englués dans leur sérieux, était animée par un parti-pris moral : serment de donner inconditionnellement raison aux pauvres et aux exploités, dénonciation des "salauds", coupables de tout parce qu'ils sont capables de tout.

Sartre, ne pouvant prévoir pour l'ami de leurs communs commencements une place honorable dans sa vision manichéenne du monde, se trompait sur Aron, mais non pas sur Sartre Aron le clairvoyant. L'opinion sartrienne sur Aron c'est-à-dire l'allégation de réalisme sceptique est pourtant devenue un lieu commun de notre crédule intelligenzia. Le débat, en vérité, était entre deux philosophies dont chacune avait sa morale, ou qui, plutôt, faute de métaphysique, se ramenaient chacune à une morale. Rendre le monde moins inhumain est le postulat commun, et l'impératif est bien catégorique. Mais, parmi la confusion des figures de ce monde, l'archange de l'intégrale justice qui voudrait tout d'un coup devient le Lucifer soit de la subversion anarchiste, soit de l'oppression totalitaire. Là est la source des errances et contradictions politiques au long desquelles Sartre a joué, décennie après décennie, le rôle de l'ivrogne, faire-valoir de la sobriété aronienne.

Les deux philosophes se sont rejoints vers la fin de leurs itinéraires respectifs en 1979 dans cette démarche commune auprès du chef de l'Etat en faveur des réfugiés vietnamiens, victimes d'une tyrannie que Sartre et Aron avaient enfin des raisons identiques de détester. Mais les deux philosophies n'étaient pas non plus sans quelque connivence. Dans ses derniers jours, et par un ultime rebondissement d'une pensée toujours inventive, Sartre était devenu kantien, au comique affolement de ses épigones. Aron était-il déjà kantien lui qui tenait l'idéal d'une humanité reconciliée pour une "Idée de la raison" sans garantie dans l'histoire visible ? Sans doute le dernier Sartre et l'Aron de toujours allaient-ils moins loin que Kant sur la route ouverte par Kant. On ne quitte le rivage que si sont connus les vents et les courants, inventées et éprouvées, la rame et la voile. Telle est la part du réalisme. Mais il y faut aussi l'appel de l'autre rive qu'on ne saurait entendre que dans la passion et la foi. On sort alors de la philosophie aronienne, qui, comme toute bonne philosophie, ne contredit pas l'essentiel, mais le laisse en suspens.